

**UKRAINE**— QUEL CHEMIN  
POUR LA PAIX ?  
**ARGENTINE**— L'AFFAIRE NISMAN  
RÉVEILLE DES MAUVAIS SOUVENIRS



**L'islam en débat**  
Retrouvez notre hors-série  
chez votre marchand  
de journaux



**Courrier  
international**

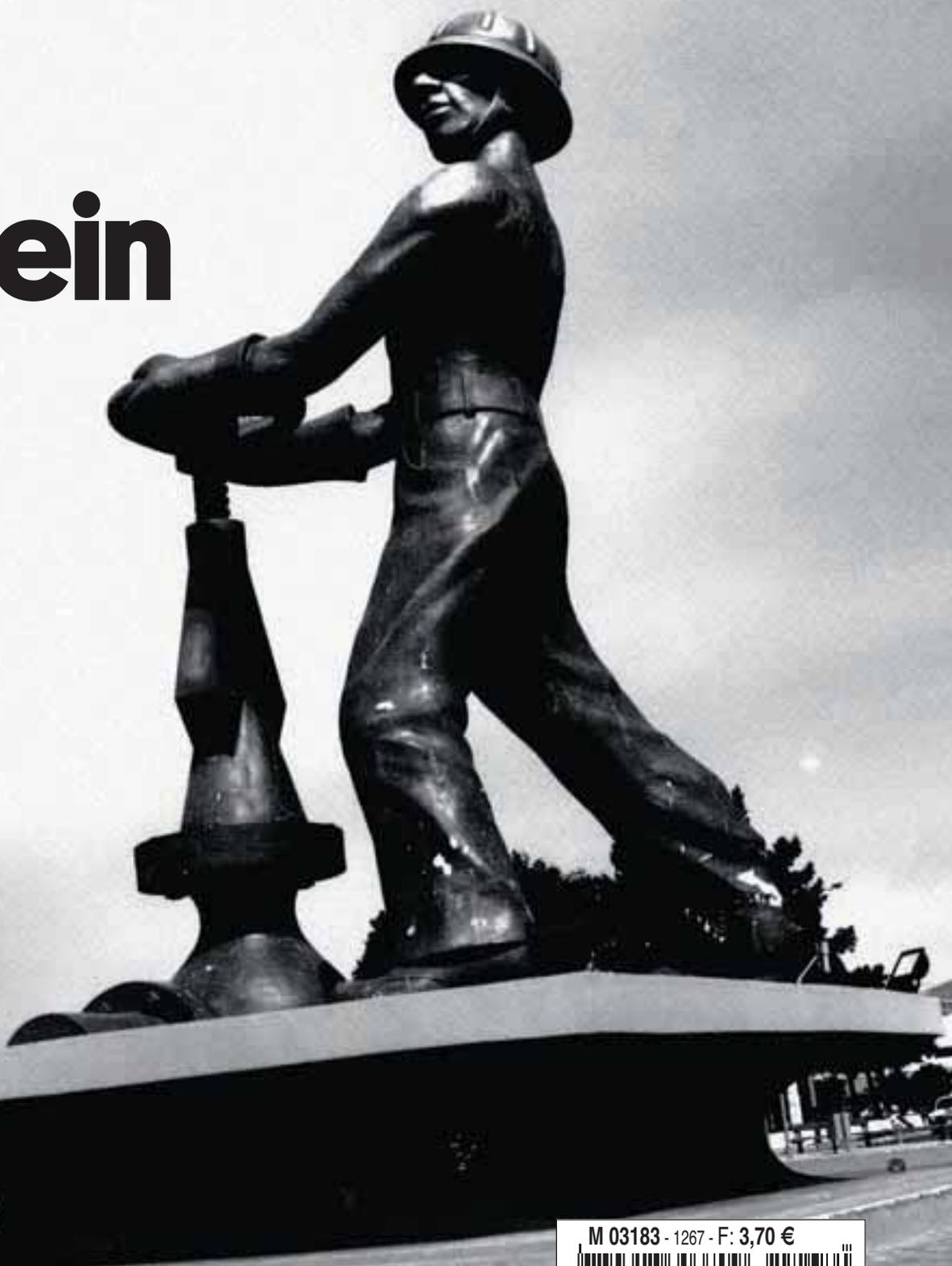
N°1267 du 12 au 18 février 2015  
[courrierinternational.com](http://courrierinternational.com)  
France : 3,70 €

Afrique CFA 2,800 F CFA Algérie 450 DA  
Allemagne 4,20 € Andorre 4,20 €  
Autriche 4,20 € Canada 6,50 \$ CAN  
DOM 4,40 € Espagne 4,20 €  
E-U 6,95 \$ US G-B 3,50 £ Grèce 4,20 €  
Irlande 4,20 € Italie 4,20 €  
Japon 750 ¥ Maroc 30 DH  
Norvège 52 NOK Pays-Bas 4,20 €  
Portugal cont. 4,20 € Suisse 6,20 CHF  
TON 740 CFP Tunisie 5 DTU

**PÉTROLE**

# Le trop-plein

*Les cours du baril  
s'effondrent.  
Qui en profite ?  
Qui a le plus à perdre ?  
Tour du monde de  
la presse étrangère*



M 03183 - 1267 - F: 3,70 €





mgen★

ENGAGEMENT  
PERFORMANCE  
SOLIDARITÉ  
J'AI CHOISI  
MGEN

MARTIN  
FOURCADE  
CHAMPION DU MONDE DE BIATHLON

**MGEN : la solidarité qui profite à tous, et d'abord à vous.**

Maladie, hospitalisation, optique, dentaire, arrêt de travail, invalidité : votre vie et vos besoins peuvent évoluer. Pourquoi, dès lors, votre protection santé et prévoyance n'évoluerait-elle pas en fonction de votre préférence ? Pour accompagner chaque moment de votre vie, MGEN propose des offres adaptées qui couvrent efficacement vos frais de santé et de prévoyance en même temps. Vous aussi, comme plus de 3 millions de personnes, faites de la référence solidaire MGEN votre préférence.

mgen.fr

**MUTUELLE  
SANTÉ  
PRÉVOYANCE**



**EDITORIAL**  
ERIC CHOL

## Les mauvaises histoires de peak oil

**D**upond : Et hop ! encore un mirage !  
Dupont : Tu crois ?... Ça n'en a pas l'air... A ta place je ferais un petit virage et...  
Dupond : Moi, faire un virage pour un stupide rimage ?... Euh... Un virage pour un mirage... Non, un mirage pour un virage... Euh... Enfin, jamais de la vie : je continue tout droit."

L'album date de 1950 mais *Tintin au pays de l'or noir* n'a pas pris une ride. Car oui, dès qu'on approche du brut, les yoyos du baril donnent le tournis et les mirages se multiplient. Et on le sait bien, en matière de prévisions les experts se sont souvent trompés. En 1999 *The Economist* nous annonçait un baril sous les 5 dollars et en 2008 les grands spécialistes de l'énergie prédisaient l'arrivée imminente du *peak oil* - c'est-à-dire le moment où la production mondiale atteint son maximum (il est vrai qu'à l'époque le baril flirtait avec les 150 dollars). Sept ans plus tard, son cours est redescendu aux alentours de 60 dollars. Une chute rapide, largement guidée par la logique du marché. Car, c'est nouveau, l'Arabie Saoudite n'a pas voulu s'en mêler, refusant de soutenir les prix. Résultat : c'est panique à bord du côté des Etats producteurs, tandis que les principaux importateurs se frottent les mains. Il y a ceux qui souffrent un peu (Etats-Unis) ou beaucoup (Russie, Bahreïn, Venezuela...) et ceux qui en profitent un peu (France) ou beaucoup (Chine). Il y a aussi les spéculateurs à l'affût. Il y a surtout une redistribution des cartes, avec l'arrivée sur le marché des pétroles de schiste ou non conventionnels, lesquels ont contribué à remettre la puissance américaine au centre du (grand) jeu énergétique. On peut déjà parier que cette réinjection de pétrodollars dans l'économie des pays consommateurs va leur servir de plan de relance inespéré. Mais n'oublions pas l'essentiel : après la chute viendra la remontée. Car, si la vie sans pétrole que nous annonçait dès 1977 dans le magazine *Time* le grand maître de la science-fiction Isaac Asimov\* n'est sans doute pas pour demain, ce scénario reste plausible. Mieux vaut s'y préparer, sinon le réveil risque d'être difficile.

\* "The Nightmare Life Without Fuel", d'Isaac Asimov, *Time*, 25 avril 1977.

**En couverture : Statue en l'honneur des ouvriers du pétrole à Caleta Olivia, Argentine. Photo Guillaume Pazat/Picture Tank**



## Sommaire

p.28 **à la une**



# PÉTROLE LE TROP-PLEIN

**La chute des cours du baril (50 % depuis juin) bouleverse la donne entre pays producteurs et importateurs. Reportages, analyses et commentaires de la presse mondiale.**

**SUR NOTRE SITE**



[www.courrierinternational.com](http://www.courrierinternational.com)

- Ukraine** La paix est-elle possible ?  
*Les négociations vues par la presse internationale.*
- Islamisme** Comment démanteler les dogmes fabriqués par les religieux.
- Allemagne** Le char Charlie Hebdo interdit au carnaval de Cologne.

Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Google+ et Pinterest



**UKRAINE** p.12

### Quelle voie vers la paix ?

François Hollande et Angela Merkel, refusant tout risque d'escalade militaire sur le continent, ont rejeté la proposition américaine de soutien armé à Kiev. Au grand regret du quotidien nationaliste ukrainien *Oukraïna Moloda*.

**360°** p.42

## A la recherche de John Updike

Pendant deux ans et demi, un inconnu a fouillé les poubelles du célèbre écrivain américain. Paul Moran a ainsi accumulé quantité d'objets personnels qu'il expose aujourd'hui en ligne. Récit du *Texas Monthly*.



### CAHIER RÉGION

Retrouvez chez votre marchand de journaux notre supplément "Les Alpes vues par la presse étrangère" dans les départements 01, 04, 05, 06, 38, 69, 73, 74, ainsi qu'en Suisse. Disponible aussi sur notre site et notre application Ipad.

**En couverture :**  
Photo Eric Franceschi/Divergence



### Le monde musulman face à l'urgence des réformes

Retrouvez notre hors-série chez votre marchand de journaux



## Sommaire

**Les journalistes** de *Courrier international* sélectionnent et traduisent plus de 1 500 sources du monde entier. Voici la liste exhaustive des sources que nous avons utilisées cette semaine :

**The Christian Science Monitor** (csmonitor.com) Boston, en ligne. **Corriere della Sera** Milan, quotidien. **Financial Times** Londres, quotidien. **Foreign Policy** Washington, bimestriel. **The Guardian** Londres, quotidien. **Al-Hayat** Londres, quotidien. **Hindustan Times** New Delhi, quotidien. **The Indian Express** New Delhi, quotidien. **The Irish Times** Dublin, quotidien. **Kommersant** Moscou, quotidien. **Koran Tempo** Indonésie, quotidien. **Los Angeles Times** Los Angeles, quotidien. **Al-Monitor** (al-monitor.com) Washington, en ligne. **The New York Times** New York, quotidien. **Oukraïna Moloda** Kiev, quotidien. **El País** Cali, quotidien. **Le Pays** Ouagadougou, quotidien. **Perfil** Buenos Aires, hebdomadaire. **Rossia v Globalnoi Politike** Moscou, bimestriel. **The Spectator** Londres, hebdomadaire. **Scientific American** New York, mensuel. **Spiked** (spiked-online.com) Londres, en ligne. **Süddeutsche Zeitung** Munich, quotidien. **Al-Tagreer** (altagreer.com) Yémen, en ligne. **Texas Monthly** Austin, mensuel. **The Times** Londres, quotidien. **To Vima** Athènes, quotidien. **El-Watan** Alger, quotidien. **Weixin Zhi Chuang** (wx.shenchuang.com), en ligne. **Die Welt** Berlin, quotidien. **Zhongguo Jingying Bao (China Business Journal)** Pékin, quotidien.



← **Toutes nos sources** Chaque fois que vous rencontrez cette vignette, scannez-la et accédez à un contenu multimédia sur notre site [courrierinternational.com](http://courrierinternational.com) (ici la rubrique "Nos sources").

### 7 jours dans le monde

6. **Courrier des lecteurs.**

8. **Evasion fiscale.** HSBC, un scandale planétaire

11. **Controverse.** La fécondation in vitro à trois ADN est-elle éthique ?

### D'un continent à l'autre

— EUROPE

12. **Ukraine.** Quelle voie vers la paix ?

14. **Irlande.** "Notre vertu n'est pas récompensée"

14. **Grèce.** L'isolement des sans-cravates

15. **Allemagne.** Le carnaval des hypocrites

— FRANCE

16. **Société.** De la prison au djihadisme

— ASIE

18. **Chine.** Le retour de l'idéologie

20. **Inde.** Tous les chemins mènent à Delhi

20. **Indonésie.** Le retour de la peine de mort

— AMÉRIQUES

22. **Argentine.** Les fantômes indésirables de l'affaire Nisman

— MOYEN-ORIENT

24. **Monde arabe.** Beau prétexte à la répression

25. **Arabie Saoudite.** L'irrésistible ascension du prince Mohammed

— AFRIQUE

26. **Nigeria.** Boko Haram : la contre-offensive régionale

27. **Algérie.** La course à l'armement

### A la une

28. **Pétrole : le trop-plein**

### Transversales

38. **Economie.** Des impôts certifiés par... une ONG

39. **Sciences.** A l'origine de nos peurs

40. **Médias.** Cessons de faire la com de l'Etat islamique

41. **Signaux.** Tous les perdants ont tenté leur chance

### 360°

42. **Magazine.** A la recherche de John Updike

46. **Voyage.** La petite Corée de Buenos Aires

48. **Tendances.** Tumblr, réseau contestataire

50. **Histoire.** Face aux féroces guerriers à plumes



MEDFORD TAYLOR/GETTY IMAGES

## Courrier international

Edité par Courrier international SA, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €. Actionnaire La Société éditrice du Monde. Président du directoire, directeur de la publication : Arnaud Aubron.

Directeur de la rédaction, membre du directoire : Eric Chol. Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président. Dépôt légal Février 2015. Commission paritaire n° 0717c82101. ISSN n°1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 6-8, rue Jean-Antoine-de-Bailly, 75212 Paris Cedex 13 Accueil 33 (0)1 46 46 16 00 Fax général 33 (0)1 46 46 16 01 Fax rédaction 33 (0)1 46 46 16 02 Site web [www.courrierinternational.com](http://www.courrierinternational.com) Courriel [lecteurs@courrierinternational.com](mailto:lecteurs@courrierinternational.com) Directeur de la rédaction Eric Chol Rédacteurs en chef Jean-Hébert Armengaud (16 57), Claire Carrard (Edition, 16 58), Rédacteur en chef adjoint Raymond Clarinard Rédactrice en chef technique Nathalie Pingaud (16 25) Direction artistique Sophie-Anne Delhomme (16 31) Conception graphique Javier Errea Comunicación

7 jours dans le monde Caroline Marcelin (chef des infos, 17 30), Iwona Ostapowicz (portrait) Europe Gerry Feehily (chef de service, 1970), Danièle Renon (chef de service adjointe Europe, Allemagne, Autriche, Suisse allemande, 16 22), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Judith Sinnige (Royaume-Uni, Irlande, 16 95), Lucie Geffroy (Italie, 16 86), Nathalie Kantt (Espagne, Argentine, 16 68), Hugo dos Santos (Portugal, 16 34), Iwona Ostapowicz (chef de rubrique, Pologne, 16 74), Emmanuelle Morau (chef de rubrique, France, 19 72), Iulia Badea-Guérinée (Roumanie, Moldavie, 19 76), Wineke de Boer (Pays-Bas), Solveig Gram Jensen (Danemark, Norvège), Alexia Kefalas (Grèce, Chypre), Kristina Rönngvist (Suède), Agnès Jarfas (Hongrie), Miro Micseski (Macédoine), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Katerina Kesa (Estonie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) Amériques Bérangeère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Gabriel Hassan (Etats-Unis, 16 32), Sabine Grandadam (Amérique latine, 16 97), Paul Jurgens (Brésil) Asie Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 16 24), Ingrid Therwath (Asie du Sud, 16 51), Ysana Takino (Japon, 16 38), Zhang Zhulin (Chine, 17 47), Elisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Coréennes) Moyen-Orient Marc Saghie (chef de service, 16 69), Ghazal Golshiri (Iran), Pascal Fenaux (Israël), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe), Pierre Varrie (Turquie) Afrique Ousmane Ndiaye (chef de rubrique, 16 29), Hoda Saliby (chef de rubrique Maghreb, 16 35) Transversales Pascale Boyen (chef des informations, Economie, 16 47), Catherine Guichard (Economie, 16 04), Virginie Lepetit (chef de rubrique Sciences et Innovation, 16 40), Caroline Marcelin (Médias, 16 95), Virginie Lepetit (Signaux) Magazine 360° Marie Béloeil (chef des informations, 17 32), Corentin Pennarguear (Tendances, 16 93), Raymond Clarinard (Histoire), Catherine Guichard

Site Internet Hamdam Mostafavi (chef des informations, responsable du web, 17 33), Carolin Lohrenz (chef d'édition, 19 77), Clara Tellier Savary (chef d'édition), Carole Lyon (rédactrice multimédia, 17 36), Paul Griset (rédacteur multimédia, 17 48), Laura Geisswiller (rédactrice multimédia), Pierick Van-Thé (webmaster, 16 82), Marie-Laëticia Houradou (responsable marketing web, 16 87), Patricia Fernández Perez (marketing) Traduction Raymond Clarinard (rédacteur en chef adjoint), Isabelle Boudon (anglais, allemand), Françoise Escande-Boggino (japonais, anglais), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Mélanie Lifschitz (anglais, espagnol), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois), Julie Marcot (anglais, espagnol, portugais), Ngoc-Dung Phan (anglais, italien, vietnamien), Olivier Ragasol (anglais, espagnol), Danièle Renon (allemand), Hélène Rousselot (russe) Révision Jean-Luc Majouret (chef de service, 16 42), Marianne Bonneau, Philippe Czerepak, Fabienne Gérard, Françoise Picon, Emmanuel Tronquart (site Internet) Photographies, illustrations Luc Briand (chef de service, 16 41) Lidwine Kervella (16 10), Stéphanie Saïndon (16 53) Maquette Bernadette Dremière (chef de service, 16 67), Catherine Doutey, Gilles de Obaldia, Josiane Petricca, Denis Scudeller, Jonathan Renaud-Badet, Alexandre Errichello, Céline Merrien (colorisation) Cartographie Thierry Gauthé (16 70) Infographie Catherine Doutey (16 66) Informatique Denis Scudeller (16 84), Rollo Gleeson (développeur) Directeur de la production Olivier Mollé Fabrication Nathalie Communeau (directrice adjointe), Sarah Tréhin (responsable de fabrication) Impression, brochage Maury, 45330 Malesherbes

Ont participé à ce numéro : Alice Andersen, Gilles Berton, Jean-Baptiste Bor, Paul-Boris Bouzin, Isabelle Bryskier, Marianne David, Monique Devauton, Camille Drouet, Iulia Furtuna, Nicolas Gallet, Rollo Gleeson, Thomas Gragnic, Marion Gronier, Chloé Groussard, Mélanie Guéret, Jadine Labbe Pacheco, Jean-Baptiste Luciani, Marc-Antoine Paquin, Polina Petrouchina, Isabelle Taudière, Anne Thiaville, Sophie Vandermolle

Publicité M Publicité, 80, boulevard Blanqui, 75013 Paris, tél. : 01 57 28 20 20 Directrice générale Corinne Mrejen Directeur délégué David Eskenazy (david.eskenazy@mpublicite.fr, 38 63) Directeurs de clientèle Laëticia de Clerck (laetitia.declerck@mpublicite.fr, 38 11) Chef de publicité Marjorie Couderc (marjorie.couderc@mpublicite.fr, 37 97) Assistante commerciale Carole Fraschini (carole.fraschini@mpublicite.fr, 38 68) Régions Eric Langevin (eric.langevin@mpublicite.fr, 38 04) Annonces classées Cyril Gardère (cyril.gardere@mpublicite.fr, 38 88) Site Internet Alexandre de Montmarin (alexandre.demontmarin@mpublicite.fr, 38 07) Agence Courrier Marie-Laëticia Houradou (16 87)

Gestion Administration Bénédicte Menault-Lenne (responsable, 16 13) Assistantes Camille Cracco, Sophie Jan Droits Eleonora Pizzi (16 52) Comptabilité 01 48 88 45 51 Ventes au numéro Responsable publications Brigitte Billiard Direction des ventes au numéro Hervé Bonnaud Chef de produit Jérôme Pons (0 805 05 01 47, fax : 01 57 28 21 40) Diffusion internationale Franck-Olivier Torro (01 57 28 32 22) Promotion Christiane Montillet Marketing Sophie Gerbaud (directrice, 16 18), Véronique Lallemand (16 91), Véronique Saudemont (17 39), Kevin Jolivet (16 89)

Modifications de services ventes au numéro, réassorts Paris 0805 05 01 47, province, banlieue 0 805 05 0146

Service clients Abonnements Courrier international, Service abonnements, A2100 - 62066 Arras Cedex 9, Tél. 03 21 13 04 31 Fax 01 57 67 44 96 (du lundi au vendredi de 9 h à 18 h) Courriel [abo@courrierinternational.com](mailto:abo@courrierinternational.com) Commande d'anciens numéros Boutique du Monde, 80, bd Auguste-Blanqui, 75013 Paris Tél. 01 57 28 27 78

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 49 times per year (triple issue in Aug, double issue in Dec), by Courier International SA c/o USACAN Media Corp. 123A Distribution Way, Building H-1, Suite 104, Plattsburgh, NY 12901. Periodicals Postage paid at Plattsburgh, NY and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to Courier International c/o Express Mag, P.O. box 2769, Plattsburgh, NY 12901-0239.

Ce numéro comporte un supplément Alpes de 8 pages destiné aux départements 01, 04, 05, 06, 38, 69, 73 et 74, ainsi qu'à la Suisse.

### Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : Courrier international  
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

près de  
**40%**  
d'économie

**Courrier international**

#### Je m'abonne pour :

1 an (52 numéros) au prix de 109 € au lieu de 182,20 €\*

1 an (52 numéros) + 4 hors-séries au prix de 131,80 € au lieu de 216,20 €\*

Monsieur  Madame

NOM .....

PRÉNOM .....

ADRESSE .....

CP ..... VILLE .....

TÉLÉPHONE ..... E-MAIL .....

#### Je choisis de régler par :

chèque à l'ordre de Courrier international

carte bancaire n° \_\_\_\_\_

Expire fin \_\_\_\_\_ Cryptogramme \_\_\_\_\_

date et signature obligatoires

#### Avantage abonné

Rendez-vous sur [courrierinternational.com](http://courrierinternational.com) pour créer votre compte et accéder en illimité à notre site Internet.

Retrouvez également le site sur votre smartphone et tablette.

#### Plus simple et plus rapide

abonnez-vous sur [boutique.courrierinternational.com](http://boutique.courrierinternational.com) ou par téléphone au **03 21 13 04 31** (non surtaxé)

#### Votre abonnement à l'étranger :

**Belgique :**

(32) 2 744 44 33 - abonnements@saijm.com

**USA-Canada :**

(1) 800 363 1310 - expsmag@expressmag.com

**Suisse :**

(41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch

\* Prix de vente au numéro. En application de la loi du 6-1-1978, le droit d'accès et de rectification concernant les abonnés peut s'exercer auprès du service abonnements. Pour l'étranger, nous consulter. Ces informations pourront être cédées à des organismes extérieurs, sauf si vous cochez la case ci-contre.

# 5, 4, 3, 2, 1 PILOTEZ.



**NOUVELLE MINI**  
**— 5 PORTES —**  
À PARTIR DE  
**220€/MOIS\***  
**36 MOIS. SANS APPORT.**

\* Exemple de loyer pour une MINI One D 5 portes en Location Longue Durée sur 36 mois et pour 30 000 km. 36 loyers linéaires hors assurances facultatives : 219,37 €/mois. Offre réservée aux particuliers valable pour toute commande d'une MINI One D 5 portes jusqu'au 31/03/15 dans les MINI Stores participants. Sous réserve d'acceptation par MINI Financial Services, département de BMW Finance - 78286 GUYANCOURT Cedex - SNC au capital de 87 000 000 € - RCS VERSAILLES 343 606 448 - TVA FR 65 343 606 448. Établissement de Crédit Spécialisé agréé par l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution sous le n°14670. Courtier en Assurances immatriculé à l'ORIAS sous le n°07 008 883. Consommation en cycle mixte : 3,5 l/100 km. CO<sub>2</sub> : 92 g/km.

Modèle présenté MINI Cooper S 5 portes. Loyer 510 €/mois.  
Consommation en cycle mixte : 6 l/100 km. CO<sub>2</sub> : 139 g/km.



**COURRIER  
DES LECTEURS**


Vous avez été nombreux à réagir, après les attentats de janvier, à la couverture éditoriale que nous avons accordée à ce tragique événement et à ses conséquences.

## Journalisme de qualité

Merci à vous, journalistes traducteurs de *Courrier international* qui êtes là pour que nous puissions nous faire notre opinion sur ce qui se passe dans le monde et en France par l'œil critique (bon ou mauvais) de journalistes compétents de la planète. Je tiens à vous remercier et j'incite mes amis à reprendre un abonnement papier pour défendre le journalisme de qualité et lui permettre de rester indépendant. C'est cela pour moi le sens de "Je suis Charlie". Cordialement.

—Jean-Michel Marais



Retrouvez nos numéros soutien "Je suis Charlie" (9/1) et "Après Charlie" (15/1) en vente sur notre boutique en ligne : [boutique.courrierinternational.com](http://boutique.courrierinternational.com)

## Ouverture d'esprit

Je voudrais vous remercier pour la qualité de votre dernier numéro. Je suis réabonnée depuis peu à *Courrier international* (je l'ai été longtemps il y a quelques années, puis je n'ai plus eu le temps de lire) et je tenais à vous faire part de ma gratitude pour les articles que vous sélectionnez car je trouve que c'est très enrichissant de vous lire. Cela n'est pas toujours évident de se faire une opinion, surtout avec tous ces flux d'informations aujourd'hui, qui ne sont pas toujours analysés, et donc vos articles m'aident beaucoup à y voir un peu plus clair. Cela est d'autant plus vrai avec les événements récents et ce monde hyperconnecté auquel nous sommes confrontés aujourd'hui, où une information en chasse une autre. J'aime beaucoup la lecture de ces articles de tous pays qui ouvrent l'esprit, ce qui est pour moi fondamental.

Bonne continuation,

—Clarisse Vergnes

→ "Papa... quand je serai grand, je serai caricaturiste..."  
Dessin de Langer paru dans *Clarín*, Buenos Aires.



## Bombes à retardement

Votre analyse de la presse du monde entier nous aide à mieux comprendre la montée de cette division entre les hommes et leurs différentes religions. Votre dernier numéro et son dossier "L'islam vu par les musulmans" nous en fait découvrir les différentes facettes.

L'extrait "Il nous faut notre Vatican II" est très pertinent.

La chanson dit par ailleurs : "Abraham a eu deux enfants Ismaël/Israël; l'un d'entre eux fit naître l'Islam, le second Israël..."

Le catalyseur responsable du malaise de nos cités cosmopolites françaises n'est-il pas dû à l'annexion de la Palestine par les colons israéliens, dans une indifférence presque totale de nos dirigeants occidentaux ? Le communautarisme s'aggrave dans nos quartiers, qui deviennent des bombes à retardement.

Si nous voulons empêcher nos jeunes des banlieues, de toutes confessions, de s'en aller en guerre idéologique et fanatique, il

nous faudra encore et encore plus de printemps, comme en Tunisie, ou de rassemblements républicains, comme le 11 janvier 2015, à travers le monde (avec seulement des chefs d'Etat démocrates...!).

—Gérard Sanlaville

## Réagissez !

Je suis surpris qu'aucun média ne précise au sujet de la une de *Charlie Hebdo* que ce sont des athées qui disent à leurs assassins extrémistes religieux : "Tout est pardonné !"

C'est fabuleux que personne ne relève ce message de paix !

A commencer par vous, les médias.

Donc réagissez, arrêtez de plier l'échine, c'est de la lâcheté ! Soyez des "hommes" !

—Patrick Bertho

## Choqué

Je suis abonné et à ce titre je reçois votre journal et subis ce que vous décidez d'y mettre.

J'ai été triplement choqué par la médiatisation donnée au meurtre de l'équipe de Charlie.

Je plains ces victimes comme j'ai toujours plaint celles du terrorisme islamique, quels que soient leur pays et leur religion ou non-religion.

Mais je suis parfaitement d'accord avec certains Américains qui déplorent qu'on n'en ait pas fait autant pour "leur" 11 septembre, et beaucoup plus d'accord encore avec cet article, lu dans vos colonnes, d'un journal sud-africain nous reprochant, à nous Occidentaux, de ne réagir que lorsque nous sommes touchés pendant que ce terrorisme

continue à faire des milliers de morts en Afrique ou en Asie.

Cela peut expliquer que certains n'aient pas respecté la "minute de silence", considérant que son objet était scandaleusement trop limité.

Par ailleurs, comme tout le monde, vous avez feint de considérer que l'attaque de Charlie visait la liberté d'expression.

Ces fous criminels, c'est vrai, sont contre tout ce qui ne relève pas de leur conception religieuse fanatique. Mais leur haine vis-à-vis de *Charlie Hebdo* est plus probablement la conséquence de l'insulte faite à leur Prophète, comme les chrétiens peuvent se sentir insultés par certains dessins du même journal.

Même si je me trompe sur les intentions de ces extrémistes, qui seront toujours plus diaboliques que ce que je peux imaginer, la défense de la liberté de la presse me paraît dérisoire.

Ce n'est pas cela qui sauvera le monde d'un danger mortel qui prend de plus en plus d'ampleur.

Enfin, les personnes qui mettent plus ou moins dans le même sac tous les musulmans - qui ne savent pas élever leurs enfants, qui ont une religion douteuse, criminelle pour certains - ne risquent-elles pas, une fois de plus, de faire le lit du FN ?

—Daniel Demichel

## Quel avantage !

Je ne sais pas si mon e-mail aboutira, mais je tenais à vous dire que c'est pour moi un réel plaisir de vous soutenir. Merci pour la qualité de vos articles ! Je n'ai pas la télé mais je lis *Courrier*, quel avantage ! Bien à vous.

—C. M.

# OU SURFEZ.

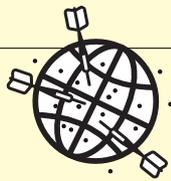


**TOUJOURS CONNECTÉ.** Vous serez surpris de voir autant de technologie à bord de la Nouvelle MINI 5 portes : autoradio MINI Visual Boost\* et son écran 8,8", nouveau MINI Controller\* avec surface tactile et reconnaissance de l'écriture manuscrite, sans oublier l'interface MINI Connected\* qui permet de rester connecté avec vos amis en toute sécurité (Facebook™, Twitter™, webradios...). Toutes les possibilités du 21<sup>e</sup> siècle sont offertes à bord. Vous allez liker !

\* En option selon modèle.



# 7 jours dans le monde.



## ÉVASION FISCALE

# HSBC : un scandale planétaire

L'ampleur des révélations du journal *Le Monde* sur les pratiques de la banque et les montants astronomiques de la fraude renforcent la pression sur la place financière suisse.

— **Le Temps** Genève

**L**e coup est immense, retentissant. Durant des années, la masse de données soustraites par l'informaticien Hervé Falciani chez HSBC à Genève de 2006 à 2008 était restée sous clé, connue seulement de la justice et de quelques administrations fiscales. Des éléments limités avaient fuité dans la presse, en France et en Belgique. Aujourd'hui, ce que l'on peut en comprendre devient accessible à un public mondial. Elles dévoilent comme jamais auparavant les relations entre les banquiers suisses et leurs clients étrangers durant l'âge d'or du secret bancaire.

Les informations copiées par Hervé Falciani dans les ordinateurs de la banque portent sur 59 802 comptes remontant jusqu'aux années 1980, et qui contenaient plus de 102 milliards de dollars en 2006 et 2007. Ces éléments ont été transmis au fisc français par l'employé renégat fin 2008. Les fonctionnaires ont ensuite reconstitué les données brutes pour en faire des fiches lisibles et cohérentes.

Ce matériau a pu être consulté grâce au journal *Le Monde*, qui en a reçu la copie par une source officielle française. Le quotidien a mis les informations à la disposition du Consortium international des journalistes d'investigation (Cij), basé à Washington, qui les a partagées avec plus de 50 médias internationaux, dont *Le Temps* et d'autres titres suisses. Le nom générique "SwissLeaks" – "fuites suisses" – a été choisi pour désigner l'opération.

À l'époque de la soustraction de données, HSBC Private Bank (Suisse), son nom officiel, était la plus grande banque étrangère du pays. Un établissement flamboyant, qui offrait des ponts d'or à ses employés et recevait ses clients dans un palais postmoderne orné de colonnades, de marbre et de bois précieux. Au moment de son expansion maximale, de 2007 à 2009, elle gérait plus de 120 milliards de dollars, répartis sur près de 30 000 comptes.

Derrière ces chiffres se cachait une clientèle aussi riche que chatoyante. On y trouve des acteurs très connus, des footballeurs, des têtes couronnées du Proche-Orient, des chefs d'entreprise, des grands noms de la mode, des joailliers, des milliardaires, des rentiers. Ainsi que des milliers d'anonymes venus placer des fonds en majorité non déclarés aux impôts de leur pays. Conformément aux principes usuels en



↑ Dessin de Chappatte paru dans *Le Temps*, Genève.

Suisse, *Le Temps* et ses partenaires médias helvétiques ont décidé de ne pas publier leurs noms. Être riche ou célèbre n'est pas en soi une raison suffisante pour que soient divulgués les détails d'une situation financière. En revanche, l'intérêt public justifie de publier les noms de personnalités politiquement exposées dont il est connu qu'elles sont sous enquête, de criminels condamnés, de hautes personnalités impliquées dans des comportements douteux. Et HSBC en comptait beaucoup parmi ses clients.

Ainsi, Frantz Merceron, un ancien ministre des Finances haïtien, avait un compte chez HSBC des années après que son rôle dans le pillage de l'île par Jean-Claude Duvalier a été révélé. Un chef d'entreprise turc placé sous sanctions américaines pour avoir aidé le programme nucléaire libyen figure aussi sur les listes de clients HSBC. Tout comme un avocat anglais dont l'implication dans une vaste opération de corruption au Nigeria était déjà connue alors que son argent s'accumulait dans la banque genevoise. Et d'autres encore.

Depuis cette époque, HSBC Suisse a beaucoup changé. Elle s'est séparée des deux tiers de sa clientèle, jugée trop à risque ou dont les comptes n'étaient pas déclarés. La banque admet des "défaillances passées" dans ses systèmes de contrôle anti-blanchiment. Elle reconnaît avoir ouvert trop de comptes douteux. Elle précise avoir

obéi aux standards suisses de l'époque en matière de conformité fiscale des clients, qui étaient "significativement plus bas" que ceux d'aujourd'hui.

Ces révélations renforcent la pression qui s'exerce déjà sur la place financière suisse. Elle doit purger de manière accélérée la masse d'argent non déclaré accumulée à l'époque du secret bancaire. L'échéance, c'est 2018, avec la mise en application de l'échange automatique d'informations bancaires entre pays.

Dans cette perspective, les révélations de SwissLeaks permettent de mesurer l'ampleur du défi que doivent relever les banques.

— **Sylvain Besson**  
Publié le 9 février

## SOURCE



## LE TEMPS

Genève, Suisse

Quotidien, 39 700 ex.

[www.letemps.ch](http://www.letemps.ch)

Né en 1998 de la fusion du *Nouveau Quotidien* et du *Journal de Genève* et *Gazette de Lausanne*, ce titre de centre droit, prisé des cadres, se présente comme le quotidien de référence de la Suisse romande et francophone.



## Les réactions

### VU DU ROYAUME-UNI

● SwissLeaks a provoqué une salve d'attaques de l'opposition : le secrétaire d'Etat au Trésor, David Gauke, a dû s'expliquer devant les députés et défendre l'action du gouvernement conservateur contre l'évasion fiscale. Les députés ont décidé d'ouvrir une enquête sur les pratiques de la banque, rapporte *The Guardian*. "Certains riches clients ont seulement utilisé des failles fiscales [...], les critiques diront qu'ils ont juste exploité ou interprété la loi à leur avantage, mais qu'ils ne l'ont pas violée. D'autres ont gardé leur argent en Suisse pour le soustraire aux impôts tout en faisant des dons à des partis politiques au Royaume-Uni ou aux Etats-Unis", écrit *The Guardian*.

### VU D'ESPAGNE

● "Les Espagnols de la liste Falciani dissimulaient 1,8 milliard d'euros en Suisse [...], l'équivalent du budget annuel du Trésor public", s'indigne *El Confidencial*. "Parmi les noms de la liste se trouvent également ceux de personnes en lien avec le financement du terrorisme, le blanchiment d'argent ou le trafic d'armes et de drogue", poursuit le journal, qui publie les détails du cas de l'homme d'affaires José Mestre Fernández, condamné à douze ans de réclusion pour avoir introduit près de 200 tonnes de cocaïne dans le pays. Début 2010, le Trésor public espagnol était entré en contact avec 637 détenteurs de comptes pour leur permettre de régulariser leur situation. Plus de 260 millions d'euros avaient été récupérés dans ce qui reste "la plus grande régularisation de l'histoire du pays", précise *El Confidencial*.

### VU D'INDE

● D'après *The Indian Express*, 1 195 Indiens seraient impliqués dans l'affaire SwissLeaks. Les sommes sont astronomiques : le quotidien avance le chiffre de 3,6 milliards d'euros. Parmi les noms cités, Mukesh et Anil Ambani, deux frères barons de l'industrie, ainsi que plusieurs grands noms du milieu des affaires. *The Indian Express* fait partie des journaux qui, en lien avec le Consortium international des journalistes d'investigation, ont révélé le scandale.

**VU DE BELGIQUE**

● L'évasion fiscale porte sur 6,2 milliards de dollars, écrit **Le Soir**, qui rappelle que HSBC a activement aidé ses clients à échapper à leurs obligations fiscales en totale infraction avec les législations en cours. "Ce chiffre, énorme pour un petit pays, s'explique par les nombreux dépôts de diamantaires anversois", précise le quotidien. Les 6,2 milliards de dollars qui ont échappé à l'Etat belge ont valu à HSBC d'être inculpée en novembre dernier par la justice pour fraude fiscale grave et organisée, blanchiment, organisation criminelle et exercice illégal de la profession d'intermédiaire financier.

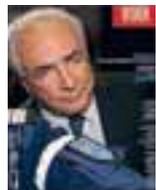
**VU DU MAROC**

● "Selon les documents confidentiels obtenus par **Le Monde**, un compte bancaire au nom de Sa Majesté le roi Mohammed VI, codétenu avec son secrétaire particulier, Mounir Majidi, a été ouvert le 11 octobre 2006 chez HSBC Private Bank à Genève. Entre l'automne 2006 et le 31 mars 2007, période couverte par les listings que nous avons pu consulter, le montant maximal enregistré sur ce compte était de 7,9 millions d'euros", rapporte le site marocain **Demain Online**. "Or il est en principe illégal, pour des Marocains résidant au Maroc, de détenir un compte bancaire à l'étranger." Ces informations font le buzz sur les réseaux sociaux - "SwissLeaks : Sa Majesté Mohammed VI, client no 5090190103 chez HSBC" -, alors qu'au terme d'un an de brouille diplomatique entre Paris et Rabat François Hollande et Mohammed VI se rencontraient à Paris le 9 février. Le Maroc a annoncé l'ouverture d'une enquête administrative.

**VU DU MEXIQUE**

● Le quotidien **Proceso** rapporte que plus de 2,2 milliards de dollars des sommes évoquées par l'enquête sont liés à des Mexicains, répartis sur 2 642 comptes. Deux figures apparaissent principalement dans la presse : Carlos Hank Rhon et Camil Garza. Le premier est un homme d'affaires issu de l'une des familles les plus puissantes du Mexique, classée huitième plus grosse fortune du pays, explique **Proceso**. Il a fait l'objet de plusieurs enquêtes judiciaires au Mexique, aux Etats-Unis, en Suisse et en France pour des délits présumés de blanchiment d'argent et de collusion avec des trafiquants de drogue. Le second, Camil Garza, est lui aussi multimillionnaire et en butte à des ennuis judiciaires aux Etats-Unis.

**DSK : "proxénète de la haute"**



**FRANCE** — "L'homme qui devait devenir président de la République française est jugé pour proxénétisme aggravé", titrait l'hebdomadaire russe **Ogoniok** le 9 février, la veille des trois jours d'audition de Dominique Strauss-Kahn dans le procès du Carlton. "Nous n'entrons pas ici dans les détails de la technique sexuelle des participants à ces entreprises collectives", prévient, prudent, le magazine, mais, selon des "personnes bien informées", les conclusions de l'accusation, soit un document de 210 pages, se lisent comme "un haletant roman érotique sur fond de décadence".

**Démissions chez Petrobras**



**BRÉSIL** — Les événements se précipitent dans l'affaire de corruption qui éclabousse depuis quelques mois le fleuron de l'économie brésilienne. "Petrobras annonce la démission de sa présidente, Graça Foster, et de cinq membres de la direction du groupe", titrait le quotidien **O Globo** le 4 février. En poste depuis 2012, Graça Foster est une proche de la présidente du Brésil, Dilma Rousseff, qui l'avait nommée à la tête du groupe. Alors que les marchés financiers sanctionnent par une baisse des cours l'affaire Petrobras, une nouvelle direction a été nommée le 6 février. De son côté, le Parlement a annoncé la création d'une nouvelle commission d'enquête sur cette affaire, relate le site de **Veja**. Une manière d'ouvrir les hostilités avec le gouvernement de Dilma Rousseff, dont le Parti des travailleurs (PT) est sous la loupe des enquêteurs dans le cadre de cette affaire.

**MOYEN-ORIENT**

**La Jordanie en tête de la lutte contre l'Etat islamique**

Depuis la mort de son pilote Maaz Al-Kassasbeh, le pays a intensifié la lutte contre l'organisation terroriste.

Le 9 février, la Jordanie a annoncé que son armée de l'air avait "détruit 56 cibles de Daech [l'acronyme arabe de l'Etat islamique (EI)] en trois jours, soit 20 % de ses capacités". Si le chiffre reste invérifiable, il traduit surtout l'ambition du pays de se placer au centre des opérations militaires en Irak et en Syrie.

"La Jordanie ranime l'alliance contre Daech", titre ainsi le quotidien **Al-Arab Al-Youm**. Ce serait même elle qui "dirige la coalition internationale", voire qui prendrait "seule ses décisions, puisque les Américains ne pensent qu'à leurs intérêts régionaux et considèrent que Daech est simplement une carte à jouer dans leurs négociations avec l'Iran".

La Jordanie a toujours été l'un des plus solides appuis des Occidentaux dans la région. Le roi Abdallah a d'ailleurs fait un voyage express à Washington au moment même de l'annonce de la mort de son pilote, le 3 février.

Il n'empêche, cette vision d'une Jordanie pièce maîtresse d'une politique arabe indépendante est également promue par la presse saoudienne : "Face à un président américain qui théorise ses hésitations depuis deux ans, c'est aux Arabes de prendre les choses en main", écrit un des principaux éditorialistes du quotidien saoudien **Asharq Al-Awsat**. "Cela doit être notre guerre. La lutte contre Daech doit être une lutte des sunnites arabes si nous voulons empêcher Bachar El-Assad et son allié iranien de profiter de la situation. Il faut former des forces terrestres arabes et équiper l'Armée libre syrienne [opposition modérée] à partir de la Jordanie."

Même son de cloche chez Jamal Khashoggi, proche des milieux diplomatiques saoudiens, dans le journal saoudien **Al-Hayat** : "Le roi Abdallah a clairement laissé entendre sa volonté d'escalade militaire. Avons-nous besoin qu'un autre pilote soit brûlé vif ? Que Daech fasse des incursions en Jordanie pour prendre des personnes en otage ? Ou que des Saoudiens se fassent enlever pendant qu'ils font du tourisme en Turquie ? La question qui se pose est de savoir comment mener cette guerre, et comment rétablir la situation régionale de telle sorte qu'il n'y ait pas d'autres Daech." Et de répondre : "Le cœur du problème se situe en Syrie. Tant qu'il y a Bachar

**"C'est aux Arabes de prendre les choses en main. Cela doit être notre guerre"**

El-Assad, rien ne sera réglé. Il faut mener la guerre à Daech et à Assad en même temps. Or on sait la difficulté de l'opposition syrienne de faire émerger des dirigeants capables de mener la transition post-Assad. Ils doivent être sunnites, modérés, avoir une légitimité, garantir les droits des minorités, être acceptables pour la communauté internationale et garantir la sécurité des pays voisins." Et de conclure qu'une seule personne remplirait ces conditions : "C'est le roi de Jordanie. On pourrait lui conférer, par consensus entre les pays arabes, la communauté internationale et les Nations Unies, un mandat sur la Syrie pour la période de transition."—

**Les informés de France Info**

Une émission de Jean-Mathieu Pernin, du lundi au vendredi, de 20h à 21h. Chaque vendredi avec





## LA PHOTO DE LA SEMAINE

# Les Eléphants, champions d'Afrique



MIKE HUTCHINGS/REUTERS

**FOOTBALL** Dimanche 8 février, les joueurs de Côte d'Ivoire ont remporté la Coupe d'Afrique des nations (CAN) pour la deuxième fois de leur histoire, en battant le Ghana en finale. Ils ont été accueillis en héros le 9 février à Abidjan par des supporters en liesse et par le président Alassane Ouattara "ivre de joie", note le site burkinabé **Fasozine**. La journée avait été déclarée "fériée, chômée et payée sur l'ensemble du territoire". Le président peut désormais "porter en toute fierté le nom d'Alassane la Gagne", commente **Fasozine**. Le site salue également l'entraîneur des Eléphants, le Français Hervé Renard, devenu "le sorcier blanc qui permet à la sélection ivoirienne de renouer avec Dame Coupe".

## Suicide assisté : à qui le tour ?

**CANADA** — "L'interdiction de l'aide médicale à mourir est inconstitutionnelle dans certaines circonstances", annonçait le quotidien québécois **La Presse** après une décision unanime de la Cour suprême canadienne le 6 février. La Cour suprême "a donné un an au Parlement pour récrire le Code criminel afin de permettre aux médecins qui le souhaitent d'assister ceux qui veulent mettre fin à leur vie", explique **The Globe and Mail** qui, comme beaucoup

de titres, salue la décision. Le Canada rejoint le petit groupe d'Etats autorisant le suicide médicalement assisté - parmi lesquels la Belgique, les Pays-Bas, la Suisse ainsi que quelques Etats américains.

## Un gouvernement au forceps

**TUNISIE** — "Les jeux sont faits !" se félicite **Leaders**. Près de cent jours après les résultats des élections législatives, le Premier ministre Habib Essid a finalement obtenu la confiance du Parlement le 5 février, après avoir revu sa copie. Essid a ainsi élargi l'association de partis politiques pour inclure, en plus de Nidaa Tounès et de l'Union patriotique libre, le parti islamiste Ennahda et Afek Tounès (Horizons de Tunisie, tendance

libérale). "Lassés par les tiraillements idéologiques et politiques, les Tunisiens attendent légitimement des actions concrètes", souligne le site d'information. Renforcement de la sécurité, relance de l'économie : "Les objectifs seront difficiles à atteindre, mais guère impossibles. Le changement des mentalités, le respect des différences et la reconnaissance de l'autre constitueront des facteurs clés."

# 20000

C'est le nombre des manifestants qui ont défilé à Dresde le 9 février. Dix fois moins qu'aux dernières manifestations. "Pegida appartient au passé, commente **Der Spiegel**, le mouvement est divisé et se délite." Reste à voir si ces citoyens protestataires s'inscriront dans les rangs de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD, droite populiste). Premier test : les élections du 15 février à Hambourg.

## ILS PARLENT DE NOUS

**LUISA CORRADINI**, correspondante du quotidien argentin **La Nación**.

## L'image d'une France en état de guerre

**Anne Hidalgo veut déposer plainte contre X pour diffamation après un reportage de la chaîne américaine Fox News qui présentait 750 quartiers interdits aux non-musulmans en France. Que pensez-vous de la réaction de la maire de Paris ?**

Cette plainte se justifie pleinement : en présentant ces "no go zones", Fox News a porté atteinte à l'image touristique de Paris. La baisse de la fréquentation touristique de la ville est peut-être chiffrable d'un point de vue légal. A mon sens, Anne Hidalgo aurait également pu demander un droit de réponse à la chaîne, lui demander de venir enquêter sérieusement sur ces fameuses zones où la charia et la loi islamique seraient appliquées.

## Les attentats de Paris ont-ils modifié à l'étranger l'image de la France ?

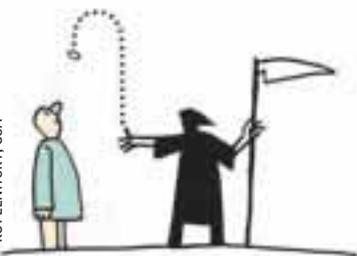
Je suis également correspondante de la version espagnole de CNN. Je vois les Américains terrifiés par le terrorisme. Lorsqu'on a appris

l'incident survenu à Marseille



DR

lors du déplacement, le 9 février, du Premier ministre Manuel Valls [des tirs de kalachnikov dans la cité La Castellane], la rédaction de CNN m'a tout de suite appelée pour savoir s'il s'agissait de terrorisme. L'Amérique a actuellement l'image d'une France quasiment en état de guerre, avec des centaines de milliers de militaires dans les rues. De leur côté, les politiques français parlent de "ghetto" et d'"apartheid" pour désigner les banlieues et les quartiers difficiles. En Amérique latine, les ghettos sont des endroits qui ne sont absolument plus contrôlables, au cœur d'une société à deux vitesses avec de nombreux laissés-pour-compte, il s'agit là-bas de véritables "no go zones". Il me semble que la France est avant tout confrontée à un problème socio-économique, avec des difficultés d'intégration et la problématique du communautarisme. A mon sens, les termes de "ghetto" et d'"apartheid" sont trop forts pour désigner la réalité française.—





CONTROVERSE

# La fécondation in vitro à trois ADN est-elle éthique ?

Le Royaume-Uni s'apprête à devenir le premier pays au monde à autoriser cette technique. Certains déplorent l'absence d'un véritable débat chez les parlementaires britanniques.

NON

## C'est une modification génétique de l'embryon

—The Spectator Londres

L'issue du vote des députés sur la conception de "bébés à trois parents" ne faisait pas grand doute [le 3 février, la chambre basse du Parlement a adopté la loi par 382 voix contre 128 ; la Chambre des lords devrait l'examiner à la fin du mois]. Entre les métaphores condescendantes, un sentimentalisme typiquement britannique et des scientifiques frappés d'astigmatisme moral, la décision de la Chambre des communes était courue d'avance. Le 1<sup>er</sup> février, dans les colonnes du *Telegraph*, le Pr Robert Winston, grand spécialiste de la fécondation in vitro, estimait que la procédure n'était pas plus problématique qu'une transfusion sanguine. Matt Ridley assurait quant à lui dans *The Times* du lendemain que le rôle de l'ADN mitochondrial (ADNmt) – l'apport du "troisième parent" – dans notre organisme n'était guère plus significatif que celui de la flore intestinale. Dans l'émission dominicale de la BBC4 *The Westminster Hour*, un journaliste du *Daily Mail* déclarait sans ambages que la technique revenait peu ou prou à monter une roue de secours. Si l'on ajoute à ce cocktail l'intervention des évêques catholique et anglican s'opposant fermement à cette proposition, la question vire au débat entre la science (et la compassion) et la religion. Et nous ne savons que trop bien où cela mène.

Or la technique soulève bel et bien de vraies et graves questions éthiques. Elle exige en effet de créer deux embryons et de débarrasser l'un de son noyau pour le remplacer par le noyau issu de l'autre. Ainsi, dans les cas où la mère est atteinte d'une

maladie mitochondriale sévère, si l'on transfère son noyau dans l'embryon de la donneuse, son futur bébé n'héritera pas de ses mitochondries. S'il est vrai que le génome mitochondrial ne représente qu'une infime partie de l'ADN de l'enfant – 37 gènes sur un total d'environ 2 000 –, ce n'est pas pour autant entièrement négligeable. Les mitochondries régissent en effet l'efficacité de nos fonctions métaboliques, c'est-à-dire la façon dont nous gérons l'énergie, et constituent à ce titre un élément important de notre physiologie. Elles composent en outre près de la moitié du matériel biologique de la cellule. De plus, le noyau n'est pas une entité séparée du reste de l'ovocyte fécondé, mais communique avec les mitochondries, et vice versa.

Lorsque j'ai commencé à écrire sur ce sujet il y a deux ans, il était intéressant de constater la réticence d'éminents scientifiques à faire part publiquement de leurs réserves. Exprimer des doutes sur l'aspect éthique ou l'efficacité de cette technique les aurait catalogués du côté des chercheurs "pro-vie", ce qui n'est jamais très bon pour faire avancer une carrière. La Convention européenne des droits de l'homme autorise la modification du génome humain uniquement à la condition que la procédure n'ait pas "pour but d'introduire une modification dans le génome de la descendance". Or c'est précisément ce que cette loi se propose de faire : modifier la lignée germinale d'un enfant, qui la perpétuera sur les générations à venir. Nous ne devrions pas céder à l'argument émotionnel, qui voudrait que nous sauverions des enfants en leur épargnant de grandes souffrances : la technique ne s'adresse pas à des enfants déjà conçus, mais permet de créer des enfants qui ne seront porteurs d'aucune maladie mitochondriale.

Il serait bon que le débat soit mené honnêtement et que l'on reconnaisse qu'il s'agit d'une modification génétique de l'embryon humain. Mais au vu du sentimentalisme ambiant et de la pensée morale confuse des Britanniques, y compris des législateurs, je crains que cet argument n'ait strictement aucun effet.

—Melanie McDonagh  
Publié le 2 février 2015

OUI

## Les transfusions non plus ne sont pas "naturelles"

—The Economist Londres

Jouer à Dieu : c'est à cela que sert la médecine. Toute césarienne, tout traitement du cancer est une tentative d'intervenir dans le cours naturel des événements au bénéfice du patient. Toutes les procédures ne doivent sans doute pas être autorisées, mais se contenter de jeter l'opprobre sur ce qui serait "non naturel" n'est certainement pas une bonne ligne pour décider de ce qu'il convient d'interdire. Autrefois considérées comme non naturelles, les transplantations ou les transfusions, par exemple, sauvent aujourd'hui de nombreuses vies. C'est pour cela que les parlementaires, le 3 février dernier, ont eu raison d'approuver le fait que le Royaume-Uni puisse devenir le premier pays à autoriser la création d'enfants à partir du matériel génétique de trois personnes au lieu de deux.

Des mutations affectant l'ADN des mitochondries touchent environ 1 enfant sur 6 500, soit une centaine par an en Grande-Bretagne. Les nombreuses maladies qui en résultent, dont beaucoup extrêmement douloureuses et à terme mortelles, sont aujourd'hui incurables. Aussi les scientifiques espèrent-ils les empêcher dès la conception, en transférant le noyau sain d'un ovocyte aux mitochondries endommagées dans un ovocyte dont les mitochondries sont saines.

La procédure n'est à ce jour autorisée nulle part dans le monde, en partie parce qu'elle est récente et non encore testée sur l'homme, mais également en raison de l'hostilité que suscite souvent la médecine reproductive. Du fait que les mitochondries contiennent de l'ADN, tout enfant né à la suite d'une telle intervention héritera des gènes de trois personnes – d'où les manchettes de la presse

britannique la semaine dernière évoquant des "bébés à trois parents". Si le bébé est une fille, la modification génétique de ses mitochondries sera transmise à ses enfants, puis aux enfants de ses filles. S'agissant d'une modification de la lignée germinale, elle est donc irrévocable.

Cette objection éthique au don de mitochondries ne pèse guère face aux bénéfices que l'on est en droit d'en attendre. Une maladie mitochondriale est un calvaire pour ceux qui en souffrent et une terreur pour les parents, qui redoutent de la transmettre à leurs enfants ; réduire ces douleurs et ces angoisses serait formidable. Objecter que cela constituerait le premier pas vers la conception de "bébés sur mesure" est un argument qui ne tient pas : approuver une procédure ne signifie pas que l'on approuvera systématiquement toutes les autres.

Une seconde objection consiste à dire que, comme toute nouvelle technique, celle-ci pourrait se révéler dangereuse. Or les parents prennent d'ores et déjà des décisions médicales au nom de leurs enfants, même lorsque ceux-ci ne sont pas encore nés. Et les fonctionnaires britanniques, notamment sous la houlette de la Human Fertilisation and Embryology Authority (HFEA), qui supervise les traitements de l'infertilité, ont évalué les risques de manière extrêmement scrupuleuse. Cette méticulosité des recherches préliminaires explique en partie pourquoi le texte a été si facilement approuvé. Le don de mitochondries ne sera de toute façon pas la dernière procédure médicale controversée que la HFEA devra se coltiner. Il est d'ores et déjà possible, par exemple, de séquencer les gènes d'embryons et d'éliminer ceux qui sont porteurs de maladies génétiques incurables. Choisir des caractéristiques avantageuses est, pour l'instant, illégal. Mais au fur et à mesure que l'on améliore notre compréhension du génome humain, les patients pourraient se mettre à réclamer certaines exceptions à la règle. La HFEA, ou un organisme du même genre, fournit la meilleure méthode pour évaluer les risques et les bénéfices que l'on peut attendre de telles procédures. Les fonctionnaires ont parfois du bon.—

Publié le 7 février

PARIS 89 FM  
DANIEL DESEQUELLE  
CARREFOUR DE L'EUROPE  
rfi.fr  
DIMANCHE 18H10  
En partenariat avec Courrier International

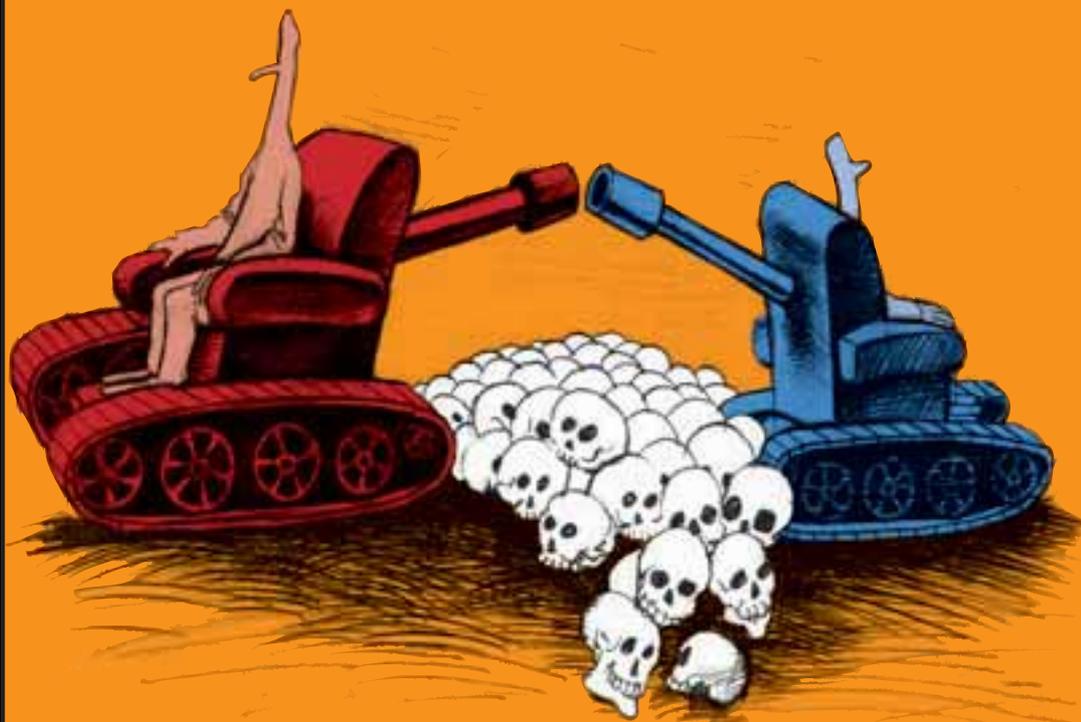
d'un  
continent  
à l'autre.

Europe

France .....	16
Asie .....	18
Amériques.....	22
Moyen-Orient.....	24
Afrique.....	26



# Ukraine. Quelle voie vers la paix ?



FOCUS

Après une phase d'intensification des combats dans le Donbass, la diplomatie semble reprendre la main. François Hollande et Angela Merkel, refusant tout risque d'escalade militaire sur le continent, ont rejeté la proposition américaine de soutien armé à Kiev. La presse nationaliste ukrainienne le déplore. En Allemagne, on préfère, contre Moscou, brandir l'"arme" économique. Du côté russe, on liste les cinq obstacles à la paix.

↳ Dessin de Medi, Albanie.

## Kiev face aux tergiversations occidentales

Dans la capitale ukrainienne, on se sent lâché par l'Occident. La lassitude et le sentiment d'impuissance dominent dans le pays, selon ce quotidien nationaliste.

—Oukraïna Moloda Kiev

Une fois de plus, l'Ukraine fait la une de la presse mondiale. L'aggravation des hostilités dans le Donbass inquiète manifestement la communauté internationale, laquelle semble s'être aperçue que la "trêve" s'était évaporée. Les troupes russes, bien réelles, mais aussi plus discrètes, progressent avec enthousiasme. Le nombre de fausses informations qui circulent dans les médias russes au sujet de la situation en Ukraine augmente de façon exponentielle. Les forces "russo-séparatistes" intensifient leurs pilonnages d'artillerie sur Debaltsevo [Debaltsevo en russe], Voughlehirsk [Ouglegorsk] et d'autres localités.

Tout cela a poussé le gouvernement américain et la classe politique à débattre sérieusement de la possibilité d'aider l'Ukraine autrement qu'en lui fournissant des armes non létales. Le secrétaire d'Etat John Kerry est venu à Kiev, suivi de près par le président François Hollande et la chancelière Angela Merkel, qui se sont ensuite rendus à Moscou pour y discuter avec Poutine.

La raison de ces visites de dirigeants mondiaux dans les capitales ukrainienne et russe ? L'espoir de convaincre Vladimir Poutine d'accepter une trêve, en brandissant au besoin la menace d'un soutien militaire à Kiev. En réalité, les spécialistes internationaux et ukrainiens sont divisés sur le motif réel de ces déplacements et sur le soutien que peut espérer Kiev. Même si, lors de sa conférence de presse

commune avec le président ukrainien Petro Porochenko, Kerry a clairement dénoncé les agissements du Kremlin, déclarant sans ambages : "La Russie poursuit son agression dans l'Est. [...] Nous recherchons une solution diplomatique, mais nous ne pouvons fermer les yeux sur les chars russes, les soldats russes qui franchissent la frontière." Ce à quoi Porochenko a répondu qu'il était actuellement difficile de parvenir à une solution pacifique du conflit si l'on ne mettait pas un terme à cette agression. Sur tout que sa propre armée ne veut pas entendre parler d'un cessez-le-feu.

**Point mort.** Du côté occidental, comme l'a rappelé François Hollande à la veille de son passage à Kiev, on tient à privilégier "la diplomatie et la politique". "Si nous échouons, que dira-t-on ? a-t-il ajouté. Que la France et l'Allemagne [...] ont fait [...] tout ce que pouvaient faire ces deux grandes nations pour agir." En revanche, pas question pour Kiev d'espérer plus. L'Otan ne veut pas de nous. Le locataire de l'Élysée n'en a pas fait mystère : "La France n'est pas favorable [...] à ce que l'Ukraine entre dans l'Alliance atlantique. [...] Je le dis aussi pour les Russes, qui s'inquiètent toujours."

En attendant, nombreux sont ceux qui redoutent ce qu'ils considèrent comme une "régression". En particulier les ministres polonais et allemand des Affaires étrangères, Grzegorz Schetyna et Frank-Walter Steinmeier. A l'occasion d'une rencontre en Pologne, ils ont estimé que les récents événements à Marioupol et Donetsk [où les échanges de tirs d'artillerie et de roquettes ont fait des dizaines de tués et de blessés dans la population civile] compromettaient "un règlement pacifique du conflit dans l'est du pays". "Le processus de paix est

**"L'Alliance atlantique ne veut pas de l'Ukraine"**

↳ Merkel, Hollande et Poutine.  
Dessin de Schneider, Suisse.



au point mort, nous en sommes tous témoins, a admis Schetyina. Il nous faut une politique efficace, une diplomatie efficace si nous voulons parvenir à résoudre le conflit. L'efficacité est le maître mot pour nous aujourd'hui." Son homologue allemand s'est montré plus pessimiste face à ce retour au "point mort". "Malheureusement, la situation est revenue au stade du conflit aigu. Une fois de plus, des gens meurent, dont des civils, tout cela parce que les séparatistes cherchent à accroître leur influence. Et il semble que les séparatistes soient soutenus par la Russie."

Le discours de l'Occident est ambigu. Ainsi, avant la visite de John Kerry à Kiev, le vice-président américain Joe Biden a affirmé dans un entretien accordé à la *Süddeutsche Zeitung* que les Etats-Unis étaient absolument opposés à une solution militaire à la crise en Ukraine. "Nous avons dit depuis le début qu'il n'y avait pas de solution militaire à cette

## Moscou continue de pousser, et l'Occident de céder

crise. Nous n'avons aucun intérêt à une escalade militaire. Selon moi, des livraisons d'armes à l'Ukraine, bien que cette dernière soit en droit de se défendre, sont pratiquement impossibles."

Et ainsi, Moscou continue de pousser, et l'Occident de céder. Et malheureusement, rien ou presque ne dépend de Kiev, mais tout, bien au contraire, du résultat des discussions entre Hollande, Merkel et le maître du Kremlin.

—Zoriana Krit  
Publié le 6 février

## Les cinq obstacles des pourparlers

Le quotidien *Kommersant* liste les points les plus âprement débattus dans les négociations actuelles.

—*Kommersant* Moscou

**1.** Qui se chargera de veiller au respect du cessez-le-feu et encadrera le retrait des armes lourdes ? Du côté ukrainien, on reste sceptique quant à un éventuel déploiement de forces internationales de maintien de la paix, et on est catégoriquement contre l'idée que des militaires russes puissent en faire partie. Par ailleurs, le déploiement de Casques bleus de l'ONU, par exemple, demanderait trop de temps : après avoir adopté une résolution au Conseil de sécurité, il faudrait mener des consultations avec les pays prêts à participer et, enfin, acheminer les contingents en Ukraine. Cela prendrait des mois, durant lesquels le conflit dans le Donbass pourrait s'intensifier dramatiquement.

**2.** Quelle doit être la profondeur de la zone démilitarisée et nettoyée de tout armement lourd ? Le président français a parlé d'une zone de 50 à 70 kilomètres de part et d'autre de la ligne de démarcation. Mais si on prend en compte la faible superficie des républiques populaires [autoproclamées] de Donetsk [RPD] et de Lougansk [RPL], cela reviendrait à les démilitariser presque entièrement jusqu'à la frontière avec la Russie.

**3.** Quid du tronçon de la frontière russo-ukrainienne longeant les territoires des républiques séparatistes ? Moscou craint que les républiques séparatistes soient coupées de la Russie par une véritable frontière, surveillée par une force internationale de maintien de la paix. En effet, cela entraverait l'acheminement de matériel militaire aux combattants séparatistes en cas d'offensive ukrainienne sur Donetsk ou Lougansk. Cette question ne peut être réglée sans que soit restaurée un minimum de confiance (inexistante aujourd'hui) entre Moscou et Kiev, ou sans garanties solides de la part de l'Occident qu'aucune offensive de Kiev ne sera lancée. Au reste, la frontière dans cette zone est si étendue (450 kilomètres) et si perméable qu'il faudrait, pour la contrôler efficacement, y déployer des forces et des moyens dont ne dispose pas la communauté internationale pour l'instant.

**4.** Quel statut pour la RPD et la RPL ? L'octroi d'une large autonomie au sein de l'Ukraine, exigé par Moscou et, selon nos sources, soutenu par Paris et Berlin avec une certaine réserve, n'est pas du goût de Kiev. A Munich, Petro Porochenko a en effet souligné qu'une telle décision nécessiterait de changer la Constitution de son pays et d'organiser un référendum, laissant ainsi entendre que Kiev n'était pas prêt à faire des concessions sur ce point. Car il faudrait des mois pour organiser un référendum, alors que la question est pour le moins pressante.

**5.** Enfin, quel statut pour les dirigeants actuels de la RPD et de la RPL ? Pour Kiev, ce sont des "terroristes" et des "criminels de guerre" qui doivent être jugés. Kiev refuse de les considérer comme des interlocuteurs légitimes dans les négociations. Le Kremlin, pour sa part, ne cesse de rappeler qu'il n'est qu'un intermédiaire et que l'Ukraine devra se mettre d'accord directement avec les dirigeants des républiques séparatistes pour régler les différends. Pour Kiev, de nouvelles élections à Donetsk et à Lougansk ne suffiront pas à légitimer le pouvoir des séparatistes, quand bien même elles se dérouleraient dans le respect de la législation ukrainienne (contrairement aux élections de novembre 2014).

—Maxime Ioussine  
Publié le 8 février

# La pression économique est la meilleure des armes

Face à la Russie et aux séparatistes du Donbass, l'Ukraine ne peut vaincre militairement. Armer le pays ouvrirait la voie à un risque de guerre en Europe.

—*Süddeutsche Zeitung*  
Munich

La conférence sur la sécurité de Munich [6-8 février] a été le sommet des contradictions : à cause de la confrontation ouverte entre Est et Ouest, des divergences transatlantiques à peine dissimulables, mais surtout à cause des contradictions internes où se sont enlisés presque tous les acteurs du conflit ukrainien. Le litige à propos des livraisons d'armes en est la meilleure démonstration. Il semble que l'on n'y ait le choix qu'entre le terrible et l'insupportable.

La chancelière Angela Merkel ne croit pas que l'Ukraine, mieux armée, puisse donner un coup d'arrêt à Vladimir Poutine, et à Munich elle l'a déclaré publiquement et sans détour au président Petro Porochenko. Elle a estimé que c'était un argument imparable, mais en réalité il est plutôt faible. Car, si Berlin pensait que cela pouvait réussir, l'Allemagne armerait-elle l'Ukraine pour qu'elle se défende contre la Russie ? Et, si l'on suit l'argument de Merkel, à quoi bon se défendre de toute façon contre un adversaire jouissant d'une supériorité écrasante ?

**Fragile unité.** Les partisans des livraisons d'armes font valoir que, en améliorant les capacités défensives de l'Ukraine, on obligerait le dirigeant du Kremlin à payer un prix plus élevé. Encore faudrait-il que l'on soit sûr que Poutine n'est pas disposé à envoyer toujours plus d'armes et à sacrifier plus de soldats. C'est là que sonne juste l'argument de Merkel, qui assure que les armes les plus puissantes de l'Ouest ne sont pas militaires, mais économiques. On a raison de craindre que la question des livraisons d'armes ne mette en

danger la fragile unité occidentale dans le domaine des sanctions.

Merkel a comparé la situation à la guerre froide. La chancelière sait que le grand projet de Poutine concerne sa zone d'influence postsoviétique. Tant que celle-ci ne sera pas consolidée, tout accord, tout cessez-le-feu ne pourront être que temporaires, ce qui rend d'autant plus invraisemblable une solution politique durable et acceptable tant pour Moscou que pour Kiev. Malgré tout, la nouvelle tentative de négocier à Minsk à partir du 11 février n'en est pas moins utile. Et il n'est pas exclu que la perspective que les Etats-Unis livrent des armes défensives ait tout de même pesé sur la volonté de rouvrir des pourparlers. Autrement dit, on peut considérer qu'en excluant catégoriquement les livraisons d'armes on n'aide pas la diplomatie.

Ceux qui préconisent de fournir des armes à Kiev ne peuvent cependant pas prétendre que cela ne concerne que le Donbass. Il faut avoir présent à l'esprit le risque terrible d'une escalade qui irait bien au-delà de cette région. Mais l'absence de livraisons n'est pas sans conséquences elle non plus. Ce serait abandonner l'Ukraine à la violence potentielle de la Russie, et ravalier son droit à l'autodéfense à un principe théorique. Les Ukrainiens, qui se sont laissé séduire par les sirènes des valeurs occidentales, devraient alors admettre que leur liberté et leur souveraineté n'ont qu'une valeur limitée, idée difficile à supporter.

Il reste donc la pression économique, et ceux qui s'opposent aux livraisons d'armes mais ne veulent pas abandonner l'Ukraine doivent au moins être prêts à l'accentuer fortement.

—Daniel Brössler  
Publié le 8 février

## IRLANDE

## “Notre vertu n’est pas récompensée”

Trop soucieux de cultiver son image de bon élève de l’UE, l’Etat irlandais a obtenu de ses créanciers des conditions de remboursement de sa dette moins favorables que celles de la Grèce.



—The Irish Times (extraits) Dublin

Il y a l’homme qui criait au loup. Et il y a le gouvernement qui criait : “Des loups ? Ce qu’ils sont chou. Regardez-les donc, comme ils viennent se pelotonner contre les moutons. Ils n’ont jamais fait de mal à personne.” Récemment, notre ministre des Finances, Michael Noonan, expliquant pourquoi l’Irlande ne soutenait pas les appels de la Grèce à une grande conférence européenne sur la dette, déclarait à propos des 214 milliards d’euros de la dette irlandaise : “Notre dette est dans une très bonne situation aujourd’hui : elle est dans nos moyens et elle est remboursable.” Le message à l’intention de nos braves alliés européens ne pouvait être plus clair : surtout ne sortez pas le porte-monnaie, vous nous insulteriez en nous proposant un coup de pouce.

Une attitude démente, mais d’une démente parfaitement méthodique. La “très bonne” dette de Michael Noonan est le résultat de la volonté entêtée de donner de l’Irlande l’image d’un “très bon” pays. Alors que la moitié de la population vit encore dans un roman réaliste du XIX<sup>e</sup> siècle intitulé *Les Temps difficiles*, le gouvernement, lui, vit dans *La Vertu récompensée*, roman

épistolaire du XVIII<sup>e</sup> siècle dans lequel Cathleen ni Houlihan [personnage de la mythologie nationale], jeune servante dans la grande maison Europe, résiste à toutes les avances et tentations qui pourraient l’écartier du droit chemin de la vertu budgétaire et s’en voit récompensée, à la fin, par l’amour de son maître.

Or la vertu n’est pas récompensée. L’état d’esprit à l’origine de la dette “dans nos moyens et remboursable” selon Michael Noonan témoigne de la volonté de l’Irlande de se montrer “très bonne”, en se servant de la Grèce très méchante comme d’un faire-valoir. Puisque nous sommes bons, nous ne pouvons recevoir que du bon en retour. Mais dans le monde réel, la récompense à la vertu passe systématiquement après un autre principe, plus simple, lui : qui ne demande rien n’a rien.

**Remboursable ?** En l’occurrence, entre “très bon” et “très méchant”, les avantages comparés se mesurent en monnaie sonnante et trébuchante. Car ils se résument à une question : combien coûte le service de la dette ? Pour le dire autrement : qui, de la bonne Irlande ou de la méchante Grèce, obtient de ses créanciers les conditions

↳ Dessin de Stephff, Thaïlande.

## GRÈCE

## L’isolement des sans-cravate

Seul contre le reste de l’Europe, le nouveau gouvernement n’aura aucune marge de manœuvre dans la renégociation de la dette.

—To Vima (extraits) Athènes

Une partie de poker extrêmement serrée se joue en ce moment entre les puissants d’Europe et le gouvernement grec démocratiquement élu. Le gouvernement grec conteste surtout le modèle de politique économique appliqué sur le Vieux Continent depuis deux décennies. Les fonctionnaires européens et les politiques allemands réagissent en se barricadant derrière les principes fondateurs de la zone euro et les règles de comportement en vigueur dans la finance internationale, et utilisent l’argent comme une arme pour obtenir docilité et soumission.

Pour l’instant, MM. Tsipras et Varoufakis n’ont trouvé la compréhension qu’ils espéraient dans aucune de leurs nombreuses réunions et rencontres dans les capitales européennes. Ils ont parfois entendu de bonnes paroles et ont été félicités, mais lorsque les discussions ont abordé les questions graves, ils se sont heurtés à des rebuffades et à des menaces.

Ni l’évocation de l’idéal démocratique européen ni la crise humanitaire n’ont ému les hommes en gris, qui ont vu dans les sans-cravate grecs des invités porteurs de croyances et de théories dangereuses. Selon leur idéologie, tout ce dont nous sommes dignes est de jeûner et de nous repentir. Et si nous ne nous soumettons pas rapidement, nous devons nous attendre à subir un resserrement du crédit, des restrictions sur les retraits d’argent et l’épuisement de nos finances. Schäuble et Merkel n’ont laissé aucune marge de manœuvre. Des dirigeants faibles et pitoyables, comme Hollande et Renzi, se cachent dans les jupes de Merkel.

Dans l’état actuel des relations internationales, tout porte à penser que Tsipras et son gouvernement vont être soumis à une énorme pression de la police des mœurs européenne pour accepter une solution de compromis. Pourtant les Grecs se sentent mieux, des vagues de fierté et d’optimisme ont envahi la plupart d’entre eux, bien que tous sachent que les temps à venir risquent d’être durs.

—Antonis Karakousis  
Publié le 8 février

les plus avantageuses ? Il n’y a pas photo. L’année dernière, la Grèce a payé 8 milliards d’euros d’intérêts pour une dette de 315 milliards, quand l’Irlande déboursait 7,5 milliards pour un endettement de 214 milliards : notre dette, inférieure de 100 milliards à celle de la Grèce, nous coûte donc presque aussi cher. Pourquoi ? Entre autres choses parce que les Grecs, même avant l’arrivée au pouvoir de Syriza, ne s’amusaient pas à crier sur les toits que leur dette est “dans leurs moyens et remboursable”.

Et, au fond, qu’est-ce que cela veut dire ? En utilisant l’expression “dans nos moyens”, Michael Noonan estime certainement que les 7,5 milliards d’euros d’intérêts que nous coûte chaque année notre dette sont une paille. Remettons cette formidable déclaration en perspective : ces 7,5 milliards représentent plus de 40 % de l’impôt sur le revenu que perçoit chaque année l’Etat irlandais. C’est un tout petit peu moins que le financement de l’ensemble de notre système éducatif. Une autre façon de remettre les choses en perspective consiste à rappeler que, lors du plan de renflouement de 2010, la Grande-Bretagne nous a prêté précisément 7,5 milliards d’euros, salués à l’époque comme un geste d’une considérable générosité. Et aujourd’hui, c’est ce que nous coûtent chaque année les intérêts. Comme le dit Paul Muldoon dans un vers brillant et acide de son dernier recueil de poèmes, “La source est à la fuite ce que l’Irlande est à la dette”.

Et par “remboursable”, que faut-il comprendre ? Nous devons ici nous rappeler ce que les projections à long terme sur le remboursement de toute cette dette ont de purement fantaisiste. Notre capacité de remboursement dépend de ce que l’on appelle l’“excédent budgétaire primaire” [solde du budget de l’Etat avant paiement des intérêts sur la dette], or le budget annuel de l’Etat est dans le rouge bien avant que soient remboursés les intérêts de la dette. Pour commencer de rembourser le principal, il faut faire rentrer beaucoup plus d’argent qu’il n’en sort. Et à quel horizon y parviendrons-nous ?

Selon nos créanciers, c’est pour les années 2020. Les projections autour de la dette tablent sur la certitude qu’en 2020 l’Irlande disposera chaque année d’un “excédent primaire” de 4,6 % de son PIB. Ce serait alors de l’argent disponible pour commencer de rembourser vraiment notre dette. Laissez-moi poser une autre question : a-t-on jamais vu un pays développé cumuler un excédent primaire aussi important pendant une période prolongée ? J’en connais un seul, la Norvège, qui met de côté tous les ans une grosse part de ses colossaux revenus pétroliers. Espérer voir l’Irlande passer à une comptabilité publique norvégienne, sans le pétrole et d’ici la fin du mandat du prochain gouvernement, voilà une projection absolument ridicule.

—Fintan O’Toole  
Publié le 2 février

ALLEMAGNE

# Le carnaval des hypocrites

Après avoir envisagé de faire défiler un char en l'honneur de *Charlie Hebdo*, les organisateurs du festival à Cologne prennent peur et renoncent à cette idée.

—Die Welt Berlin

**A**h, on voulait sacrément faire preuve de courage à Cologne ! Après les attentats de Paris liés à la publication des caricatures, la vague de solidarité mondiale atteignait ce haut lieu rhénan du carnaval. En un éclair, les organisateurs des festivités [des 12-17 février] décidaient d'envoyer un signal fort pour la liberté d'expression et contre l'intolérance des islamistes et leur folie meurtrière. Un char *Charlie Hebdo* allait être réalisé pour thématiser la tragédie qui avait eu lieu à

Paris. N'a-t-on pas voulu garder ce projet secret ou ne l'a-t-on pas pu ?

Quoi qu'il en soit, le 22 janvier, un projet de char était présenté au public : on y voyait un clown devant une colombe de la paix se dressant avec son crayon de papier contre les armes et la violence, pour défendre la paix et la liberté d'expression. Nulle part il n'était fait une allusion hostile à l'islam. Par sa "seule" ceinture d'explosifs, l'assaillant du clown pouvait représenter n'importe quel fanatique de n'importe quel bord.

Sur Facebook, la réaction des habitants de Cologne a été sans ambiguïté : on tenait là le meilleur char satirique du carnaval, un point c'est tout ! Pourtant, le comité d'organisation a décidé de faire machine arrière et de retirer le char du défilé. L'Union turco-islamique pour les affaires religieuses – financièrement et personnellement tenue en laisse par le gouvernement turc – a immédiatement salué cette décision, la jugeant "respectueuse de nos valeurs". Compliment ô combien ambigu ! Comment le président du comité d'organisation du carnaval de Cologne, Markus Ritterbach, justifie-t-il ce recul ? "La liberté d'expression, c'est aussi la liberté de changer d'avis lorsque les circonstances changent", a-t-il déclaré. Candeur désarmante ou capitulation pure et simple ?



↓ Sur le char : liberté de la presse, liberté d'expression.

Avec plus de 1 million de participants, le carnaval de Cologne est toujours un événement à risques, et il est même étonnant que l'on n'ait jamais déploré d'incident notable au cours du défilé.

Il est évident que c'est par peur de possibles attentats que le comité d'organisation a décidé d'exclure le char *Charlie Hebdo*. Les héros se sont métamorphosés en paillassons. Que l'on approuve ou non cette décision, elle est révélatrice d'une certaine réalité allemande : des milliers de

carnavaliers défilent habillés en prêtres ou en bonnes sœurs catholiques, avec une croix sur la poitrine. Ces moqueries contre nos propres traditions religieuses ne heurtent-elles plus personne ? Une chose est sûre : une grande majorité ne se posent plus de questions et laissent passer ces plaisanteries de mauvais goût. En revanche, on laisse prospérer la sensibilité des adeptes de l'islam. Par respect ou uniquement par peur ?

—Hildegard Stausberg  
Publié le 2 février

## L'appli d'info sociale et connectée qui vous ressemble...



#20Minutes  
#newslounge  
#newsdek  
#facebook

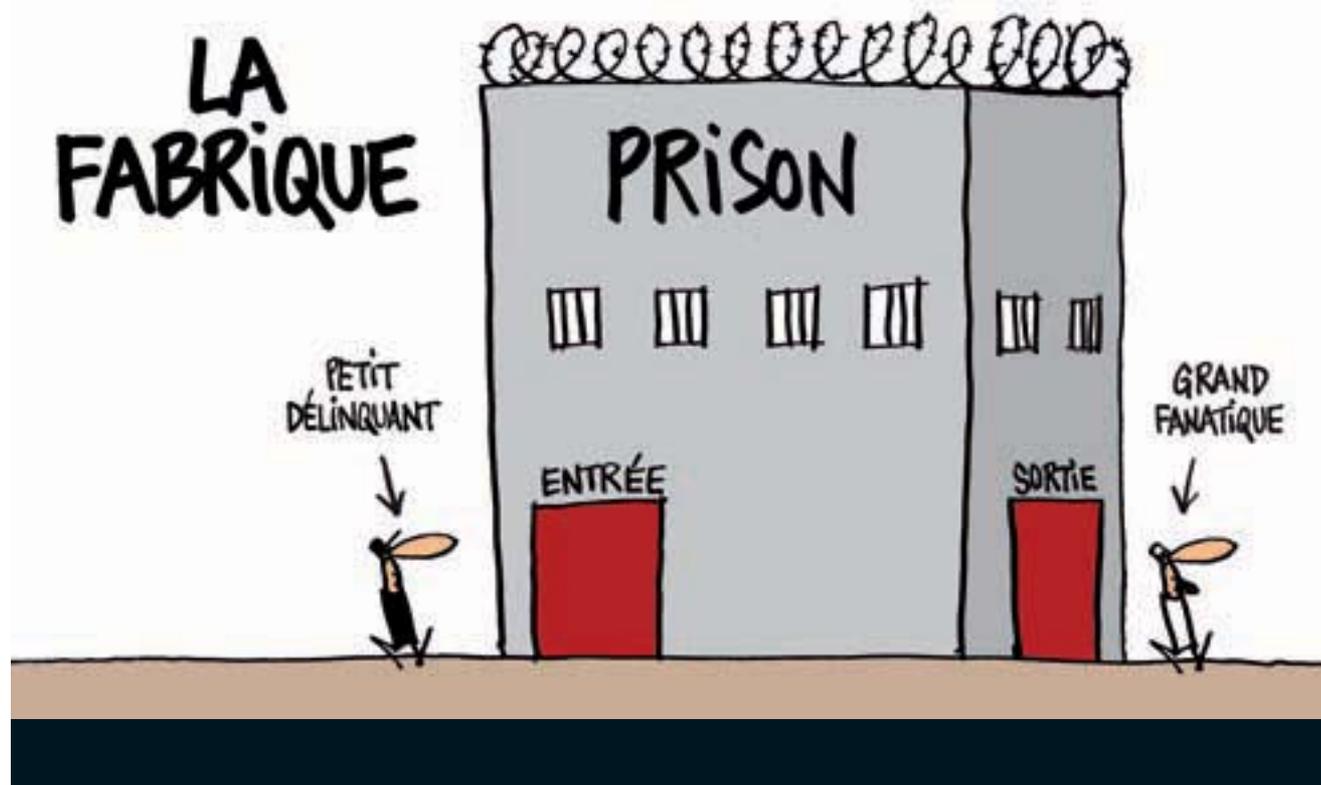




france

# Société. De la prison au djihadisme

Depuis les attentats de Paris, l'administration pénitentiaire française est en première ligne dans la lutte contre le fanatisme islamiste.



— **Financial Times** Londres

Il y a dix ans, dans les entrailles du plus grand centre pénitentiaire d'Europe, un jeune voyou âgé d'une vingtaine d'années s'est retrouvé enfermé dans une cellule juste en dessous de celle d'un djihadiste confirmé. Le jeune homme avait grandi non loin de la prison et faisait partie de ces nombreux musulmans défavorisés qui végètent en périphérie de la capitale. "J'ai rencontré beaucoup de criminels en prison. Des voleurs, des trafiquants de drogue", expliquera quelques années plus tard ce grand gaillard d'origine malienne lors d'un interrogatoire. Il avait également rencontré des terroristes, mais un seul l'avait véritablement marqué : un djihadiste d'origine algérienne, de dix-sept ans son aîné. L'homme avait été placé à l'isolement mais les deux détenus avaient trouvé le moyen de communiquer. Le djihadiste avait été en

Afghanistan et affirmait avoir été torturé par des services occidentaux. "Ce n'est pas à cause de la religion que je suis resté en contact avec lui, expliquera le jeune homme. C'est juste parce que, humainement, c'est quelqu'un qui m'avait touché." Ce jeune homme s'appelait Amédy Coulibaly. Le 9 janvier dernier, il a tué quatre otages dans un supermarché casher de Paris avant de mourir sous les balles des policiers. Son voisin de cellule n'était autre que Djamel Beghal, incarcéré depuis 2001 pour avoir projeté un attentat contre l'ambassade américaine à Paris. Beghal avait également fait forte impression sur un autre détenu, présent à Fleury-Mérogis en même temps



ENQUÊTE

qu'Amédy Coulibaly : Chérif Kouachi, auteur avec son frère Saïd du massacre de Charlie Hebdo. "Beghal était leur mentor, c'était un érudit qui leur enseignait la religion. Leur séjour en prison a été déterminant", analyse Jean-Charles Brisard, ancien

conseiller à la section antiterroriste du parquet de Paris et spécialiste d'Al-Qaïda.

Si l'intéressé nie, par la voix de son avocat, toute implication dans les attentats de Paris, l'influence d'un séjour dans l'une des plus célèbres prisons de France (conçue pour accueillir 1 855 détenus alors qu'elle en compte plus de 4 000 aujourd'hui) est pointée du doigt. L'administration pénitentiaire en est-elle aujourd'hui à gérer des centres de recrutement pour djihadistes violents ? A l'heure où les prisons européennes se remplissent d'individus interpellés avant ou après un séjour en Syrie ou Irak, le problème de la radicalisation en milieu carcéral se fait de plus en plus pressant.

**Ségrégation.** Incarcérer des milliers de combattants à leur retour au pays ne serait qu'"une invitation à la radicalisation", prévient Gilles de Kerchove, coordinateur européen pour la lutte contre le terrorisme. Après les attentats de Paris, le

Premier ministre Manuel Valls a annoncé d'importants efforts en matière de coopération entre les services de renseignement, de surveillance et de lutte contre l'extrémisme. Une des solutions envisagées consisterait à séparer les détenus islamistes des autres prisonniers afin de protéger les individus les plus impressionnables. Les spécialistes restent toutefois divisés sur l'ampleur de la radicalisation en prison et sur les solutions à y apporter. Ce phénomène ne concerne qu'un petit nombre d'individus (une petite centaine dans la plupart des pays occidentaux).

"Rassembler [les prisonniers islamistes] pose problème", reconnaît Louis Caprioli, ancien sous-directeur chargé de la lutte contre le terrorisme. "Cela revient à former une cellule terroriste à l'intérieur de la prison. Les détenus en ressortent encore plus radicalisés. C'est un moyen d'empêcher la contamination, mais quand ils sortent de là il faut impérativement les avoir à l'œil". Les trois

**Incarcérer des milliers de combattants à leur retour au pays ne serait qu'"une invitation à la radicalisation"**

auteurs des attentats de Paris avaient en effet été placés sous surveillance, à différents moments, après leur sortie de prison. Mais il faudrait mobiliser des ressources phénoménales pour suivre la trace de ces centaines d'anciens détenus – et potentiellement bien davantage – identifiés comme "radicaux".

Une autre solution, expérimentée notamment au Royaume-Uni, consiste à éviter toute ségrégation dans l'espoir que le contact avec les autres prisonniers amène les terroristes et les islamistes à rejeter la violence. "Les deux méthodes ont montré leur inefficacité", affirme Haras Rafiq, ancien conseiller du gouvernement britannique pour la lutte contre l'extrémisme, aujourd'hui directeur de la Quilliam Foundation, un think tank spécialisé dans ces questions. Il souligne notamment que le besoin de protection peut jeter certains prisonniers dans les bras d'"émirs" auto-proclamés qui dirigent certains gangs à l'intérieur des prisons. Haras Rafiq se souvient d'un musulman britannique, non pratiquant, condamné à plusieurs mois de prison après une rixe. L'homme n'avait jamais été incarcéré. Il ne faisait ni la prière ni le ramadan. "Il est entré en prison la peur au ventre. Il a commencé à chercher des réponses dans la religion, pour devenir un homme meilleur", explique Haras Rafiq. Il est tout de suite entré dans le groupe des islamistes et ils ont commencé son endoctrinement racial et politique : "Mon frère, tu es innocent, c'est le système judiciaire corrompu qui t'a envoyé ici parce que tu es musulman. La seule solution est de faire partie de notre

✎ Dessin de Mix & Remix paru dans Le Matin dimanche, Lausanne.

groupe.' Ils lui ont donné des livres, pas nécessairement islamistes, mais qui renforçaient l'idée d'un combat entre 'eux' et 'nous'. C'est ça leur premier argument de recrutement : 'eux' contre 'nous'." A sa sortie de prison, l'homme était devenu islamiste. "Il ne s'était pas rendu compte de sa radicalisation", note toutefois Haras Rafiq. Il est progressivement retourné à des opinions plus modérées, mais ce n'est pas le cas de tous.

**Profils dangereux.** En 2011, Alyas Karmani, imam et animateur social, a raconté l'histoire d'un homme en attente de jugement dans la prison de haute sécurité de Belmarsh (Londres) lors d'une audition devant une commission d'enquête parlementaire. L'homme s'était retrouvé à trois cellules d'Abdullah Al-Faisal, un imam condamné en 2003 pour avoir appelé au meurtre de juifs, d'Américains, d'hindous et de chrétiens. "En trois jours, Abdullah Al-Faisal l'avait convaincu de mener une attaque suicide", se souvient Alyas Karmani. A sa sortie de prison, l'homme est directement parti au Yémen, où seule l'intervention d'érudits locaux l'a fait changer d'avis. De même que les islamistes ne représentent qu'une minorité de musulmans, seul un petit nombre d'islamistes est prêt à recourir à la violence, soulignent les spécialistes. Et seule une poignée d'entre eux passe par la prison. Les cas de radicalisation sur Internet sont bien plus nombreux. Mais Jean-Charles Brisard souligne que la radicalisation en prison fait émerger des "profils plus dangereux" que les autres.

Mohammed Merah et Mehdi Nemmouche, auteurs d'attaques meurtrières et antisémites en 2012 à Toulouse et l'année dernière à Bruxelles, étaient tous les deux passés par des prisons françaises après des condamnations pour cambriolage. Richard Reid, qui avait tenté de faire exploser une bombe dissimulée dans sa chaussure sur un vol à destination de Miami, en 2001, s'était converti à l'islam après avoir été incarcéré pour vol dans une prison britannique. Sur les 134 individus condamnés pour des faits de terrorisme islamiste au Royaume-Uni entre 1999 et 2010, au moins 5 avaient déjà fait de la prison, révèle une étude du think tank Henry Jackson Society de Londres. Parmi eux se trouve Muktar Said Ibrahim, membre du groupe qui avait tenté de mener des attentats deux semaines après les attaques du 7 juillet 2005 à Londres. Plusieurs projets de loi antiterroristes, se fondant sur une stratégie de déradicalisation existante, comportent des mesures visant à surveiller les prisonniers susceptibles d'endoctrinement. En France, les conditions d'incarcération

**Les musulmans représentent au moins la moitié de la population carcérale en France**

augmentent le risque de radicalisation, notent les spécialistes. La tradition française empêche de recenser les convictions religieuses des prisonniers mais les experts estiment que les musulmans représentent au moins la moitié de la population carcérale en France, et même davantage dans les zones urbaines, soit cinq fois plus que leur proportion dans la population française.

Chez les musulmans français habitués à être considérés comme des "insectes" – pour reprendre le terme de Farhad Khosrokhavar, sociologue à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) –, l'islamisme ne commence pas avec l'islam mais avec la haine. "Les gens pensent que c'est l'inverse. Mais c'est la radicalisation qui vient d'abord : on me méprise, donc je les déteste", explique Farhad Khosrokhavar, qui étudie l'islam en France depuis près de vingt ans. Au cours de centaines d'entretiens menés pour l'écriture de son prochain livre, le sociologue a découvert que dans les quartiers défavorisés, les jeunes Français musulmans adhèrent à la notion de djihad – ou de guerre sainte – avant même de connaître les bases de la religion musulmane. "Le djihad est le seul moyen pour eux de donner un sens à leur haine de la société. C'est après avoir embrassé le djihad qu'ils apprennent l'islam, et la plupart le font en prison", ajoute le chercheur.

Chérif Kouachi était déjà un djihadiste à son arrivée à Fleury-Mérogis en 2005 (même s'il se dira partagé sur la mission qui lui avait été confiée contre les soldats en Irak et que son interpellation avait empêchée). Amédée Coulibaly a effectué son premier séjour en prison à 17 ans et a ensuite été emprisonné à plusieurs reprises pour vol, violences, vol à main armée et trafic de drogue.

**Dynamique.** Le ministère de la Justice affirme qu'Amédée Coulibaly, Chérif Kouachi et Djamel Beghal n'ont pas pu se rencontrer en prison compte tenu de leurs dates d'incarcération respectives et du fait que Beghal se trouvait à l'isolement. Les comptes rendus d'interrogatoires de Coulibaly, que nous avons pu nous procurer, révèlent pourtant que ce dernier était bien en contact avec Beghal. Des écoutes policières attestent également que Beghal était capable de décrire physiquement Chérif Kouachi lors de son emprisonnement. Aussi brefs fussent-ils, ces échanges entre les deux hommes ont visiblement suffi à créer un lien fort entre Beghal et Coulibaly.

Après sa libération en 2007, Amédée Coulibaly s'est fréquemment rendu dans le Cantal, en Auvergne, où Beghal avait été assigné à résidence après sa sortie de prison. Les rapports de police font état d'un endoctrinement en règle par Beghal, un homme qui, lors d'un bref séjour au Royaume-Uni, comptait parmi les fidèles de l'imam Abou Hamza, à la mosquée de Finsbury, et d'Abou Qatada. Très tôt, le profil psychologique d'Amédée Coulibaly

## "C'est après avoir embrassé le djihad qu'ils apprennent l'islam, et la plupart le font en prison"

signalait des "traits de personnalité immatures et psychotiques" et affirmait que "la soif de pouvoir" était son principal moteur. Beghal pouvait faire de lui ce qu'il voulait. "Djamel Beghal est un homme fascinant, reconnaît Louis Caprioli, qui était en fonction à la DST lors de son arrestation. Il a du charisme. Il se situe à un autre niveau intellectuel que ces garçons." En 2010, Beghal, Coulibaly et Chérif Kouachi avaient été arrêtés pour avoir tenté de faire évader un terroriste condamné. Kouachi avait été relâché par manque de preuves mais Beghal et Coulibaly avaient été condamnés. Coulibaly était sorti au début de l'année dernière. Son mentor, Beghal, est toujours en prison.

Les autorités européennes tentent de briser la dynamique qui mène de la prison au djihadisme. Les programmes de déradicalisation à Singapour, en Arabie Saoudite et ailleurs dans le monde constituent une

solution. Manuel Valls s'est engagé à doubler le budget des imams travaillant en prison et à créer 60 aumôniers musulmans de plus que les 182 qui sont en fonction. Cela reste toutefois une goutte d'eau dans l'océan que représentent les 35 000 musulmans incarcérés en France. Les spécialistes de l'antiterrorisme notent également que l'extrémisme en milieu carcéral abandonne de plus en plus le prosélytisme public pour des formes d'endoctrinement plus discrètes et clandestines. Avec le retour de combattants djihadistes partis en Syrie ou en Irak – souvent issus de milieux plus aisés que Coulibaly ou les frères Kouachi et n'ayant encore jamais fait de prison –, certains craignent qu'un durcissement des sanctions ne transforme des individus déçus ou traumatisés en islamistes confirmés. Gilles de Kerchove appelle à poursuivre en justice tous ceux "qui ont du sang sur les mains" mais il se dit également favorable à des programmes de réhabilitation afin de ne pas emprisonner sans distinction tous les combattants revenant du djihad. "Les gens ont peur et disent qu'ils veulent tous les mettre en prison. Mais ce n'est pas la bonne approche", conclut-il.

—Tom Burgis

Publié le 26 janvier

FESTIVAL DE CANNES - PRIX DU SCÉNARIO  
 GOLDEN GLOBES 2015 du MEILLEUR FILM ÉTRANGER  
 NOMINATION OSCAR 2015 du MEILLEUR FILM ÉTRANGER

Du grand cinéma Le Monde  
 L'évidence d'un chef d'œuvre Positif  
 Un film choc Le Figaro ★★★ **Magistral** JDD ★★★  
 Le portrait féroce d'une Russie corrompue Télérama

# LEVIATHAN

un film de  
**ANDRÉI ZVIAGUINTEV**

DISPONIBLE EN DVD ET BLU-RAY

Courrier international LE FIGARO STUDIO 44 PIRAMIDE VIDEO



# Chine. Le retour de l'idéologie

Le 30 janvier, le ministre Yuan Guiren a signifié l'interdiction faite aux universités de laisser se propager en leur sein les "valeurs occidentales". Un professeur de droit de l'université de Pékin ose poser trois questions.



—Weixin Zhi Chuang  
(wx.shenchuang.com)

**A** lors que le quatrième plénum issu du XVIII<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste chinois a prôné une gouvernance du pays dans le respect de la Constitution et des lois, le discours que vous avez prononcé le 29 janvier dernier laisse perplexe.

Permettez-moi donc de vous poser trois questions.

Premièrement, comment distinguer les valeurs dites "occidentales" et les valeurs dites "chinoises"? Comme chacun sait, le

spectre du communisme, qui a commencé à errer il y a presque deux siècles en Europe [référence à la première phrase du *Manifeste du Parti communiste* de Karl Marx], a traversé les mers et les océans avant d'arriver jusqu'en Chine, où il a donné naissance au Parti communiste chinois. Par ailleurs, la Constitution chinoise actuelle dispose que l'on doit rester attaché au marxisme et que l'on éduque selon les principes de l'internationalisme, du communisme, du matérialisme dialectique et du matérialisme historique, tous principes ayant pris leur source en Occident avant d'étendre leur influence à la Chine. Le nombre de cas où

l'Orient s'est mis à l'école de l'Occident étant incalculable, pourriez-vous, monsieur le Ministre Yuan, avoir l'obligeance de bien vouloir m'indiquer où se trouve la ligne de démarcation entre les valeurs "occidentales" et les valeurs "chinoises"?

Deuxièmement, comment différencier les "attaques et calomnies contre les dirigeants du Parti et médisances contre le socialisme" [actes désormais interdits] d'une "réflexion sur les moments d'égarement du Parti et le dévoilement de réalités peu reluisantes" [toujours recommandés] d'autre part? Nul parti politique ne peut prétendre n'avoir jamais commis d'erreurs, ni qu'il n'en commettra pas; nulle société, qu'elle se nomme "socialiste" ou "capitaliste", ne peut non plus prétendre être d'une blancheur immaculée. Pourriez-vous, monsieur le Ministre, avoir l'obligeance de bien vouloir me fournir les critères permettant de faire la distinction entre les "attaques" et les "réflexions", les "médisances" et les "révélations sur des faits"?

Troisièmement, comment permettre au ministère de l'Éducation, que vous dirigez, d'appliquer la ligne [du Parti] promouvant une gouvernance respectueuse de la Constitution et des lois? Si vous avez une réponse claire et simple à comprendre à apporter à mes deux premières questions, je vous invite à reformuler en temps opportun votre discours. Dans le cas contraire, je vous invite à faire preuve de circonspection. Car le ministère de l'Éducation que vous dirigez est directement concerné par "le niveau scientifique et culturel de l'ensemble de la population" (développé par l'État, selon l'article 19 de la Constitution), par "le développement des sciences naturelles et sociales" (article 20), par "la liberté donnée aux citoyens de se consacrer à la recherche scientifique, à la création littéraire et artistique, ainsi qu'à d'autres activités culturelles" (garantie par l'article 47). En un mot, il est directement concerné par le renouveau du peuple chinois. Si vous vous exprimez à la légère sur ce qui peut ou non être fait, vous risquez fort, dans un moment d'inattention, de violer la Constitution et les lois.

—Shen Kui

Publié le 31 janvier

## SOURCE



### WEIXIN ZHI CHUANG

wx.shenchuang.com

Page Internet du site de discussion instantanée WeChat. Le texte ci-dessus a paru sur le compte public Faxue Xueshu Qianyan (Frontiers of Laws), où s'échangent des points de vue et chroniques juridiques. Cette réaction frontale contre l'initiative du ministre de l'Éducation circule sur les réseaux sociaux chinois malgré les interventions régulières de la censure.

✓ Dessin de Cost  
paru dans *Le Soir*, Bruxelles.

## Haro sur les valeurs occidentales

●●● Les établissements d'éducation supérieure de Chine doivent clairement poser des limites politiques, juridiques et morales à ce qui est enseigné dans les amphithéâtres. Tels ont été les propos du ministre de l'Éducation nationale, Yuan Guiren, dans un "Avis sur la propagande et la doctrine" présenté le 29 janvier aux responsables d'université, rapporte le site de l'agence officielle **Xinhua Wang**.

Ces directives imposent de "renforcer la veille idéologique (...), la gestion de l'usage des manuels occidentaux" et de n'autoriser "en aucun cas les matériaux d'enseignement diffusant les valeurs occidentales à entrer dans nos classes";

de ne pas y autoriser "les calomnies contre les dirigeants du Parti, ou des discours dénigrant le socialisme, ni la propagation de discours anticonstitutionnels et illégaux" et d'interdire aux enseignants de faire part de leurs récriminations durant les cours. Sur le site de la revue théorique du Parti communiste chinois, **Qiushi** (Chercher la vérité), un commentateur fait l'exégèse de ces recommandations: "Certains enseignants, en cours ou après les cours, font de grands discours s'écarter des valeurs centrales du socialisme, ne cessent de discréditer la Chine et dépassent les limites idéologiques."

Il va jusqu'à les pointer nommément du doigt, en accusant le juriste He Weifang et le critique d'art Chen Danqing de diffuser des messages inappropriés sur les réseaux sociaux ainsi que dans leurs enseignements. "Certains professeurs de droit et de sciences politiques de l'université de Pékin et de l'université de politique et de droit de Chine (...) soufflent, attisent et forgent le trouble idéologique", renchérit Zhu Jidong, sous-directeur du Centre de recherche sur la sécurité culturelle et l'édification idéologique de l'Académie des sciences sociales de Chine, dans un commentaire publié par les services de propagande du Comité du Parti pour la ville de Pékin.

BRADLEY COOPER

SIENNA MILLER

# "EASTWOOD AU MEILLEUR"

L'EXPRESS

MEILLEUR RÉALISATEUR  
NATIONAL BOARD OF REVIEW

FILM DE L'ANNÉE  
AFI AWARDS USA

## 6 NOMINATIONS AUX OSCARS®

DONT

### MEILLEUR FILM MEILLEUR ACTEUR



# AMERICAN SNIPER

UN FILM DE CLINT EASTWOOD

WARNER BROS. PICTURES PRÉSENTE  
 EN ASSOCIATION AVEC VILLAGE ROADSHOW PICTURES UNE PRODUCTION MAD CHANCE / 22ND & INDIANA / MALPASO  
 BRADLEY COOPER "AMERICAN SNIPER" SIENNA MILLER COSTUMES DE DEBORAH HOPPER  
 MONTAGE DE JOEL COX, A.C.E. GARY D. ROACH, A.C.E. DIRECTEURS DE JAMES J. MURAKAMI, CHARISSE CARDENAS IMAGE DE TOM STERN, A.F.C., A.S.C.  
 PRODUCTEURS DÉLÉGUÉS TIM MOORE, JASON HALL, SHERIDAN KIM ET BRUCE BERMAN ET APRÈS LE LIVRE DE CHRIS KYLE AVEC SCOTT McEWEN ET JIM DeFELICE  
 ÉCRIT PAR JASON HALL PRODUIT PAR ROBERT LORENZ, P.P.A. ANDREW LAZAR, P.P.A. BRADLEY COOPER, P.P.A. PETER MORGAN, P.P.A.  
 VILLAGE ROADSHOW PICTURES PRODUIT ET RÉALISÉ PAR CLINT EASTWOOD

**BFMTV**  
NEWS 24/7

**20**  
minutes.fr

STUDIO  
cinéma live

AU CINÉMA LE  
18 FÉVRIER

**L'OBS**

LE FIGARO

Europe 1

## INDE

# Tous les chemins mènent à Delhi

Le 7 février, les habitants de la capitale se sont rendus aux urnes pour élire leur nouvelle assemblée législative. Une élection test dans le cœur politique de l'Inde.



— **Indian Express** (extraits)  
New Delhi

Si, jusque dans les années 1960, Bombay était pour le cinéma l'incarnation idéale de l'Inde urbaine, depuis cette époque, c'est à Delhi qu'affluent les équipes de tournage pour des films qui dressent le portrait de l'urbain typique – foncé, débrouillard, lâchant des “*Sirji*” [cher monsieur] à tout bout de champ. La cité historique a toujours été le champ de bataille politique de l'Inde, une destination symbolique à laquelle restent attachés des slogans comme “*Dilli door ast*” [“Delhi est encore loin”, phrase attribuée au sage soufi Nizamuddin au XIII<sup>e</sup> siècle au sujet du sultan de l'époque] ou “*Chalo Dilli*” [“En route vers

Delhi”, slogan de la lutte indépendantiste]. Depuis les années 1960, c'est dans la capitale qu'il faut aller, aussi bien pour changer de vie que pour changer la politique.

De toutes les grandes villes indiennes, Delhi est la seule où il n'existe pas de sentiment régionaliste poussant au retour de quelque ancien toponyme [comme Calcutta devenue Kolkata, par exemple]. Ici, la fierté régionale n'a pas son parti régionaliste. La domination pendjabie qui caractérisait le Delhi des premières décennies après l'indépendance s'est affaiblie, et la ville est aujourd'hui un vaste melting-pot de l'Inde où se mêlent Purabiyas [gens de l'Est], Malayalis [du Kerala] et Bengalis. Il n'est pas une communauté linguistique ou régionale qui puisse revendiquer une quelconque

↳ Dessin de Falco, Cuba.

exclusivité sur Delhi : la ville n'appartient à personne, elle appartient à tous.

Plus récemment, le Parti du Congrès a pu faire de Delhi, territoire qu'il a dirigé pendant quinze années d'affilée [jusqu'à sa défaite de 2013], la vitrine de sa réussite. Le Premier ministre Narendra Modi [du BJP], lorsqu'il était ministre en chef du Gujarat, raillait en permanence le “*sultanat de Dilli*” pour mieux dire la nécessité de prendre la capitale. Et si le grand mouvement anticorruption Anna Hazare-Arvind Kejriwal [lancé en 2010] a eu un tel retentissement, c'est bien parce qu'il parlait de Delhi.

Justement, le 7 février, les habitants de Delhi ont voté pour leur nouvelle assemblée législative locale et, partant, pour leur nouveau ministre en chef. Mais pourquoi s'intéresser aux élections dans cette “commune d'invention”, l'une des plus petites assemblées d'Inde, et qui n'est pas même un Etat mais simplement un territoire de la fédération indienne ? Pourquoi tant d'histoires ? C'est que Delhi se distingue de tout le reste de l'Inde par sa prospérité. Huit des 11 districts de la capitale se classent parmi les 20 districts où l'on vit le mieux en Inde, nous dit une étude récente de l'Institut national de la statistique.

Et cette prospérité attire chaque mois des milliers de nouveaux habitants : on immigre plus à Delhi qu'à Bombay, pourtant “capitale indienne” des classes ouvrières traditionnelles. Dans cette ville bâtie sur l'idée même de migration, et qui nourrit une Inde miniature où les interdépendances sont fortes entre les classes, les castes et les types, une victoire (ou une défaite) politique est toujours riche de symboles.

L'Aam Aadmi Party [Parti de l'homme ordinaire] n'est certes ni Syriza ni Podemos, mais le BJP aurait intérêt à s'interroger sur les motivations de ceux qui ont soutenu ce parti anticorruption au cours de la campagne. Car elles viennent contredire l'idée que le BJP serait le seul parti à même de comprendre l'Inde urbaine et donc d'anticiper l'avenir.

— **Seema Chisti**  
Publié le 6 février

## INDONÉSIE

# Le retour de la peine de mort

Avec l'arrivée du nouveau président Jokowi, la reprise des exécutions, quasiment suspendues depuis plusieurs années, suscite un débat national.

— **Koran Tempo** (extraits) Jakarta

Six condamnés à mort [dont cinq étrangers] ont été exécutés le 18 janvier dernier par une brigade mobile de la police de la région de Java Centre [et onze autres, dont un Français, tous condamnés pour trafic de drogue, doivent être exécutés dans le courant du mois de février].

Tout au long de l'histoire de l'humanité, la peine capitale a toujours provoqué des débats virulents. Avant même l'exécution de ces six personnes, le débat faisait déjà rage dans notre pays. Les opposants à la peine capitale arguent que celle-ci est contraire aux droits de l'homme ; que seul Dieu a le droit d'ôter la vie d'une personne, etc.

A l'inverse, ses défenseurs arguent que la peine capitale est conforme à la Constitution ; que Dieu a donné à l'Etat le mandat d'ôter la vie ; que ce n'est que justice pour les corrupteurs de l'âme nationale que sont les trafiquants de drogue ; que c'est dans la ligne du renforcement du droit...

La peine capitale est aussi vieille que nos civilisations. Un cas célèbre est celui de Jésus. Hélas, depuis deux mille ans, la croix a été beaucoup utilisée pour tuer et même pour condamner des hommes à mort, comme sous l'Inquisition. Mais l'Eglise a pris conscience de ses erreurs et a condamné la peine capitale. Sans surprise, c'est la Conférence épiscopale indonésienne qu'on a le plus entendue s'opposer à l'exécution des six condamnés à mort. Alors que Conseil des oulémas indonésiens s'est au contraire prononcé en sa faveur.

Et voilà qu'à cause de l'exécution de leurs ressortissants le Brésil et les Pays-Bas ont rappelé leur ambassadeur de Jakarta. Le procureur a demandé que les autres pays respectent l'application du droit indonésien. Or beaucoup de pays ont aboli la peine capitale. Et les “pour ou contre” continuent, eux, à vivre.

— **Tom Saptaatmaja\***  
Publié le 22 janvier

\* Ancien élève du séminaire Saint-Vincent-de-Paul

france culture C'EST POUR VOUS

## LES ENJEUX INTERNATIONAUX

en partenariat avec Courrier international

THIERRY GARCIN  
DU LUNDI AU VENDREDI / 6H45-6H58

écoute, réécoute, podcast sur [franceculture.fr](http://franceculture.fr)

## Triomphe électoral

●●● Le 10 février, les résultats des législatives locales de Delhi sont tombés : c'est un triomphe pour l'Aam Aadmi Party (AAP), Parti de l'homme ordinaire, une petite formation née fin 2012 et issue d'un mouvement de protestation citoyen. L'AAP remporte 67 des 70 sièges et renouvelle la vie politique indienne. Pour la première fois, le BJP, qui n'obtient que 3 sièges, a une vraie opposition. Le Parti du Congrès, quant à lui, n'obtient aucun siège. Le parti historique de la famille Nehru-Gandhi poursuit donc son lent déclin.





amériques

# Argentine. Les fantômes indésirables de l'affaire Nisman

La mort inexplicquée de ce procureur, à la veille de révélations qui auraient pu compromettre le gouvernement, ravive les mauvais souvenirs du passé.



✎ *Dessin d'Arcadio paru dans La Prensa Libre, San José.*

— Foreign Policy  
Washington

**A**lberto Nisman a été retrouvé mort dans son luxueux appartement, la porte fermée de l'intérieur et un pistolet sur le sol à côté de lui [dans la nuit du 18 au 19 janvier]. La veille du jour où il était censé témoigner devant le Congrès. Au départ, la police a conclu à un suicide. La réaction maladroite du gouvernement et le calendrier particulier de cette mort, en plein lancement de la campagne pour la présidentielle d'octobre – sans parler des dernières révélations selon lesquelles le procureur Nisman aurait rédigé un mandat d'arrêt contre la présidente Cristina Kirchner et son ministre des Affaires étrangères, Héctor Timerman –, ont précipité le gouvernement sortant dans un scandale d'Etat.

Le peuple argentin réclame la vérité et commence à comprendre que la seule issue sera un nouveau gouvernement, péroniste ou autre, capable de rompre de manière ferme avec la politique de la présidente Cristina Fernández de Kirchner.

Le procureur Nisman enquêtait sur l'attentat à la bombe de 1994 qui avait touché l'Amia, un centre culturel de la communauté juive de Buenos Aires, entraînant la mort de 85 personnes et blessant des centaines d'autres (*lire la chronique page ci-contre*). Cet attentat, le plus meurtrier de l'histoire de l'Amérique du Sud, continue de marquer les esprits des Argentins.

L'enquête initiale, lancée immédiatement après l'attentat, a été un fiasco : en l'absence de preuves, il y a eu très peu d'inculpations. Par ailleurs, l'instruction a été entachée de nombreuses irrégularités et de soupçons de corruption et de dissimulation de preuves. La nomination de Nisman en juillet 2004, dix ans après les attentats, par l'ancien président Néstor Kirchner, défunt mari de la présidente actuelle, était censée représenter un nouveau départ, la preuve que le gouvernement redoublait d'efforts pour faire aboutir la justice. Néanmoins, dès le début, les découvertes de Nisman, qui privilégiait la piste iranienne, sont allées à l'encontre de la politique diplomatique de l'Argentine. Après la mort de Néstor Kirchner en 2010 et l'arrivée de sa femme au pouvoir, cette dernière a en effet commencé à pencher de plus en plus à gauche et à mener des politiques

radicales se rapprochant de celles de l'Iran et du Venezuela.

Les relations déjà houleuses entre Cristina Kirchner et Nisman ont alors commencé à s'envenimer. Quelques jours avant sa mort, Nisman avait rédigé un rapport de près de 300 pages qui mettait directement en cause la présidente, son ministre des Affaires étrangères et des membres importants de son administration. Ce rapport les accusait d'avoir minimisé la responsabilité de l'Iran dans l'attentat terroriste et d'avoir protégé certains officiels iraniens afin de préserver les liens diplomatiques et commerciaux avec l'Iran. Un accord secret – pétrole iranien contre céréales argentines – destiné à soulager la dépendance énergétique de l'Argentine aurait justifié l'étouffement de l'affaire.

**Imbroglia.** Une autre version de ce rapport Nisman aurait été retrouvée, dans laquelle le procureur aurait réclamé la mise en examen de Kirchner et de certains de ses plus proches collaborateurs, et Nisman aurait même été jusqu'à rédiger un mandat d'arrêt de 26 pages à l'encontre de la présidente et de son ministre des Affaires étrangères.

L'enquête de Nisman ne faisait pas l'unanimité. Un haut responsable d'Interpol (qui était parmi les premiers à incriminer l'Iran lors de l'attentat contre l'Amia) a mis en doute la véracité des accusations de Nisman. Un dirigeant de Human Rights Watch a récemment publié une tribune virulente qui qualifie le rapport de "médiocre" et qui affirme qu'il manque de références à la jurisprudence. Pourtant, alors que les détails de l'enquête de Nisman n'ont pas encore été rendus publics, des fuites concernant des enregistrements et des documents suggèrent que les accusations de Nisman n'étaient pas sans fondement : l'administration Kirchner aurait délibérément saboté l'enquête en organisant, par exemple, une commission d'enquête parallèle avec les Iraniens en 2013. Pour un gouvernement qui a fait des droits de l'homme son cheval de bataille, être accusé d'avoir perverti la justice au nom d'intérêts commerciaux risque de sérieusement écorner l'image de Cristina Kirchner. La présidente s'est en effet toujours présentée, même quand elle n'était que simple première dame, comme une passionaria des droits de l'homme

affrontant l'histoire douloureuse de l'Argentine.

Dans les premières heures qui ont suivi la découverte du corps sans vie de Nisman, la présidente est restée anormalement silencieuse. Cette retenue n'a pas duré, et elle a rapidement mis en ligne deux longues lettres sur son compte Facebook en moins de trois jours. La première cautionnait la thèse du suicide avancée par le gouvernement, et la seconde clamait haut et fort sa conviction que Nisman avait été assassiné. Peu après, Cristina Kirchner est apparue à la télévision pour assurer sa défense. Mais quelques heures plus tard le nouveau procureur de l'affaire intervenait également à la télévision pour contredire ouvertement les déclarations de la présidente, qui avait été jusqu'à remettre en question les horaires de déplacement du procureur décédé ainsi que la paternité de ce rapport qui la mettait en cause.

Selon de récents sondages, 70 % des Argentins n'ont pas apprécié le message télévisé de Cristina Kirchner. D'une part parce qu'elle n'a pas présenté ses condoléances à la famille de Nisman, mais également parce qu'elle s'en est prise à un homme qui ne pouvait plus se défendre.

La mort mystérieuse de Nisman a relancé l'intérêt du public pour son enquête, aussi bien en Argentine qu'à l'étranger. Elle attire également l'attention sur le récent engouement de l'administration Kirchner pour l'Iran, une position que de nombreux Argentins désapprouvent étant donné les soupçons qui pèsent sur l'Iran depuis l'attentat de 1994.

Ce rapprochement inédit doit beaucoup à Hugo Chávez, à l'époque son plus proche allié dans la région, mais apparaît actuellement bien peu inspiré, puisque la chute du cours du pétrole s'avère une catastrophe pour l'Iran comme pour le Venezuela.

En octobre prochain, la présidentielle devrait offrir à l'Argentine, pour la première fois

## Une présidente anormalement silencieuse

depuis 2003, un gouvernement sans Cristina Kirchner. En attendant, la présidente avait l'intention de peaufiner son bilan. Or depuis le scandale Nisman et sa réaction pour le moins confuse (elle a d'abord parlé de suicide avant de faire porter le chapeau à des agents des services secrets dévoyés), et pour la première fois depuis huit ans, la vie politique du pays ne tourne plus autour de Cristina Kirchner.

En ce moment, la seule chose qui intéresse les Argentins, c'est l'enquête de Nisman. La mort du procureur argentin a fait la une de la presse et l'ouverture de tous les journaux télévisés. D'après les derniers sondages, 98 % des Argentins sont informés de la mort de Nisman et de son enquête sur l'implication de Cristina Kirchner dans le dossier de l'attentat. Et 68 % pensent qu'ils ne sauront jamais toute la vérité sur ce qui s'est passé. Cette affaire, qui semble tout droit sortie d'un film d'espionnage hollywoodien, a relégué au second plan les inquiétudes des Argentins sur le défaut de paiement de la dette, les scandales de corruption au sein du gouvernement et même les politiques économiques désastreuses qui ont conduit à trois années de stagflation constante et toute une série de crises économiques.

**Débâcle politique.** La thèse initiale du suicide ayant désormais été écartée, tout le monde veut savoir qui est l'auteur de ce crime, et les spéculations vont bon train : s'agit-il d'un complot iranien ? D'un complot du Mossad cherchant à faire porter le chapeau à l'Iran ? Des soupçons se portent aussi sur les services secrets argentins, réputés incontrôlables, et les accusations pleuvent de toutes parts : de la CIA, des médias officiels iraniens, de l'opposition argentine et bien évidemment de la présidente en personne. La relation de

la Cristina Kirchner avec les services secrets a toujours été compliquée. Elle s'est souvent montrée hostile à leur égard ; pourtant, à en croire certains anciens des services secrets, la présidente était proche de certains groupes et "aimait beaucoup" écouter les enregistrements des chefs de file de l'opposition. Cristina Kirchner a depuis annoncé son projet de dissoudre l'agence actuelle des services de renseignement. Si toute cette affaire n'est qu'un complot meurtrier du renseignement, les tueurs des services secrets de Kirchner ont-ils agi sur ordre de la présidente ou ont-ils mal interprété des propos de cette dernière, soucieuse de "se débarrasser" d'un procureur devenu trop gênant ? S'agit-il d'agents agissant pour leur propre compte ou encore d'anciens agents désireux de nuire à la réputation de Cristina Kirchner depuis les récentes purges menées par cette dernière dans les services de renseignement ?

Toutes ces rumeurs et spéculations ont fait resurgir du passé des fantômes indésirables. Entre 1976 et 1983, des dizaines de milliers d'Argentins ont "disparu" sous le régime des militaires, laissant leurs amis et leur famille dans l'incertitude totale et à la merci des hypothèses les plus folles – et c'est ce qui est en train de se passer avec l'affaire Nisman. La fuite à Tel-Aviv, par crainte d'être assassiné, du journaliste (juif, comme Nisman) qui a été le premier à annoncer la mort du procureur ainsi que l'apparition d'affiches antisémites et hostiles au procureur assassiné dans les rues de Buenos Aires rouvrent de vieilles blessures, notamment au sein de la communauté juive d'Argentine, qui compte environ 300 000 membres. Des blessures qui ne datent pas de l'attentat sur lequel enquêtait Nisman, mais de l'après-guerre, lorsque, après la défaite de l'Allemagne, d'anciens nazis, comme Adolf Eichmann, ont trouvé refuge en Argentine et auprès de l'administration du président Juan Perón.

Finalement, mort, le procureur s'avère plus dangereux pour la

**CHRONOLOGIE**

**18 juillet 1994.** Une voiture piégée explose devant l'Association mutuelle israélienne argentine (Amia) de Buenos Aires. L'attentat fait 85 morts et 230 blessés. La piste de la responsabilité de l'Iran – via le Hezbollah libanais – se dessine. Le juge chargé de l'enquête, Juan José Galeano, demande l'arrestation de quatre diplomates iraniens.

**2001.** Le procès commence. Sont assis sur le banc des accusés Carlos Telleldín, un revendeur de voitures, et quatre policiers argentins.

**2 septembre 2004.** Après trois ans de procès, les 22 accusés sont acquittés faute de preuves. Le juge Nisman est nommé à la tête d'une nouvelle cellule d'investigation sur l'affaire.

**2006.** Le juge Alberto Nisman accuse formellement l'Iran d'avoir commandité l'attentat, à titre de représailles contre l'Argentine, qui avait suspendu un accord nucléaire. C'est le Hezbollah qui aurait commis l'attentat. Un mandat d'arrêt international est lancé contre

l'ex-président iranien Hachemi Rafsandjani et huit fonctionnaires et anciens diplomates iraniens.

**2008.** Le juge Nisman explore une "piste syrienne". Il accuse l'ex-président argentin Carlos Menem (1989-1999) ainsi que son frère Munir, ancien ambassadeur d'Argentine en Syrie, d'avoir subtilisé des preuves.

**2009.** La Cour suprême ordonne la réouverture de l'enquête.

**2011.** Des câbles WikiLeaks révèlent la "préférence" du gouvernement américain pour la piste iranienne.

**14 janvier 2015.** Le procureur Nisman accuse la présidente Cristina Kirchner, son ministre des Affaires étrangères, Héctor Timerman, et plusieurs membres de son entourage d'avoir voulu étouffer les responsabilités de l'Iran dans l'attentat.

**18 janvier 2015.** Alors qu'il doit se rendre devant le Congrès pour étayer sa dénonciation, le procureur Nisman est retrouvé mort dans sa salle de bains, une balle dans la tête.

présidente que lorsqu'il était en vie. Il reste huit mois avant la présidentielle et, à moins d'un miracle, Cristina Kirchner ne se remettra pas de cette débâcle politique. Son bilan politique en sera irrémédiablement ruiné, et avec lui tous ses espoirs de se présenter à la présidentielle en 2019 (la Constitution l'autorise à se représenter à cette date). Ce scandale portera préjudice à son gouvernement, pensent 80 % des Argentins, et même "gravement" selon plus de 60 % d'entre eux.

Dans la course à la présidentielle, chaque candidat essaie de prendre ses distances avec une présidente à la réputation de plus en plus sulfureuse. Dans les

rangs du parti péroniste, généralement très hiérarchisé, gronde une fronde inhabituelle, tandis que l'opposition, souvent déchirée par des conflits fratricides et portée par les candidats Sergio Massa et Mauricio Macri, entend fédérer la population autour de la promesse d'une enquête indépendante sur le meurtre de Nisman et l'attentat de l'Amia. Les Argentins attendent des réponses, et en période de campagne présidentielle leur curiosité risque d'achever une bonne fois pour toutes la carrière politique de Cristina Kirchner.

— Daniel Lansberg-Rodríguez et Pierpaolo Barbieri  
Publié le 4 février

**LE DÉBAT PERMANENT** sur [forumdesimages.fr](http://forumdesimages.fr)

**Forum des images**

**PARTICIPEZ ONLINE À NOS DÉBATS AUTOUR DE L'ACTU ET DU CINÉMA !**

MAIRIE DE PARIS  



moyen-  
orient

# Monde arabe. Beau prétexte à la répression

Les crimes de l'Etat islamique offrent les meilleures raisons aux régimes arabes pour sévir contre leurs peuples. Et ils ne s'en privent pas.



—Al-Hayat (extraits)  
Londres

Daech est aujourd'hui ce qu'a été la "cause palestinienne" pendant des décennies, à savoir un fourre-tout qui sert de prétexte à toutes les erreurs et à tous les excès répressifs des régimes arabes, régimes qui se présentent comme les alliés incontournables des Occidentaux.

Mais, si le fourre-tout palestinien se nourrissait de la sympathie des peuples pour une cause, celui de Daech se nourrit de la frayeur provoquée par la capacité de cette organisation à s'imposer par la violence. Les mouvements palestiniens cherchaient à soigner leur image. Lorsqu'ils commettaient des exactions, ils

le faisaient à huis clos. Daech, en revanche, non seulement assume sa réputation sanglante, mais en rajoute en diffusant les photos de ses crimes.

Dans le passé, sous prétexte qu'aucune voix ne devait rompre l'unanimité si l'on voulait remporter la bataille de la Palestine, les régimes arabes déclaraient l'état d'urgence pour, en fait, museler les opposants et faire taire jusqu'aux revendications politiques et économiques les plus élémentaires. La même chose se reproduit aujourd'hui avec l'invocation de l'épouvantail de Daech. Dans le passé, les régimes faisaient croire qu'ils combattaient Israël avec toute leur énergie, et qu'on allait bientôt pouvoir prier à Jérusalem. Et la génération de nos pères a vécu

↑ Sur le podium : Barbares. Plus barbares. Les plus barbares. "... L'essentiel, c'est de participer." Dessin de Tom paru dans Trouw, Amsterdam.

quarante ans d'attente, d'humiliations et d'échecs.

Aujourd'hui, les héritiers de ces mêmes régimes cherchent à convaincre notre génération qu'une guerre sans merci est lancée contre Daech et qu'il suffira de prendre un peu sur soi pour la remporter. Prendre un peu sur soi, cela veut dire renoncer à ses droits et faire le deuil des revendications pour lesquelles des centaines de milliers de personnes se sont mobilisées [au moment des printemps arabes], et au nom desquelles beaucoup ont donné leur vie.

En Egypte, des centaines de militants laïcs, pacifiques et dans la fleur de l'âge viennent d'être condamnés à perpétuité. C'étaient pourtant eux qui, après avoir fait la révolution du 25 janvier 2011, avaient été les premiers à combattre le pouvoir des Frères musulmans sous la présidence de Mohamed Morsi. De même, des centaines de personnes ont été condamnées à mort pour appartenance à des "groupes extrémistes", ce qui va des adeptes d'un islam politique modéré à des cellules [réellement] affiliées à Daech. A cela s'ajoutent des arrestations d'étudiants et de journalistes, accusés de "propagation de fausses nouvelles", sans parler du fait que les appareils de sécurité peuvent continuer à sévir impunément. Les attentats [en janvier] dans le Sinaï et ailleurs semblent légitimer ces méthodes, les autorités pouvant se prévaloir d'avoir reçu un mandat du peuple pour agir à leur guise. En réalité, ce qui se passe n'est que la conséquence d'une politique qui consiste à exclure toute une partie de la population, et donc à la condamner à la clandestinité. Les dérives terroristes qui en découlent étaient parfaitement prévisibles.

**Arbitraire.** Au Liban, la situation est moins grave, mais non moins explosive. Le pays vit dans un état d'urgence non déclaré. Dans le sud du pays, le Hezbollah risque à tout instant d'ouvrir un front de guerre avec Israël. Dans l'est, à la frontière syrienne, des soldats meurent dans une guerre non déclarée [avec les mouvements islamistes] qui produit son lot de cercueils. Et il n'y a même pas de président [depuis huit mois] pour annoncer un deuil national pour eux.

Dans le même temps, sous prétexte de combattre Daech et le Front Al-Nosra [les islamistes affiliés à Al-Qaïda], les appareils de sécurité libanais arrêtent arbitrairement des gens et détruisent leurs taudis dans des quartiers de misère. De même, ils chassent des réfugiés syriens accusés de fournir un terreau favorable à l'extrémisme djihadiste. Plus grave encore, le Hezbollah a de nouveau le feu vert pour décider seul de la guerre et de la paix. Car on estime qu'il vaut mieux le laisser mener "une guerre préventive" contre les terroristes en Syrie avant que ceux-ci n'arrivent en territoire libanais. [Le Hezbollah combat les djihadistes avec les troupes du régime syrien.]

Quant à la Syrie, Bachar El-Assad

a réussi un coup de maître en s'imposant aux yeux de larges couches de la population comme étant le seul rempart contre Daech et un allié acceptable pour la communauté internationale. Tout comme son père, Hafez El-Assad, avait réussi à faire de la Syrie un acteur incontournable dans la région en tirant les ficelles dans les pays voisins, voici le fils qui réussit, avec les Iraniens, à se placer dans le même camp que les Américains dans la guerre contre le terrorisme. Et à convaincre ceux-ci que "les questions intérieures" pourront être laissées à des négociations organisées par l'entremise des Russes.

**Justice.** Tous les conflits ne se terminent-ils pas à la table des négociations ? Peut-être, mais il n'en est pas moins dramatique qu'Assad fils semble ainsi échapper, comme avant lui son père, à la justice et qu'au nom de la priorité absolue d'éradiquer Daech les massacres et les milliers de morts dont il est responsable semblent destinés à l'oubli. Assad avait très tôt compris que l'actuelle administration américaine n'était pas encline à la guerre et qu'il pouvait donc engraisser le monstre Daech, quitte ensuite à se proposer comme étant le mieux placé pour le tuer. Finalement, il va sans dire que Daech procède lui aussi de cette manière. Il prétend qu'en coupant des mains et des têtes il combat la tyrannie. Lui aussi se présente comme la seule solution de rechange [face aux dictatures arabes].

—Bissan Al-Cheikh  
Publié le 7 février

SOURCE



AL-HAYAT

Londres, Royaume-Uni  
Quotidien (arabophone)  
200 000 ex

<http://alhayat.com/>

"La Vie" est la tribune préférée des intellectuels libéraux arabes. Créé à Beyrouth en 1946, le quotidien cesse de paraître en 1966 après l'assassinat de son fondateur. Il renaît en 1988 à Londres et il est racheté en 1990 par le prince saoudien Khaled ibn-Sultan. Pro-occidental et pro-saoudien dans ses articles concernant la région du Golfe, Al-Hayat est devenu un média panarabe.

ARABIE SAOUDITE

# L'irrésistible ascension du prince Mohammed

Dans un royaume dirigé par des plus que septuagénaires, la promotion d'un prince de 34 ans à deux postes clés fait couler beaucoup d'encre.

—Al-Monitor (extraits) Washington

La passation du pouvoir du défunt roi Abdallah au roi Salmane a été un modèle de stabilité. Comme prévu, l'héritier présomptif est monté sur le trône et le numéro trois, Moqren Ben Abdelaziz, est devenu prince héritier. Mais le roi Salmane a rapidement choisi un nouveau prince héritier en second, le prince Mohammed Ben Nayef, qui s'est fait connaître par son combat contre Al-Qaida. La ligne de succession est désormais bien établie, et après Moqren la couronne passera des fils du fondateur du royaume, Abdelaziz Ibn Al-Saoud, à ses petits-fils.

Le nouveau roi a aussi procédé à quelques changements. Il a démis deux des fils du roi défunt Abdallah de leurs fonctions de gouverneurs. Le prince Bandar Ben Sultan, qui fut longtemps ambassadeur du royaume à Washington, a été chassé de ses deux postes, celui de secrétaire général du Conseil national de sécurité (lequel a été dissous) et celui d'envoyé spécial auprès du roi. Le chef des services de renseignement du royaume, le prince Khaled Ben Bandar, a également été démis. Mais en Arabie Saoudite les membres de la famille royale ne restent généralement pas longtemps sans fonction officielle.

Par ailleurs, Salmane a promu l'un de ses jeunes fils, le prince Mohammed

Ben Salmene, à deux postes clés : ministre de la Défense et chef de la cour royale. A 34 ans, il est de loin le plus jeune Saoudien investi d'un rôle dirigeant important. Diplômé de l'université du Roi-Saoud, Mohammed a occupé divers postes en qualité de conseiller spécial auprès de son père durant l'essentiel de la dernière décennie. Il était au côté de Salmane, par exemple, lors de la visite à Riyad qu'a effectuée en janvier le Premier ministre pakistanais, Nawaz Sharif, afin d'exprimer ses hommages au roi Abdallah agonisant et effectuer

sa *oumra* (petit pèlerinage) à La Mecque. Personne ne s'étonnera d'apprendre que le jeune Prince Mohammed a la réputation d'être agressif et ambitieux.

Aujourd'hui, il occupe le poste de chef de la cour royale, une position investie d'un immense pouvoir dans une monarchie absolue, particulièrement lorsque le monarque vieillissant est sujet à des problèmes de santé. En pratique, le poste fait également de lui le commandant de la Garde royale. En tant que ministre de la Défense, le prince Mohammed contrôle également les forces armées régulières, une bureaucratie pléthorique qui passe d'énormes commandes d'armes auprès des Etats-Unis et d'autres fournisseurs. Avec Mohammed Ben Nayef, 55 ans, qui reste ministre de l'Intérieur, et le prince Mitab, 62 ans, l'un des fils d'Abdallah, qui est ministre de la Garde nationale, Mohammed fait donc désormais partie du trio de princes qui contrôlent toutes les questions de sécurité du royaume.

Dans les médias saoudiens – dont la majorité appartient à son père –, le prince Mohammed tente de se donner l'image du leader de la jeune génération. Il dirige plusieurs organismes philanthropiques dont l'action est orientée vers la jeunesse. Il est donc bien placé pour tenter de s'attirer le soutien de la très nombreuse jeune génération du royaume.

Le prince Mohammed possède une excellente main dans le jeu du pouvoir, puisque c'est le seul personnage puissant qui intervient à la fois dans le domaine économique et dans les affaires de sécurité. Les arcanes de la famille royale saoudienne font

l'objet d'interminables spéculations, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du royaume. Le prince Mohammed sera sans doute le sujet de nombreux commentaires et analyses dans les mois qui viennent.

—Bruce Riedel  
Publié le 1<sup>er</sup> février

← Mohammed Ben Salmene.  
Photo Mazen AlDarrab.OTRS  
Wikimedia Commons



PRIX UNIQUE  
**39€**  
l'abonnement

**16 GRANDS TITRES DE LA PRESSE UN PRIX UNIQUE ET IMBATTABLE!**

Jusqu'à  
**-77%**  
de remise

- 1 abonnement → 39€
- 2 abonnements → ~~78€~~ 69€
- 3 abonnements → ~~117€~~ 99€

ABONNEZ-VOUS ENCORE PLUS VITE SUR

rue-des-etudiants.com



afrigue

# Nigeria. Boko Haram: la contre-offensive régionale

Tchad, Niger, Nigeria, Cameroun et Bénin se sont mis d'accord pour mobiliser 8 700 hommes dans une force multinationale de lutte contre le groupe terroriste.



—Le Pays (extraits)  
Ouagadougou

Les jours de Boko Haram sont-ils comptés ? En tout cas, la peur a changé de camp. La secte islamiste, qui s'est largement illustrée par sa barbarie et qui, face au laxisme et à la poltronnerie de l'armée nigérienne, bombait le torse, rase maintenant les murs. Face à l'armée camerounaise, elle avait déjà des difficultés. Mais elle n'avait encore rien vu. Avec l'entrée en scène de l'armée tchadienne, c'est la queue entre les

jambes qu'elle détale. En effet, l'armée tchadienne, dont la témérité n'est plus à démontrer, est devenue le cauchemar des islamistes au Nigeria. Rien à voir avec ces soldats nigériens qui prenaient la poudre d'escampette dès que les islamistes pointaient le bout du nez. Tel un puissant insecticide sur des cafards et autres insectes nuisibles, l'action des soldats tchadiens cause l'hécatombe dans les rangs de ces "fous de Dieu".

Et, visiblement, ces déboires de Boko Haram sont en passe de s'aggraver. Avec le déploiement dans

les mois à venir d'une force multinationale de 8 700 militaires venus du Tchad, du Cameroun, du Niger, du Bénin et du Nigeria, Abubakar Shekau [le chef de Boko Haram] et ses affidés ont vraiment du souci à se faire. Surtout que cette force devra avoir le droit de poursuivre les "illuminés" sur les territoires de tous les pays concernés par ses opérations. Il faut dire que les récentes atrocités commises par Boko Haram ont eu le don de sonner le réveil de la communauté internationale. Les Nations unies et l'Union africaine (UA) sont désormais sur

☛ "Affronte-le et arrête ses actes barbares !" Sur la feuille : L'UA prévoit le déploiement de 7 500 hommes. Dessin de Paresh Nath paru dans *The Khaleej Times*, Dubaï.

## Un troisième front au Niger

●●● Vendredi 6 février, alors que l'Assemblée nationale nigérienne s'apprêtait à voter l'envoi de troupes pour appuyer le Nigeria contre Boko Haram, le groupe terroriste a pris de court cette initiative en attaquant les villes frontalières de Diffa et de Bosso (sud-est du Niger). "Le Niger est entré, brusquement et de plain-pied, dans la guerre contre ces nouveaux barbares des temps modernes, qui tuent, égorgent et brûlent tout sur leur passage", écrit Assane Soumana, du quotidien national *Le Sahel*. L'éditorialiste poursuit : "Tout naturellement, à Bosso, nos vaillantes forces de défense et de sécurité, conformément à leur mission de défense de la sécurité intérieure, ont riposté de la façon la plus appropriée. Face à la détermination de nos hommes, les assaillants n'eurent d'autre choix que de battre en retraite en laissant derrière eux 109 de leurs compagnons, mis hors d'état de nuire. Idem pour la matinée de dimanche, où les hommes de Boko Haram ont visé la ville de Diffa au moment même où une délégation officielle conduite par le ministre de la Défense nationale y effectuait une visite."

28 mars] ont fini par comprendre à quel point Boko Haram est un danger. C'est du moins la lecture que l'on peut faire du report de six semaines des consultations électorales dans le pays, contesté par l'opposition. Et, si la situation sécuritaire ne s'éclaircit pas rapidement, il faudra craindre un, voire d'autres reports de ces scrutins.

**Défi continental.** La communauté internationale est donc en ordre de bataille contre Boko Haram. Certes, il n'est jamais trop tard pour bien faire. Mais on ne peut s'empêcher de déplorer que le dispositif international contre cette secte ait mis tant de temps à se mettre en place. Le déploiement des 8 700 hommes intervient après des années de terreur dans une sorte d'indifférence générale. La communauté internationale dans son ensemble et l'UA en particulier n'accordent pas une place de choix à la dimension anticipation. Pourtant, il est évident que l'anticipation et la prévention doivent constituer des dimensions importantes dans la lutte contre les fléaux comme les épidémies et les phénomènes comme Boko

## Le mot d'ordre est désormais "tous contre Boko Haram"

Haram. C'est proprement indécent de faire dans la "réunionite" pendant que des populations sont trucidées au nom d'un obscurantisme des plus sordides. C'est dire à quel point ce réveil face au péril Boko Haram est salutaire, nécessaire et même obligatoire. Il faudra fédérer les énergies et les ressources dans cette bataille.

Un autre défi, et non des moindres, est de travailler à tarir les sources de financement de Boko Haram. La difficulté réside moins dans l'identification des sources de financement que dans les dispositions à prendre pour assécher ces sources. Beaucoup des pays cités comme des bras financiers de l'islamisme radical sont des partenaires des grandes puissances comme les États-Unis d'Amérique, des bonnes grâces desquels ils bénéficient, à cause notamment du pétrole. Et, comme "personne n'ose dire que la mère du roi est une sorcière", ces pays chouchoutés par l'Oncle Sam ne sont pas inquiétés. Il faudra donc que dans la lutte contre le terrorisme cette sorte d'hypocrisie

le pied de guerre. Le mot d'ordre est désormais "tous contre Boko Haram". Par ses massacres de populations civiles, la secte a réussi à faire l'unanimité contre elle. Elle a franchi, et ce depuis belle lurette, le seuil de l'humainement tolérable. Beaucoup de vies ont été fauchées par ces obscurantistes, ces barbares d'un autre monde. Et même Goodluck Jonathan et son équipe semblent revenus sur terre. Eux qui n'étaient préoccupés que par les élections présidentielle et parlementaires à venir [prévues pour le 28 février et reportées au

## ALGÉRIE

# La course à l'armement

Frontières poreuses, trafics d'armes, menaces terroristes... Dans un contexte régional marqué par les crises malienne et libyenne, des milliards sont consacrés aux dépenses militaires.

—El-Watan (extraits) Alger

**S**i l'effort de comptabilité n'a jamais été fait, les experts estiment que l'Algérie a importé plus de 100 milliards de dollars d'armement depuis 1962 et entre le tiers et la moitié ces dix dernières années. La manne pétrolière a beaucoup aidé à l'explosion des acquisitions, à un point où Alger s'est vu propulsé dans le carré très fermé des pays grands importateurs d'armes.

En 2013, notre pays a figuré pour la première fois dans le top 10 des pays importateurs d'armes, aux côtés de l'Inde, de l'Arabie Saoudite et de la Chine, traditionnels barons du commerce. Mieux, l'Algérie est non seulement le premier importateur d'armes en Afrique, mais elle représente 36 % des flux entrants vers le continent noir.

Parle-t-on d'une modernisation effrénée ? D'un gaspillage de deniers publics ? Et puis, concrètement, quelles ont été ces acquisitions ?

**Résilience.** Petit rappel historique : l'armée nationale populaire (ANP), à l'indépendance de l'Algérie, le 5 juillet 1962, s'est construite sur le socle d'une force essentiellement terrestre, très peu mécanisée mais rompue au feu et bien disciplinée, à laquelle a été adjointe une armée des frontières, mieux structurée, et quelques pilotes et deux demi-douzaines d'avions de chasse et d'hélicoptères. Très vite l'ANP a fait le choix de la Russie comme principal fournisseur, ce pays mettant en vente une gamme d'armement complète, peu coûteuse et robuste.

Deux guerres israélo-arabes, une guerre froide algéro-marocaine et une crise financière amèneront l'ANP aux portes des années 1990 avec de bons équipements pour l'époque, mais beaucoup d'incertitudes. S'ensuivront dix années où les livraisons d'armes furent stoppées à cause d'un

embargo de fait [c'est la décennie noire, les années de guerre civile] dicté par les pays occidentaux et l'effondrement de l'appareil militaro-industriel soviétique.

Résultat des courses, au début des années 2000, l'ANP accusait un retard d'au moins une génération.

Trois défis majeurs sont à relever. Premièrement, rattraper le retard accumulé et revenir au niveau de la fin des années 1980. Ensuite, faire face aux nouveaux défis. Enfin, faire évoluer la doctrine militaire d'une doctrine de défense en une stratégie de résilience. Il fallait donc mettre au rebut en urgence les équipements obsolètes.

A la fin des années 1990, ce sont plus de 200 appareils de types Mig 21 et 23 qui sont mis à la réforme. Les divisions blindées perdront aussi presque un millier de chars. La défense aérienne du territoire a également vu déclasser son épine dorsale, le Sam 2, devenu obsolète, et toute une gamme de radars d'ancienne génération.

En 2007 le déclic a lieu, à la faveur d'une visite historique du président russe, Vladimir Poutine, à Alger, un accord sur la conversion d'une dette de 4,7 milliards de dollars en une commande de 7 milliards de dollars d'armes de pointe. Des avions de chasse, des sous-marins et le nec

**Compenser le manque d'hommes par un saut qualitatif en termes de technologie**

plus ultra de la défense antiaérienne sont dans le lot. La Chine se met au diapason et propose elle aussi un accès à son catalogue d'armement.

Mais c'est l'Allemagne qui brise le cycle de méfiance des pays occidentaux envers l'Algérie. En 2011, un mégacontrat de 10 milliards d'euros est signé entre les deux pays. A la clé, des blindés, des frégates et des équipements

électroniques sont vendus à l'ANP. Cerise sur le gâteau : un programme industriel [de montage] est mis en place. L'Italie aussi est devenue un fournisseur majeur de l'ANP. La marine et l'aviation en sont de gros clients. Même les Etats-Unis ont eu leur part du gâteau en vendant à l'Algérie des radars et des avions.

Avec la multiplication des conflits à ses frontières, comme en Libye et au Mali, et la transformation de la région du Sahel et même d'une partie du Sud algérien en zone de guerre contre le terrorisme, l'ANP a redécouvert l'étendue du plus grand pays d'Afrique. Limitée pendant près de quarante ans à la protection de la bande côtière et à la frontière ouest [avec le Maroc], l'armée algérienne a été obligée de se redéployer dans l'immensité du désert et donc de compenser le manque d'hommes par un saut qualitatif en termes de technologie.

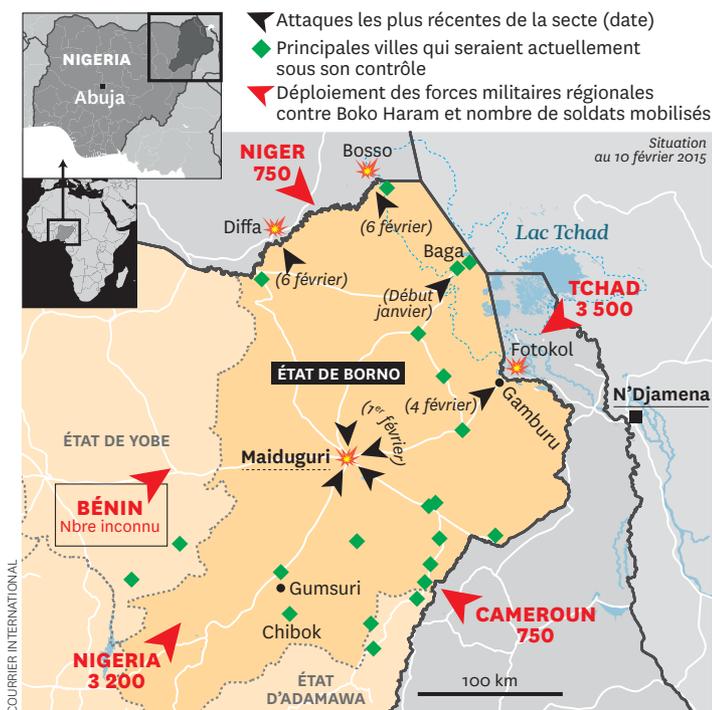
**Numérisation.** Il s'agit pour les responsables militaires de se doter d'équipements de pointe, qui ne permettraient pas de gagner des guerres mais qui offrirait l'opportunité d'infliger des pertes trop importantes à l'ennemi pour qu'il puisse poursuivre son offensive. L'achat d'avions, de frégates, de sous-marins, de chasseurs, et la modernisation de la défense antiaérienne sont clairement orientés dans ce sens. L'accent a aussi été mis sur la numérisation du champ de bataille et l'utilisation des moyens de reconnaissance.

Il reste que cette modernisation est loin d'être achevée, des manques sont encore ressentis dans les différents corps d'armée. L'arrivée en fin de vie de plusieurs équipements indispensables, comme les hélicoptères d'attaque, accentue l'urgence de leur remplacement. Le vieillissement de la flotte de transport appelle aussi à d'autres investissements.

Le besoin flagrant en drones d'attaque et en satellites de communication se fait sentir, de même pour l'équipement individuel du combattant, qui est complètement désuet. Tout cela fait que le rythme des dépenses de l'ANP risque de se poursuivre encore pendant un quinquennat. Restera le challenge le plus important à réaliser par le ministère de la Défense nationale, la mise à niveau des personnels et la modernisation structurelle de l'ANP.

—Akram Kharief  
Publié le 30 janvier

## Les nouveaux fronts de Boko Haram



des grandes puissances mondiales cesse. En attendant, et en ce qui la concerne, l'UA devra bien attacher son pagne dans cette lutte. Elle ne devra pas se rasseoir tant que cette nébuleuse constituera un danger pour les populations. Et rien ne doit être négligé. Elle serait bien inspirée de manœuvrer pour rallier beaucoup plus de pays à sa cause. Car, dans cette guerre, on a actuellement une coalition incomplète. En effet, il n'est pas raisonnable qu'un seul pays du Sahel, de l'Afrique de l'Ouest, voire de toute l'Afrique, reste les bras croisés. Surtout que des connexions sont établies entre Boko Haram et les islamistes qui écument le nord-mali.

**Connexions sahéliennes.** Ce serait une grave erreur de penser pouvoir anéantir Boko Haram tant que les autres pays dormiront sur leurs lauriers. La "bête" a, du reste, déjà montré qu'elle peut contourner la ligne de front et s'en prendre, dans sa lâcheté, aux populations sans défense, comme elle l'a fait récemment au Cameroun dans sa débandade face à l'armée tchadienne. Si les autres pays rejoignent la coalition actuelle, ce serait une sorte de mise en garde claire et sans ambiguïté adressée à Boko Haram. Et l'impact psychologique d'une telle mobilisation serait des plus importants sur cette secte.

Quant aux armées africaines, il faudra œuvrer à les rendre plus

opérationnelles. A force de tergiverser face aux urgences, à force d'attendre que des forces militaires soient constituées et formées avant d'être envoyées sur les théâtres des conflits, on continuera d'enregistrer des drames humains qui sont évitables. Il est indécent que des pans entiers de territoires de pays souverains soient complètement délaissés sur le plan sécuritaire. Il est honteux que l'essentiel des armes d'un pays soit stocké dans la capitale juste dans le souci d'éviter des coups d'Etat, et que les autres régions du pays soient exsangues en termes de moyens logistiques et militaires. Il est inacceptable que la sécurité d'un individu, soit-il chef d'Etat, soit plus importante que celle de son pays. Et l'Afrique devra rapidement gommer de telles scories pour espérer paix, sécurité et stabilité.—

Publié le 9 février

### SOURCE

#### LE PAYS

Quagadougou, Burkina Faso  
 Quotidien, 10 000 ex.

<http://lepays.bf>

Fondé en octobre 1991, ce journal indépendant est rapidement devenu le titre le plus populaire du Burkina Faso. Proche de l'opposition, ce tabloïd multiplie les éditoriaux au vitriol. Il est devenu l'un des meilleurs quotidiens africains.

à la une

# PÉTROLE

# LE TROP-PLEIN

La chute des cours du baril (– 50 % depuis juin) bouleverse la donne entre pays producteurs et pays importateurs. Capitale britannique du pétrole, Aberdeen, en Ecosse, connaît sa pire crise depuis quarante ans (p. 30). Le Venezuela, l'Angola ou l'Iran sont au bord de l'asphyxie (pp. 31 et 33). La Chine, elle, tire son épingle du jeu (p. 35). Tour du monde des gagnants et des perdants.



→ Dessin de Kazanevsky,  
Ukraine.

# A qui profite la chute ?

Il faudra bien six mois avant que l'offre et la demande de brut se rééquilibrent et que les prix remontent doucement. D'ici là, certains pays vont souffrir, d'autres vont prospérer.

— Los Angeles Times (extraits)  
Los Angeles

Combien de temps cela va-t-il durer ? Ce n'est que l'une des nombreuses questions qui découlent de la chute extraordinaire des cours du brut, un événement qui a dopé la confiance des consommateurs, affecté les pays producteurs d'hydrocarbures et fait naître de nouvelles possibilités – et de nouveaux défis – pour l'économie américaine et mondiale.

## 1. Pourquoi les prix du pétrole ont-ils autant baissé et aussi rapidement ?

La baisse des cours de 50 % depuis septembre résulte de la convergence de plusieurs facteurs. Le plus important est l'accroissement de l'offre, dû principalement à la révolution du pétrole de schiste aux Etats-Unis. Grâce à la fracturation hydraulique et à d'autres techniques de forage, ce pays a contribué pour 80 % à l'augmentation de la production mondiale de ces cinq dernières années. Plus récemment, la production a également progressé fortement en Irak et en Libye.

Parallèlement, la demande faiblit. L'économie stagne en Europe et au Japon et elle ralentit en Chine, premier consommateur de pétrole dans le monde.

## 2. Combien de temps cela va-t-il durer ?

Il est fort probable que le prix du brut remontera à partir du second semestre. Ce scénario se base sur les prévisions d'évolution de l'offre et de la demande, en tenant compte du fait que la faiblesse actuelle des prix pousse à la consommation et devrait donc stimuler la demande. Les contrats à terme sur le brut se négociaient dernièrement à environ 45 dollars le baril [depuis, ils ont franchi la barre des 50 dollars à New York, avec de très fortes fluctuations quotidiennes], contre 100 dollars en moyenne au premier semestre 2014. Selon les estimations de Moody's Analytics, les prix devraient tourner autour de 80 dollars le baril au cours du premier semestre 2016.

Mais d'autres facteurs pourraient entrer en jeu. La chute des cours commence à freiner les projets de prospection et de forage, qui ne sont plus aussi rentables qu'auparavant. Théoriquement, cela devrait faire baisser l'offre et pousser les prix à la hausse, mais cela ne se produira pas tout de suite. Même si leurs bénéfices diminuent, les producteurs pourraient être réticents à fermer les vannes, car relancer l'exploitation coûte très cher. Certains préféreront peut-être faire le dos rond, en pariant que les prix remonteront

bientôt à un niveau leur permettant au moins d'atteindre l'équilibre financier. Autrement dit, l'offre mondiale pourrait continuer à progresser plus vite que la demande ; la surabondance de pétrole maintiendrait alors les prix au plancher.

## 3. Qui profite le plus du bas coût de l'énergie ?

Les Etats-Unis seront parmi les grands gagnants. Les entreprises du secteur automobile, par exemple, vendront plus parce que les gens conduiront plus, achèteront des véhicules plus gros et auront besoin de plus de services. Selon le ministère de l'Energie, les ménages américains devraient économiser 750 dollars [660 euros] en moyenne sur l'essence cette année par rapport à 2014.

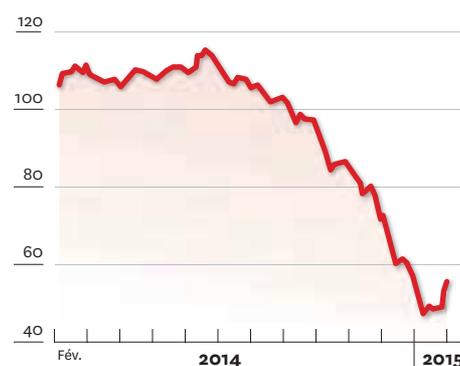
Les pays qui importent beaucoup de pétrole, comme les pays européens, le Japon, la Corée du Sud et la Chine devraient également économiser des centaines de milliards de dollars. Mais en Europe, les consommateurs n'en profiteront pas pleinement, du fait des fortes taxes [sur le carburant]. Au Japon, les économies seront neutralisées par la faiblesse du yen. Le pétrole, comme les autres matières premières, étant libellé en dollars, ce pays devra déboursier davantage de yens pour chaque dollar de brut qu'il achètera sur les marchés internationaux.

## 4. Qui a le plus à perdre ?

Les pays producteurs comme la Russie, l'Iran, le Venezuela et le Nigeria sont déjà mis à rude épreuve car leurs recettes dépendent fortement du pétrole. Quant à l'Arabie Saoudite, qui est à fois le principal producteur de l'Opep et celui dont les coûts de production sont le plus

## Dégringolade

Cours du pétrole Brent à Londres sur un an (en dollars/baril)



SOURCE : "FINANCIAL TIMES"

## Contexte

### Un marché en montagnes russes

Les cours du pétrole vont-ils se stabiliser dans une fourchette comprise entre 50 et 60 dollars le baril ? Difficile à dire tant le marché est actuellement volatil, avec des prix qui jouent au yoyo. La réponse du **Financial Times** est mi-chèvre mi-chou. "Il y a plusieurs raisons de penser que la dégringolade est terminée", commence par expliquer le quotidien britannique. D'abord, le nombre de puits en activité diminue nettement aux Etats-Unis : fin janvier il y en avait 1 223, contre 1 609 en octobre dernier. Ensuite, de grandes compagnies comme BP, Royal Dutch Shell, Chevron, ConocoPhillips et Total ont annoncé une baisse de 10 à 15 % de leurs investissements en 2015. Seront particulièrement affectées les zones où les coûts de production sont très élevés (sables bitumineux, Arctique, forages offshore très profonds), et celles, comme la mer du Nord, où les gisements, exploités depuis longtemps, sont peu rentables. "Tout cela peut faire espérer que la production des pays non membres de l'Opep va sensiblement baisser cette année, ce qui contribuerait à rééquilibrer le marché", note le **Financial Times**. Autre indice, ce commentaire du secrétaire général de l'Opep, Abdallah Al-Badri, qui, le 26 janvier, a déclaré au journal britannique que "les prix [avaient] peut-être atteint leur plancher". Mais rien n'est moins sûr, estime le journal britannique. Car le FMI vient de revoir à la baisse ses prévisions de croissance mondiale pour 2015 et 2016. Et, malgré la fermeture de puits, la production américaine continue d'augmenter. Surtout, l'Opep n'a pas changé de position. Dans la même interview, Abdallah Al-Badri répète que ce n'est pas la faute de l'Opep si le marché est inondé de pétrole et qu'en conséquence l'organisation ne réduira pas sa production. En janvier, deux de ses membres, le Nigeria et l'Angola, auraient même augmenté la leur, rapporte le **Financial Times**.

## A la une



## SAISIS TA CHANCE

"La chute du prix du pétrole, couplée aux avancées dans le domaine des énergies renouvelables et des économies [d'énergie], offre aux hommes politiques du monde entier l'opportunité de rationaliser leur politique énergétique", écrit **The Economist** dans son numéro du 17 janvier. Pour l'hebdomadaire britannique, c'est l'occasion d'envisager un futur où l'énergie serait "moins chère, plus propre et plus sûre".

29 ← bas, elle peut encore faire de jolis bénéfices avec un baril à 45 dollars – ou même moins cher.

Les grandes compagnies pétrolières amortiront un peu le choc grâce à leurs activités de raffinage. Ce sera plus difficile pour les entreprises plus petites et moins efficaces. Leur chiffre d'affaires baissera et elles auront moins facilement accès au crédit, ce qui pourrait en pousser certaines à mettre la clé sous la porte. Aux Etats-Unis, une baisse prolongée des cours nuirait considérablement à l'industrie du pétrole de schiste, concentrée dans le Texas et le Dakota du Nord.

### 5. Quel pays va dicter sa loi dans la détermination du prix du pétrole ?

Beaucoup a été dit sur l'affaiblissement de l'Opep. Le cartel est dominé par l'Arabie Saoudite, un pays qui joue traditionnellement un rôle pivot sur le marché de l'énergie. Mais un autre acteur majeur s'est imposé : les Etats-Unis sont redevenus un "gardien du marché" [swing producer, un pays capable d'ajuster rapidement sa production afin d'assurer la stabilité du marché]. Aujourd'hui, les Etats-Unis ne peuvent toutefois pas rivaliser avec les faibles coûts de production saoudiens. Et la décision du royaume de continuer à extraire de grandes quantités de brut – pour préserver sa part de marché et mettre la pression sur ses voisins et ses rivaux en Amérique – va mettre à l'épreuve la solidité financière des exploitants américains, ainsi que leur capacité à améliorer l'efficacité et la rentabilité de leurs techniques de forage.

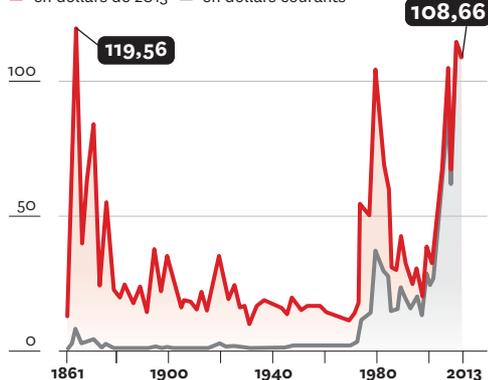
— Don Lee

Publié le 29 janvier

### Une baisse relative

Cours du pétrole de 1861 à 2013 (en dollars/baril)

— en dollars de 2013 — en dollars courants



SOURCES : "THE WASHINGTON POST",  
BP STATISTICAL REVIEW OF WORLD ENERGY 2014

Si l'on se place dans une perspective historique, les cours d'aujourd'hui (environ 57 dollars) représentent en fait un retour à la normale, relativise *The Washington Post*. Si le pétrole semble, en ce début 2015, bon marché, ajoute le quotidien américain, son prix reste toutefois plus élevé que son prix moyen entre 1986 et 2004. Au cours de cette période, il avait chuté deux fois : en juillet 1986 (23,79 dollars, après prise en compte de l'inflation) et en décembre 1998 (13,64 dollars).

→ Dessin de  
Tiounine paru  
dans *Kommersant*,  
Moscou.



## A Aberdeen, la fête est finie

Après s'être enrichie grâce au pétrole de la mer du Nord, la ville écossaise affronte sa pire crise depuis quarante ans.

### Contexte

#### FERMETURES ANNONCÉES

Le 3 février, la compagnie pétrolière Shell annonçait son intention de déclasser le champ pétrolifère Brent en mer du Nord. Une déclaration qui laisse présager une vague de fermetures après la chute record des prix du pétrole, rapporte le *Financial Times*. Ce gisement, l'un des plus importants du Royaume-Uni, et "qui a contribué à transformer la Grande-Bretagne en pays exportateur de pétrole, arrive en fin de vie après presque quarante années de production", précise le journal de la City. Dans les trente prochaines années, "la grande majorité des 470 plateformes, des 10 000 kilomètres de pipelines et des 5 000 puits restants en mer du Nord seront mis hors service".

— *The Times* (extraits) Londres

Ce soir, l'*Albyn* est quasi désert. Situé au pied d'un immeuble de bureaux abritant le gratin des secteurs britanniques de l'énergie et de la finance, ce bar d'Aberdeen est très prisé par les patrons de l'industrie pétrolière. Les projecteurs qui illuminent la façade mettent en relief la prospérité d'une ville que le pétrole a enrichie depuis les années 1970. A l'intérieur du bar, tout en sofas sombres, éclairages tamisés et feux de cheminée, quatre hommes discutent de l'évolution de la situation en mer du Nord.

Subissant de plein fouet la chute vertigineuse du prix du pétrole depuis l'été dernier, Aberdeen fait face à sa crise la plus grave depuis quarante ans. Certains affirment même que l'industrie serait à deux doigts de s'effondrer. "Aberdeen nous inspire tellement confiance qu'on a installé notre siège à Houston", plaisante un cadre rondouillard. Venus du Texas, les quatre hommes se détendent après une réunion consacrée au "démantèlement" – le mot qui fâche, car il désigne la cessation d'activité des forages. "Ce démantèlement, ça va être énorme, hein ?" Question angoissante qu'Aberdeen devra forcément affronter.

Ici, le pétrole imprègne la vie quotidienne, de l'école française de Total jusqu'à l'aumônerie du pétrole et du gaz, en passant par les massifs de fleurs ornant les ronds-points financés par First Oil et les bars gérés par Garreth Wood, fils de sir Ian Wood, le gardien du pétrole de la mer du Nord [fondateur d'une grande société d'ingénierie pétrolière et conseiller du gouvernement

britannique]. Commerçants, taxis, agents immobiliers, gérants d'hôtel, patrons de bar et de restaurant, tous sont devenus nerveux.

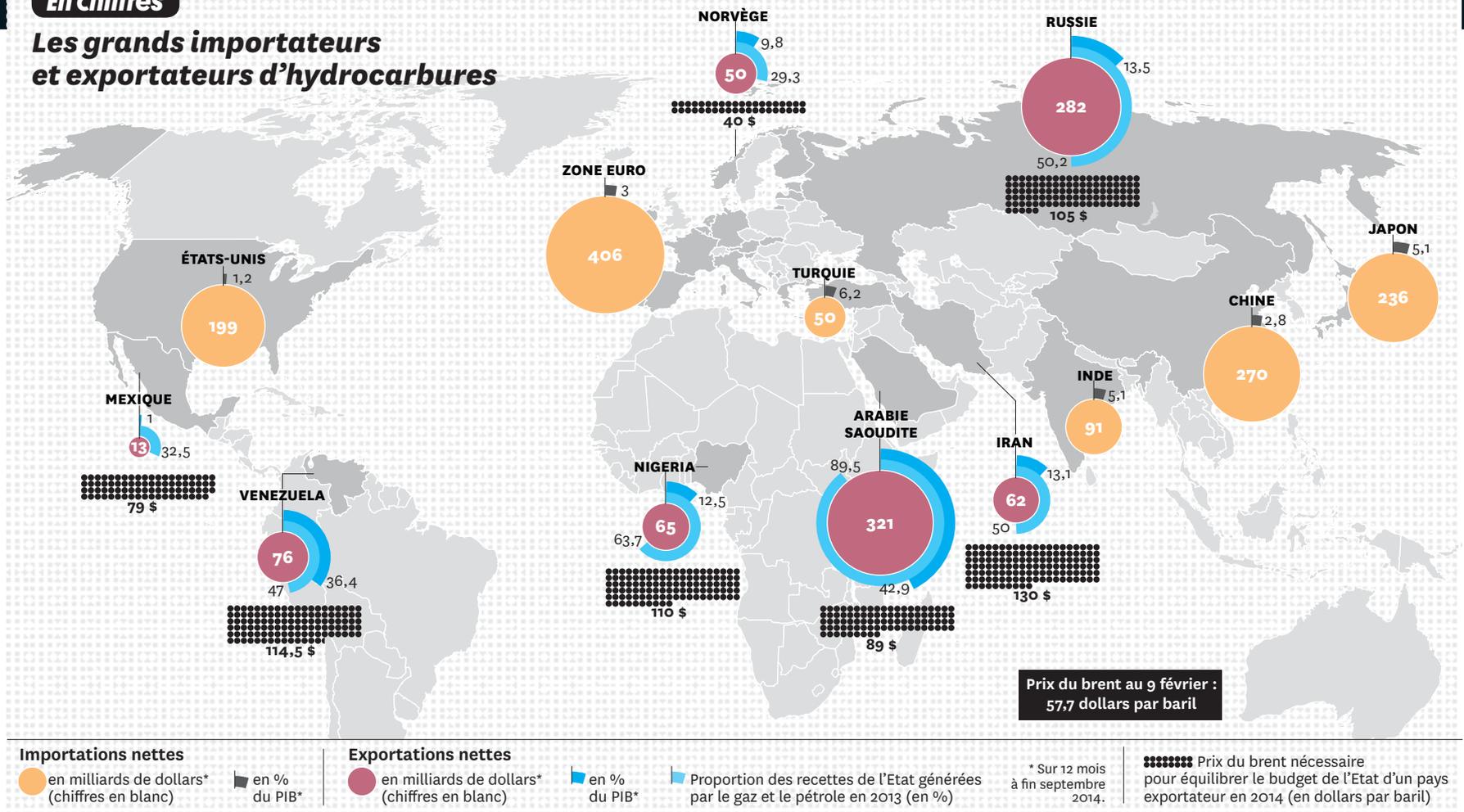
Le lendemain matin, le journal *The Herald* annonce que BP, le baromètre de l'industrie, va supprimer 300 emplois. Ce n'est que le dernier en date d'une série de plans de licenciements. Le syndicat RMT sollicite dans l'urgence une rencontre avec les représentants de l'industrie pétrolière et déclare solennellement : "La crise actuelle risque de provoquer des dégâts à long terme, susceptibles de menacer l'existence même de nos activités offshore."

**Flambée de l'immobilier.** Dans le vieil atelier de Churchill Drilling Tools, derrière le port, des soupapes bleues s'empilent près de la porte. Mike Churchill, le fondateur de cette petite entreprise spécialisée dans la fourniture de matériel aux opérateurs de plateformes, s'attend à enregistrer une baisse de 30 à 40 % de ses commandes au cours des six prochains mois. Il a déjà réduit le nombre d'heures supplémentaires de sa trentaine de salariés à Aberdeen et tente d'accroître son activité à l'étranger. Il y a deux ans, il a ouvert un bureau à Houston. "Le ralentissement que nous subissons ici va accélérer notre expansion internationale, explique-t-il. Désormais nos secteurs de développement seront le Moyen-Orient et l'Asie." Jusqu'à présent, il réalisait près de 80 % de son chiffre d'affaires à Aberdeen ; cette année, ce sera plutôt 50 %.

L'argent du pétrole qui a inondé la ville a fait grimper les salaires et limité le chômage. Entre 2000 et 2012, le nombre d'emplois créé a augmenté de 15 % à Aberdeen et dans le comté,

**En chiffres**

**Les grands importateurs et exportateurs d'hydrocarbures**



contre 8 % dans l'ensemble du pays. Les vendeurs de voitures de luxe se sont multipliés – la région connaît la plus forte concentration de millionnaires du Royaume-Uni. Murray Boyle, responsable des ventes de la concession Mercedes, explique que le niveau des ventes se maintient. *“Mais avant les types remboursaient 800 à 1 000 livres par mois [1 000 à 1 300 euros], aujourd'hui c'est plutôt 500 ou 600 livres.”*

Le pétrole a également fait grimper le prix des logements. Dans le quartier verdoyant de Rubislaw, pas très loin de l'Albyn, les voitures de luxe sont garées derrière les grilles de sécurité qui protègent des maisons dont le prix dépasse le million de livres. Aberdeen est la quatrième ville du Royaume-Uni la plus chère sur le plan de l'immobilier, après Londres, Oxford et Cambridge. Mais depuis trois mois les prix s'essoufflent.

Toutes ces questions ont été débattues par les membres du Scottish Oil Club réunis le même soir à Edimbourg autour d'un jarret de bœuf braisé arrosé de merlot pour écouter Gordon Hughes, professeur d'économie à l'université d'Edimbourg, évoquer *“la volatilité des prix, les décisions en matière d'investissement et l'énergie du futur”*. Selon son collègue John Howell, qui enseigne la géologie du pétrole à l'université d'Aberdeen, un creux prolongé des prix pourrait précipiter la fin du pétrole de la mer du Nord. *“Nous sommes dans une phase bien avancée de la courbe d'écrémage [qui traduit le déclin des gisements]. Tous les fruits à portée de main ont déjà été cueillis.”*

—Alex Ralph  
Publié le 2 février



**LA CHUTE FINALE ?**

*“C'est la plus importante information concernant notre économie globale : depuis 2009, le pétrole n'a jamais été aussi bon marché. Mais combien de temps cela va-t-il durer et jusqu'où les prix descendront-ils ?”* s'interroge le magazine américain **Time** dans son édition du 2 février.

# Trop dépendant de l'or noir

**Le Venezuela est particulièrement affecté par la baisse du prix du pétrole, dont il tire la quasi-totalité de ses revenus. Résultat, il s'enfonce dans la crise.**

—El País Cali

La situation économique et sociale de notre voisin pourrait difficilement être pire. La bombe à retardement enclenchée il y a plus d'un an est sur le point d'exploser. La nourriture a pratiquement disparu des supermarchés, et les rares produits en rayon affichent des prix faramineux. Un repas moyen coûte environ 35 000 pesos colombiens [un peu moins de 13 euros]. Les Vénézuéliens sont désespérés. Ils doivent faire jusqu'à six heures de queue pour acheter du riz, de l'huile ou du café. Certaines familles vont jusqu'à payer des gens pour faire la queue à leur place, d'autres achètent des denrées et les revendent dans l'espoir de se faire un peu d'argent. L'année dernière, les prix alimentaires ont augmenté de plus de 80 %.

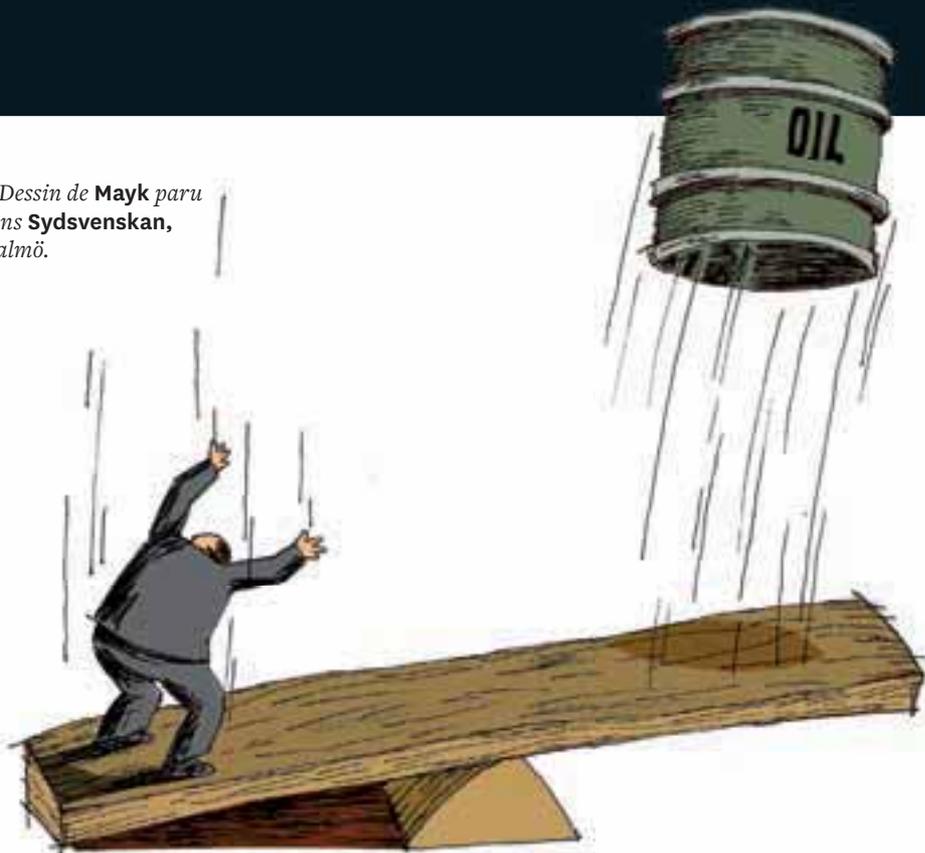
Cette situation catastrophique s'explique par la chute vertigineuse des prix du pétrole et par une gestion économique désastreuse. Le Venezuela produit 3 millions de barils par jour, et 96 % de ses revenus proviennent des exportations pétrolières. Chaque fois que le prix du brut chute de 1 dollar, ce sont 770 millions de dollars [685 millions d'euros] qui ne tombent plus dans les caisses de l'Etat. Selon Bank of America, l'Etat devra trouver 12 milliards de dollars pour boucler son budget 2015.

Le président Nicolás Maduro a fait [en janvier] la tournée des pays producteurs de pétrole pour tenter d'obtenir [en vain] que l'Opep stabilise les prix du brut. Pendant ce temps, le pays s'enfonçait dans la crise. L'agence de notation Moody's a dégradé [le 13 janvier] la note du pays et averti que l'effondrement du prix du baril *“augmentait sensiblement le risque de défaut de paiement”*. *“Au cas où le Venezuela se retrouverait [dans cette situation], les pertes des créanciers seraient supérieures à 50 % des instruments de la dette publique”*, note Moody's tout en ajoutant que la politique du Venezuela reflétait la faiblesse de ses institutions.

En 2014, l'inflation a atteint 64 %. Le pays subit une forte récession, générée en partie par le manque de devises, qui limite les importations de produits de base. Le gouvernement assure que le Venezuela est victime d'une *“guerre économique”* menée par l'opposition et les milieux d'affaires. Mais de nombreux économistes estiment que le modèle chaviste basé sur le contrôle des taux de change et des prix a ruiné le pays et aggravé sa dépendance par rapport à l'or noir.

Publié le 14 janvier

↳ Dessin de Mayk paru dans *Sydsvenskan*, Malmö.



# Russie. Pour une “perestroïka” des marchés pétroliers

La création d'une Bourse où le pétrole serait coté en roubles contribuerait à la stabilisation des cours – et renforcerait la position de Moscou, estime ce magazine russe.

## — *Rossia v Globalnoï Politiki*

(extraits) Moscou

En analysant les causes de la chute des cours du pétrole, nous avons trop souvent tendance à considérer les mécanismes de formation des prix comme immuables. Pourtant, le besoin de réformer le secteur se fait sentir depuis longtemps et il existe des solutions qui permettraient de fixer un prix plus juste pour tous, vendeurs comme acheteurs. La Russie semble la mieux placée pour devenir le centre de ce nouveau marché.

L'idée selon laquelle la réduction de la volatilité des cours serait d'un grand intérêt pour la stabilité et le renforcement de la croissance de la Russie gagne du terrain. La hauteur du prix est moins un problème que sa variation. Il peut même être bas, l'essentiel est qu'il reste stable. Cela ne concerne pas seulement la Russie, mais la grande majorité des pays du globe, qu'ils soient exportateurs nets ou consommateurs d'hydrocarbures.

La formation des prix du pétrole, tant pour l'exportation que sur le marché intérieur, est tributaire des Bourses étrangères, car elle est déterminée en grande partie par les stratégies des spéculateurs sur le “pétrole-papier” [les contrats à terme permettent de parier sur le prix du brut à une date future sans jamais prendre livraison du pétrole

lui-même]. De plus, l'absence quasi totale de transactions en roubles sur les marchés internationaux affaiblit les compagnies pétrolières russes face à leurs concurrentes.

Ainsi, pour que le secteur des hydrocarbures se développe mieux, il apparaît indispensable de changer les règles en vigueur sur les places boursières spécialisées (ICE à Londres et Nymex à New York) et de mettre un frein à l'activité spéculative des négociants de pétrole-papier, par exemple en limitant le recours à l'effet de levier pour les contrats à terme [le dépôt de garantie représente moins de 10 % de la valeur du contrat acheté], mais aussi le rapport entre le volume des positions ouvertes [achat ou vente] et le volume réel de pétrole, le nombre de transactions clôturées par une vente effective, etc. Bien que ces Bourses soient mondialisées, elles dépendent néanmoins des réglementations nationales du Royaume-Uni et des Etats-Unis. Il est donc nécessaire d'inclure tous les Etats acteurs du marché de l'énergie dans l'élaboration des outils de régulation. De fait, la Russie doit user de son influence au plus haut niveau pour défendre la création d'un organe de régulation commun pour le marché mondial des hydrocarbures, afin que toutes les parties soient représentées.

Il est en particulier urgent de créer une plateforme où la vente de pétrole russe pourrait être

## SOURCE



### ROSSIA V GLOBALNOÏ POLITIKÉ

Moscou, Russie

Bimestriel

[www.globalaffairs.ru](http://www.globalaffairs.ru)

Créée en 2002 et conçue comme le double du prestigieux *Foreign Affairs* américain, “La Russie dans la politique globale” est une revue russophone reconnue en matière de relations internationales. Editée par le Fonds de recherches sur la politique mondiale, avec la participation de *Foreign Affairs*, elle ouvre ses colonnes aux experts du monde entier et vise à intégrer les élites politiques et économiques russes dans les grands débats mondiaux. Elle existe aussi en version anglaise.

## A la une



### LE CRÉPUSCULE DE L'OPEP

La chute des prix de l'or noir montre que l'Organisation des pays producteurs de pétrole n'est plus le cartel puissant qui fut créé en 1960 pour faire face à la concurrence de l'URSS, estime l'hebdomadaire moscovite *Vlast*. Ce sont les spéculateurs qui décident de tout, l'Opep n'a plus d'influence sur les prix et ses membres ne respectent même plus leur quota de production.

effectuée en roubles. Son principal défaut potentiel serait l'absence de l'argent “bon marché” des spéculateurs, qui permet aux compagnies pétrolières, grâce aux Bourses occidentales, de réduire considérablement leurs frais. En revanche, la possibilité d'accélérer les arbitrages (par exemple grâce aux décalages horaires) provoquerait naturellement la migration d'une partie importante de la masse financière vers cette nouvelle place en roubles, à condition que l'autorité monétaire russe en garantisse le fonctionnement. Parallèlement, l'Etat devrait réglementer ce marché avec le même niveau d'exigence que pour les Bourses de Londres, Rotterdam ou New York, afin d'éviter les dérives et les spéculations frauduleuses.

**Diversification.** Dans ce contexte, il est primordial que la Russie entame un dialogue soutenu avec l'Opep, l'objectif étant que leur action soit coordonnée afin de stabiliser le marché mondial en réduisant les volumes de pétrole qui arrivent sur ce marché, et en créant les mécanismes juridiques nécessaires à cette stabilisation. Il faut également parvenir à une action coordonnée avec les pays exportateurs indépendants (Kazakhstan, Azerbaïdjan, Norvège, Brésil), tout en prenant des mesures pour diversifier les devises utilisées et créer un “panier de devises” pour renforcer les interconnexions dans le secteur pétrolier. Enfin, il est important d'augmenter les réserves de pétrole et de produits pétroliers afin de prévenir les variations de prix.

Mais l'un des premiers points d'une réforme des mécanismes de formation des prix serait la création d'un marché mondial des contrats à long terme entre producteurs et consommateurs, sur la base de prix stabilisés et réglementés. Les avantages sont clairs : moindre dépendance des fluctuations boursières, disparition des primes spéculatives pour les intermédiaires, et enfin baisse des coûts, tant pour les consommateurs que pour les producteurs.

La Russie pourrait jouer le rôle d'opérateur logistique du marché physique du pétrole. Par sa situation géographique, elle pourrait assurer la circulation du pétrole non plus par voie maritime [tankers], mais terrestre [oléoducs]. Par exemple, le réseau d'oléoducs de Transneft, recevant le pétrole de plusieurs producteurs, pourrait ensuite l'acheminer vers les raffineries d'Asie et d'Europe.

Un autre point important pour un marché énergétique plus juste serait que le cours du brut cesse d'être tributaire du cours du dollar. La cotation du pétrole dans des monnaies alternatives n'est pas rentable aujourd'hui pour les principaux marchés mondiaux, et c'est pourquoi il est nécessaire de créer des plateformes en “pétroeuros” et en “pétroroubles”. Le “pétro-rial” existe déjà à la Bourse internationale iranienne du pétrole de Téhéran, mais, à cause des sanctions économiques imposées à l'Iran et de la dépendance de ce pays aux devises étrangères, il n'est pas opérationnel et n'a même pas d'influence sur le marché intérieur.

Certes, ce projet demande un travail colossal et risque de rencontrer de fortes résistances, mais il faut commencer à y travailler dès aujourd'hui.

— **Saïd Gafourov**

Publié le 30 janvier



**Vu d'Angola**

## Un véritable tsunami économique

● L'Angola, dont l'économie repose sur les hydrocarbures, est durement touché par la baisse du prix du pétrole, ce qui a amené son président, José Eduardo Dos Santos, à prendre rapidement des mesures.

Selon l'hebdomadaire portugais **Expresso** du 21 janvier, il aurait demandé au ministère des Finances de suspendre les remboursements de la dette extérieure et de réduire en urgence le budget de l'Etat pour 2015 de près de 17 %. Les recettes pétrolières représentent 48 % du PIB, 98 % des exportations et 72 % des recettes de l'Etat. Les transferts de capitaux vers l'étranger et l'importation de marchandises ont également été gelés jusqu'à nouvel ordre. Cela concerne notamment les produits agroalimentaires, pour lesquels l'Angola ne produit que 60 % de ses besoins.

D'autre part, selon l'hebdomadaire, "le gouvernement va augmenter les impôts, suspendre temporairement les embauches dans la fonction publique et augmenter le prix des combustibles [le prix du carburant à la pompe a doublé en une semaine]". Le ministère du Pétrole a d'ailleurs annoncé l'imminence de licenciements dans le secteur. De son côté, le **Jornal de Angola** assure que "l'Angola a de quoi vaincre la crise". Ce quotidien proche du gouvernement s'appuie sur un rapport de la Deutsche Bank selon lequel "l'économie angolaise est mieux préparée que lors du choc pétrolier de 2008".

Cela s'expliquerait par "une augmentation solide du PIB, une dette publique modérée, des réserves financières conséquentes et le développement d'autres secteurs de l'économie".

Autre son de cloche dans **Expresso**. Pour le magazine portugais, le pays affronte un véritable "tsunami économique". "Certains analystes craignent que les licenciements massifs à venir et la dangereuse spirale de la criminalité ne génèrent des tensions sociales difficilement contrôlables", conclut-il.

→ Dessin de Boligán paru dans **El Universal**, Mexico.



**Vu d'Algérie**

## Le bas de laine se vide

● "La baisse du prix du pétrole a sonné l'alerte en Algérie", souligne **Maghreb émergent**. Toutefois, l'économie s'en est plutôt bien sortie en 2014 et "réalise presque un miracle, obtenu grâce à une conjugaison de facteurs favorables". Et d'expliquer : "L'Algérie est d'abord un exportateur de gaz, régi par des contrats à long terme. Les prix subissent les fluctuations du marché pétrolier, mais de manière atténuée, avec un décalage important. En outre, pendant que le pétrole baissait, le dollar se raffermissait, notamment face à l'euro. Or, l'Algérie exporte en dollars et importe en euros." Par ailleurs, poursuit le site d'information, la baisse du prix du pétrole, amorcée durant l'été, ne s'est accélérée qu'en fin d'année. "C'est en 2015 que l'Algérie entrera dans le dur."

"Deux ans. C'est la période durant laquelle l'Algérie pourrait maintenir, mais assez difficilement, ses dépenses budgétaires avec un baril entre 40 et 50 dollars", estime pour sa part **Le Soir d'Algérie**. Le budget de l'Etat étant élaboré sur la base de 37 dollars



le baril, le gouvernement dispose d'une petite marge de manœuvre. Des scénarios pessimistes sont toutefois envisagés. Le ministre des Finances, Mohamed Djellab, "a laissé entendre [à la mi-janvier] que les soins ne seront plus gratuits dans les hôpitaux, dans le cadre d'une nouvelle politique pour le financement du service public et de l'allègement de la charge du Trésor", rapporte **El-Watan**. Quant à l'exploitation du gaz de schiste, très contestée par la population dans le sud du pays, elle semble plus que jamais d'actualité. Le Premier ministre Abdelmalek Sellal a affirmé début février que "la question sera tranchée à l'horizon 2020". Il a

également souligné que les forages engagés dans le Sud étaient destinés à évaluer les réserves du pays. "L'Algérie occupe la 4<sup>e</sup> position mondiale en termes de ressources techniquement récupérables", relève **El-Watan**.

**Algérie-Focus** de son côté déplore les années de gaspillage et l'échec de la réindustrialisation du pays. "Qui aurait pu imaginer qu'un jour nos devises, si chères et précieuses, allaient être gaspillées pour importer des produits alimentaires" que le pays sait produire ? Une situation qui témoigne "des dégâts immenses de la mauvaise gouvernance de notre économie".



**Vu d'Iran**

## Au bord de l'asphyxie

● Le pétrole constituant la première source de revenus du pays, le gouvernement du président Hassan Rohani devra faire face à un déficit budgétaire monumental l'année prochaine (qui, selon le calendrier persan, commencera en mars), estime le chef du Centre des affaires internationales iraniennes, Mohammad Reza Sabz Alipour. "L'Etat ne pourra payer que ses employés et ses dépenses courantes mais ne mènera aucun projet militaire, culturel, social, ni aucun projet de construction", avertit l'économiste.

La chute des cours du brut s'est déjà répercutée sur la monnaie iranienne : le 9 février, il fallait 34 000 rials pour acheter 1 dollar, contre 32 360 rials le 23 novembre 2014. La situation est d'autant plus préoccupante que les sanctions internationales visant à dissuader Téhéran de poursuivre son programme nucléaire asphyxient déjà l'économie, explique l'économiste Ali Dadpey dans le quotidien **Jahan-e Sanat**. Pour le site **Iranian Diplomacy**, deux options s'offrent à Téhéran, dans le cadre des négociations avec les membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies (Etats-Unis, Royaume-Uni, France, Chine, Russie), plus l'Allemagne : soit le pays devient plus "flexible" et lâche du lest, soit il fait échouer les pourparlers. "Si les Occidentaux lèvent les sanctions au compte-gouttes, vu la chute des cours du brut, l'Iran n'en tirera pas assez de bénéfices et les négociations échoueront."

# Etats-Unis. Profitons-en tant que ça dure

Le Dakota du Nord a largement bénéficié du boom des huiles de schiste. Mais aujourd'hui certaines villes voient leurs projets bouleversés.

—The Christian Science Monitor  
(extraits) Boston

De Crosby, Dakota du Nord

Une vaste étendue de gravier plantée de réverbères et de bornes de raccordement aux réseaux longe la route au sud de cette ville pétrolière naguère en plein boom. Il y a quelques années, les autorités de Crosby pensaient que les compagnies pétrolières et d'autres entreprises occuperaient cette petite centaine d'hectares. La ville a dépensé 1,7 million de dollars pour ce terrain, auxquels se sont ajoutés 9 millions d'aides de l'Etat du Dakota du Nord. Quelque 300 unités d'habitation devaient sortir de terre dans les champs situés derrière l'artère commerciale. L'ancien maire avait déclaré que cette bourgade de 1 300 habitants s'apprêtait à voir doubler ou tripler sa population.

Aujourd'hui, un seul bâtiment se dresse le long de la route. La nuit, la lueur des réverbères fait scintiller le gravier, illuminant les giclées de neige que les poids lourds projettent de la route voisine. Vers le sud, les terres agricoles s'étendent au loin, animées ici et là par les hochements des chevalets de pompage de pétrole, les flammes des torchères brûlant le gaz et les silhouettes sombres des derricks immobiles.

Ce bout de terrain inutilisé est une image de cette Amérique pour laquelle la chute des

cours du pétrole annonce moins la baisse des prix à la pompe qu'un danger à venir. Il s'agit aussi bien de petites villes isolées comme Crosby que de métropoles comme Houston, où [selon une étude récente] 75 000 personnes pourraient perdre leur emploi [dans les deux prochaines années]. Pendant que le reste du pays se débattait dans la récession, ces bénéficiaires du boom des huiles de schiste ont soutenu l'économie. L'industrie du pétrole et du gaz a créé plus de 100 000 emplois aux Etats-Unis entre 2007 et 2013 – soit une hausse de 40 % des emplois du secteur énergétique et de 1 % du nombre total des emplois américains. Mais, depuis que l'économie nationale a repris pied, la chute des cours du pétrole a commencé à renverser la situation.

Par bien des aspects, Crosby est un indicateur avancé de l'économie américaine de l'énergie. Selon une étude menée par la National Association of Counties, 22 des 65 comtés américains qui, en 2014, s'étaient entièrement remis de la récession se trouvaient dans le Dakota du Nord ou à ses marges. Seul le Texas en comptait un plus grand nombre (24).

L'extraction coûte cher à Crosby car on est à l'extrême limite du riche gisement de Bakken. Si le prix du baril est inférieur à 73 dollars, les producteurs du comté de Divide [dont Crosby est le siège] ne s'y retrouvent pas. Le gisement forme une sorte de bol s'étendant sous le quart nord-ouest du Dakota du Nord : le pétrole est plus abondant au centre, là où le bol est le plus profond. Crosby est perché sur sa glaciale crête septentrionale, à quelques encablures du Canada.

Pour l'instant, le maire, Bert Anderson, est convaincu que les cours vont remonter. Et, même si les forages marquent le pas, Anderson est reconnaissant au boom pétrolier d'avoir

↳ Dessin de Tiounine paru dans Kommersant, Moscou.

## Vu du Canada

### PAS DE PANIQUE

Comme son voisin du Sud, le Canada subit, avec la chute du prix du pétrole, une importante baisse des investissements dans le secteur. Dans un communiqué du 21 janvier évoqué par le *Calgary Herald*, l'Association canadienne des producteurs pétroliers estime que les investissements dans l'exploitation des sables bitumineux de l'Ouest canadien diminueront d'un tiers cette année, passant de "69 milliards de dollars [américains] à 46 milliards [40 milliards d'euros]". Le cinquième producteur de pétrole au monde verra tout de même sa production augmenter en 2015 et 2016. "L'impact de la baisse des investissements sur la production sera probablement plus important en 2017", estiment les experts de l'association.

inversé la courbe du déclin et du dépeuplement de sa ville. Avant, explique-t-il, "Crosby démolissait ses maisons vides". La population diminuait. Aujourd'hui, avec des loyers dignes de San Francisco et une foule de nouveaux logements aux abords de la ville, "nous n'avons plus ce problème". Mais les cours du pétrole sont notoirement imprévisibles. La plupart des analystes jugent improbable que le boom pétrolier américain, fondé sur la fracturation hydraulique du schiste, s'arrête complètement. Mais des prix stagnants à 50 dollars le baril représenteraient un sérieux défi pour les villes dont l'économie repose désormais sur cette activité, à Bakken comme ailleurs.

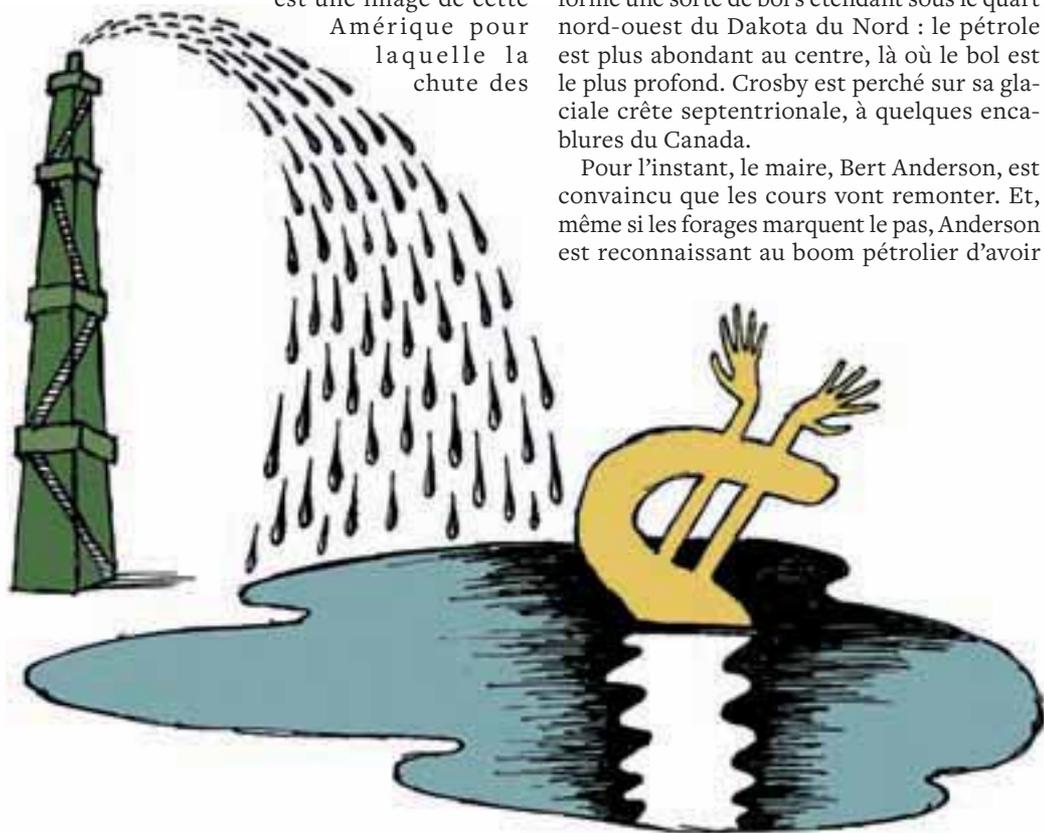
**Licenciements.** Sweetwater, au Texas, est confronté au même genre de problème que Crosby. La ville, qui s'attendait à ce que des travailleurs arrivent en masse sur ses champs de pétrole de schiste, a dépensé près de 50 millions de dollars pour rénover son tribunal, construire un poste de police et moderniser son hôpital. Avec l'effondrement des prix de l'or noir, ces espoirs ne se sont pas concrétisés et elle doit désormais envisager des licenciements et des coupes budgétaires. A Bakersfield, en Californie, la compagnie pétrolière canadienne Ensign Energy Services a déjà licencié 700 personnes.

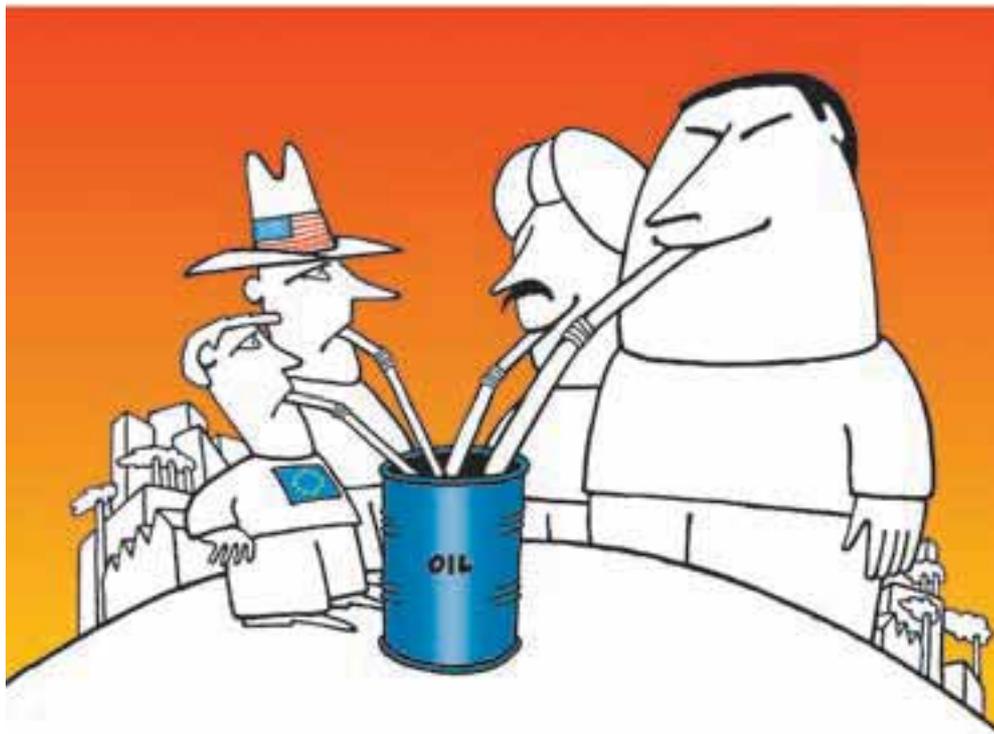
Sur le gisement de Bakken, les producteurs se replient sur des secteurs plus rentables, proches du centre du gisement. "Des endroits comme le comté de McKenzie ou celui de Dunn, où le seuil de rentabilité se situe respectivement à 30 et 29 dollars", explique Alison Ritter, porte-parole du ministère des Ressources minérales du Dakota du Nord.

"C'est comme ça que ça marche dans le pétrole. Tout le monde a déjà vu cette situation se produire à de multiples reprises", déclare Matt Nystuen, un employé qui travaille sur les forages du comté de Divide, avec un accent tout droit sorti du film *Fargo* [dont l'action se déroule dans le Dakota du Nord]. Nystuen avait quitté le lycée depuis trois ans quand la baisse des prix du pétrole, pendant la récession, a donné un coup de frein aux forages. "J'ai vu tous mes amis perdre leur boulot", se souvient-il. Fin décembre 2014, c'était son tour. Il a trouvé un autre travail quelques jours après. Mais il ne pense pas rester longtemps dans le secteur – il se donne encore deux ou trois ans, tout au plus.

Si le boom s'arrêtait, il s'orienterait volontiers vers autre chose. Pour lui comme pour beaucoup de gens à Crosby, la prospérité liée au pétrole est bonne à prendre tant qu'elle dure. Mais le boom a ses revers : criminalité, pollution et explosion des loyers. Surtout, il y a cette impression désagréable que Crosby a perdu son charme de petite bourgade isolée sur la prairie, balayée par les vents, et où personne ne songeait à verrouiller sa porte. Mais ce Crosby-là, de toute façon, était en train de disparaître. Et, tout bien considéré, un boom pétrolier – quelle que soit sa durée – paraît mieux que rien. "Faut en profiter tant que ça rapporte", conclut Nystuen.

—Jared Gilmour  
Publié le 24 janvier





← Dessin d'Arend, Pays-Bas.

# Une aubaine pour l'économie chinoise

Alors que la croissance du pays n'a jamais été aussi faible depuis vingt-cinq ans, la chute des prix du pétrole est clairement bénéfique.

—Zhongguo Jingying Bao (extraits) Pékin

La chute des cours du pétrole, provoquée essentiellement par des facteurs liés à l'offre, présente surtout l'avantage de diminuer les coûts de production de l'industrie chimique. En outre, selon Shen Jianguang, économiste en chef de la maison de courtage Mizuho Securities Asia Limited, elle contribue à réduire le coût des achats pour les entreprises et à accroître l'excédent commercial ; elle diminue le coût des transports et favorise une baisse des prix des produits non alimentaires, et donc un recul de l'inflation. Le tout a un effet très positif sur les bénéfices des entreprises et la consommation des ménages.

“Si les cours du baril se maintiennent à un bas niveau – entre 45 et 50 dollars – en 2015, nous prévoyons une hausse de 5 points de pourcentage des bénéfices des entreprises en Chine”, nous a confié Wang Tao, économiste en chef d'UBS Chine.

“La Banque mondiale estime qu'un plongeon de 10 % des cours du pétrole aurait un impact positif de 0,1 % à 0,2 % sur le PIB chinois, et nous sommes dans l'ensemble d'accord avec ces chiffres. Cela signifie qu'une baisse de 50 % du prix du pétrole pourrait faire gagner au PIB 0,5 à 1 %”, précise de son côté Shen Jianguang.

“L'an dernier, la Chine a importé plus de 300 millions de tonnes de pétrole. Sur la base des cours actuels, il serait possible d'économiser plus de 700 milliards de yuans [plus de 98 milliards d'euros] en 2015 sur l'achat d'une quantité identique de brut. Si l'on intègre les baisses de prix d'autres marchandises, les dépenses ainsi évitées équivalraient à plus de 1 point de PIB”, fait remarquer Song Guoqing, professeur à l'Institut de recherche sur le développement national à l'université de Pékin.

Selon lui, les bénéfices pour la société entraînés par l'amélioration des conditions commerciales compensent largement les pertes engendrées par le ralentissement de la croissance [le PIB a progressé de 7,4 % en 2014, taux le plus bas depuis vingt-cinq ans]. Un taux de croissance plus faible est par ailleurs synonyme de meilleure protection de l'environnement et de moindre fatigue professionnelle. On peut cependant se demander combien de temps pourra durer ce “bonus” lié au bas prix du pétrole.

**Menace déflationniste.** Wang Tao reconnaît lui aussi que cette baisse des cours est favorable à l'économie chinoise, mais il estime qu'elle ne devrait entraîner qu'un accroissement limité du PIB en 2015. “Depuis la publication, début novembre, de nos prévisions concernant le PIB en 2015, le prix de l'or noir a chuté d'environ 40 % sur les marchés internationaux et d'environ 20 % sur le marché national. Une telle baisse devrait faire gagner à la Chine 0,2 à 0,3 point de croissance”, explique-t-il.

De son côté, Ma Jun, économiste en chef du département recherches de la Banque populaire de Chine, estime que, “sur la base d'une prévision

## SOURCE

**ZHONGGUO JINGYING BAO**  
(China Business Journal)  
Pékin, Chine  
Quotidien,  
1,3 million d'ex.  
www.cb.com.cn  
Créé en 1985,  
ce journal est très lu par les gestionnaires d'entreprise. Il édite aussi la version chinoise du magazine britannique The Economist, le Zhongguo Jingjixue Ren, dont le comité éditorial est constitué des économistes de l'Académie des sciences sociales de Chine.

## A la une



## LE PÉTROLE COMME ARME

“Qui gagne, qui perd ?” se demande Handelsblatt, qui titre son dossier du 23 janvier “Le combat pour le prix du pétrole”. Pour le quotidien économique allemand, “contrairement à la période du choc pétrolier de 1973, ce sont surtout les pays producteurs comme la Russie, l'Iran et le Venezuela qui souffrent aujourd'hui de la chute brutale des prix”.

de baisse moyenne annuelle de 10 % des cours du pétrole, on peut s'attendre à une hausse annuelle de l'indice des prix à la consommation inférieure de 0,2 à 0,3 point aux projections. La croissance du PIB réel sur un an pourrait être légèrement meilleure que prévu (d'environ 0,1 point) et l'excédent commercial rapporté au PIB pourrait s'accroître d'environ 0,2 %.”

Quant à l'impact de la baisse du prix du pétrole, Ma Jun souligne qu'il est clairement positif pour l'industrie chimique et l'industrie du transport, relativement neutre pour le raffinage et nettement négatif pour les entreprises en charge de l'extraction.

Cette chute des cours intervenant dans un contexte d'inflation basse, elle ouvre la possibilité d'assouplir la politique monétaire chinoise. Ainsi, selon l'économiste Li Zuojun, “la chute des cours du pétrole sur les marchés internationaux pourrait entraîner celle d'autres matières premières de base telles que le cuivre et le minerai de fer, avec des conséquences sur le niveau général de l'inflation. La Chine ne devrait pas connaître en 2015 de fortes pressions inflationnistes, mais aura plutôt à faire face à des menaces déflationnistes. De ce fait, la chute des cours de l'or noir donne à la Chine une certaine marge de manœuvre en matière d'assouplissement de sa politique monétaire.”

—Tan Zhijuan  
Publié le 2 février

## Vu d'Inde

### Bonne nouvelle pour les automobilistes ?

●●● Le 3 février, en pleine campagne pour les élections locales à Delhi, un scrutin à forte résonance nationale, le gouvernement a annoncé qu'il allait répercuter la baisse du prix du pétrole sur ceux du carburant à la pompe. Le Bharatiya Janata Party (BJP, Parti du peuple indien), formation nationaliste hindoue au pouvoir depuis mai 2014, a même présenté cette mesure comme le signe de la réussite de sa politique économique, sans évoquer la chute mondiale des cours du pétrole. A New Delhi, le **Hindustan Times** insiste sur la dimension électoraliste de cette annonce mais rappelle que cette baisse de prix est la dixième pour l'essence depuis août et la sixième pour le diesel depuis octobre. Les pompistes ont prévu de se mettre en grève courant février pour protester contre les pertes qu'ils essuient. Quant aux entreprises pétrolières indiennes, elles profitent de la situation pour négocier des facilités de paiement avec leurs fournisseurs aux abois, principalement au Moyen-Orient, souligne **Live Mint**. Par ailleurs, selon une étude australienne citée par le **Times of India**, la baisse des prix pourrait entraîner une hausse du nombre d'accidents de la route dans les pays en voie de développement. En Inde, cela pourrait représenter 10 000 morts de plus par an.

# Arabie Saoudite. La paix sociale n'a pas de prix

Quand il s'agit de calmer sa population et de soutenir des régimes amis, le royaume ne regarde pas à la dépense même quand les recettes chutent.

—Al-Monitor (extraits) Washington

**M**algré la chute des revenus pétroliers, le budget saoudien présenté fin décembre fait encore une large part aux dépenses. Ce choix reflète l'inquiétude de la famille royale face aux troubles intérieurs, quatre ans après le "printemps arabe". Des décisions difficiles sont pour le moment ajournées.

Le budget prévoit 229 milliards de dollars de dépenses pour 190 milliards de recettes, soit un déficit d'environ 39 milliards de dollars [34 milliards d'euros]. Les dépenses augmenteront légèrement par rapport à l'année dernière, alors même que la baisse des cours du baril pèse sur les recettes. Le royaume affichera cette année le plus grand déficit de son histoire.

Le ministre des Finances, Ibrahim Al-Assaf, a annoncé que ce déficit serait financé en puisant dans les réserves du royaume, estimées à 750 milliards de dollars [plus de 660 milliards d'euros] au minimum. Le roi Abdallah ben Abdelaziz Al-Saoud [décédé le 23 janvier] avait avalisé cette décision et s'était engagé à maintenir le niveau de production pétrolière à environ 9,6 millions de barils par jour.

Lors de précédentes périodes de baisse des prix du pétrole, le royaume avait réduit ses dépenses. En 1998, par exemple, le roi avait invité ses compatriotes à revoir leur train de vie à la baisse et à admettre que "le temps de l'abondance [était] révolu". En 2009, il avait supprimé des postes de fonctionnaires et taillé dans les projets publics.

**Menace intérieure.** Depuis le début du "printemps arabe", en 2011, la famille royale a au contraire considérablement accru ses dépenses en matière sociale. Les salaires des 2 millions de fonctionnaires ont augmenté de façon directe ou indirecte. Les budgets consacrés à l'éducation et à la santé ont eux aussi progressé. Autant d'efforts pour acheter la paix sociale.

La famille royale a également augmenté les dépenses militaires et de sécurité. En mars 2011, le roi Abdallah avait annoncé la création de 60 000 postes afin d'améliorer la sécurité des installations stratégiques de l'Etat. Les importations d'armes restent importantes, et l'engagement de la Force aérienne royale saoudienne contre l'Etat islamique entraînera une augmentation des coûts opérationnels.

La décision de maintenir les dépenses du pays à un niveau plus élevé que jamais démontre que, selon la famille royale, la principale menace vient

de l'intérieur. Les responsables saoudiens s'inquiètent bien plus du mécontentement populaire que les observateurs étrangers – qui ont généralement une connaissance moins précise de la situation intérieure.

Depuis 2011, les dépenses en direction de l'étranger ont elles aussi augmenté. La générosité de Riyad maintient au pouvoir les monarques à Bahreïn et en Jordanie. En Egypte, le régime militaire est un allié fort coûteux. Le Pakistan bénéficie également des largesses saoudiennes.

La crise au Yémen représente toutefois la menace la plus immédiate. Avec l'arrivée des houthis [chiïtes se réclamant de l'identité religieuse zaydite] dans la capitale, Sanaa, le royaume saoudien se retrouve face à un vieil ennemi, qui occupe désormais une position dominante sur sa frontière sud-ouest. Après avoir coupé les aides au gouvernement zaydite, Riyad doit renforcer son soutien aux sunnites, adversaires des houthis. Il lui faudra peut-être se lancer dans un nouveau conflit frontalier contre l'ennemi houthi. D'après un haut responsable saoudien, en 2014 le royaume aurait consacré 30 milliards de dollars au soutien de ses amis – sans compter le coût des guerres en Syrie et en Irak, où Riyad finance des groupes sunnites.

Grâce à ses vastes réserves financières, le royaume est bien mieux armé que l'Iran pour supporter un lourd déficit. Riyad peut en effet se permettre d'attendre que les prix du pétrole remontent. Pour l'instant, sa priorité est de maîtriser la situation sociale à l'intérieur de ses frontières et de maintenir quelques autocrates au pouvoir à l'étranger.

—Bruce Riedel

Publié le 26 décembre  
2014

→ Dessin de Mayk paru dans *Sydsvenskan*, Malmö.

# Et il ne nous restera que des regrets

Adieu le mirage de l'opulence : la manne pétrolière s'épuise, et avec elle les "villes de sel" finiront par s'effondrer. Car il n'y a pas de plan B.

A la une



**"ADIEU ANGOLA"**

C'est le titre qui barre la une de l'hebdomadaire portugais *Visão*. A cause de la crise du prix du pétrole, "il semble que nous assistions à la fin de l'eldorado angolais" pour les expatriés lusitaniens, commente le magazine.

—Al-Tagreer (extraits) Yémen

**C**omme s'ils étaient courtiers, comme s'ils étaient experts de l'Opep, les simples Saoudiens parlent ces temps-ci du prix du pétrole. Ils sont au courant. Ils ont peur. Or la peur ne les fait pas réagir. Pas plus que depuis cinquante ans. Pas plus que [au début des années 1980] lorsqu'un ingénieur du pétrole, Khaled Al-Nuzha, avait réclamé une juste répartition des richesses. Il est mort sous la torture.

Abderrahman Al-Mounif, romancier, décrivait les ravages que le pétrole fait dans la politique et les sociétés arabes. Il disait que cette richesse archaïque n'allait pas durer, que les villes allaient finir par s'effondrer comme des châteaux de cartes [ou des "villes de sel", titre de son roman le plus connu]. Que ces villes étaient des sortes de tumeurs provoquées par un mauvais usage des ressources dans une modernité dévoyée. Il a été contraint à l'exil, puis il est mort [en 2004].

Mais les "villes de sel" continuent de brasser du béton, de l'ennui et de fausses apparences.

Là-dessus, une génération entière a grandi dans la peur. Personne n'ose demander : "Et puis après, il y aura quoi ?" Le pétrole a irrigué tous les aspects de la vie. A cause de lui, il y a des "villes de sel", des palais princiers plus grands qu'un campus d'université. Il y a pléthore de fonctionnaires qui ne travaillent pas et foule de volontaires pour s'engager dans la Commission pour la promotion de la vertu et la répression du vice ["police religieuse"], toujours prêts à déclarer impies la civilisation et la modernité.

Quelles que soient les causes – volonté de faire trébucher Poutine, piège pour affaiblir l'Iran,





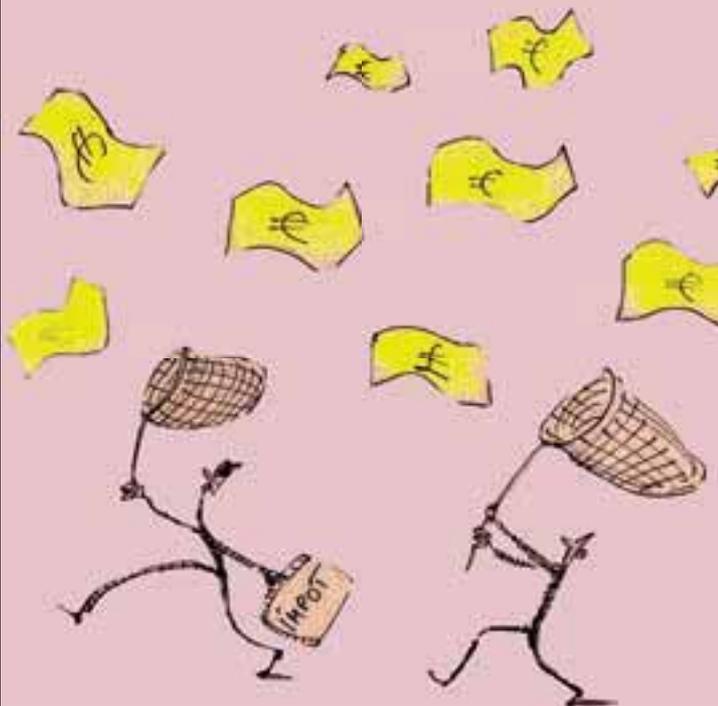
# trans- versales. économie



Sciences ..... 39  
Médias ..... 40  
Signaux ..... 41

## Des impôts certifiés par... une ONG

**Communication.** L'optimisation fiscale ternit l'image des entreprises. A tel point que certaines affichent leurs bonnes pratiques avec le logo de l'association Fair Tax.



—The Times (extraits)  
Londres

En Grande-Bretagne, le système fiscal des sociétés ne fonctionne plus. Rien ne reflète mieux cette panne que le petit gribouillis en forme de cœur que l'on voit apparaître pour vanter les mérites des grandes entreprises britanniques. [Le géant de l'énergie] SSE est la première société du FTSE 100 à avoir utilisé le logo de

l'ONG Fair Tax. Un sceau qui certifie qu'un organe indépendant a vérifié qu'elle payait sa juste part d'impôt et qu'elle publiait la totalité de ses données fiscales.

De prime abord, c'est bizarre. Après tout, c'est au HM Revenue & Customs [HMRC, le fisc britannique] de s'assurer que les grandes entreprises britanniques paient leurs taxes, et non à une petite organisation au budget limité et aux profits modestes. Dans une

✎ Dessin de Balaban,  
Luxembourg.

démocratie douloureusement en manque de revenus fiscaux, on ne devrait pas avoir à agiter un bonbon et une étoile dorée pour que les grandes entreprises cotées en Bourse déclarent les sommes qu'elles paient chaque année au fisc britannique.

Toujours est-il que le public est tellement déçu par le HMRC, ses modalités de déclaration étant si surannées et si opaques, que certaines entreprises se tournent vers une organisation dynamique qui fait campagne en faveur de la transparence fiscale pour garantir qu'elles n'arnaquent pas la société.

**Caution morale.** Go-Ahead, dans le secteur des trains et des autobus, compte parmi ces entreprises qui ont choisi de se faire évaluer par Fair Tax. D'autres attendent de subir l'examen. Certaines, dont les noms n'ont pas été divulgués, se sont fait envoyer promener en douceur : leurs données fiscales ont peu de chances de réussir le test.

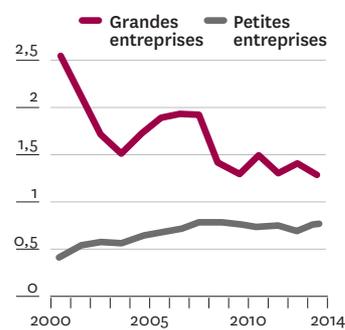
SSE se sert de ce symbole et de nombreux autres gadgets pour redorer son image. Le message est le suivant : on peut bien l'accuser de rechigner à répercuter la baisse des prix de l'énergie sur les factures des particuliers, elle, au moins, elle paie ses taxes, et elle paie toutes ses taxes.

Pour d'autres, ce logo fait plutôt figure de caution morale. Richard Murphy, cofondateur de Fair Tax et responsable de la campagne contre la fraude fiscale, explique qu'une des candidates au logo injecte des millions dans le fonds de pension de son personnel et crée ainsi un déficit artificiel. Ces paiements lui donnent pleinement droit à une réduction d'impôt. Résultat : elle ne devrait pas payer un penny d'impôt sur les sociétés pendant trois ou quatre ans. Ce qui pourrait s'avérer désastreux pour son image publique. L'impôt est en train de devenir le problème le plus toxique pour les entreprises qui réussissent.

Les premiers lecteurs à avoir commenté l'article publié le 28 janvier sur le site du Times à propos des chiffres record d'Apple, qui fait 2 300 dollars [2 000 euros] de profits à la seconde, suggèrent que l'entreprise devrait utiliser son argent pour payer un peu plus d'impôts. L'an passé, Apple n'a versé que 11,4 millions de livres [15,3 millions d'euros] d'impôt sur les sociétés en Grande-Bretagne, alors que ses ventes planaient à 10,5 milliards de livres [14 milliards d'euros].

### Inégalités

Impôt sur les sociétés  
(en % du PIB britannique)



SOURCES : "THE TIMES", HMRC

La banque Barclays, elle, considère désormais que son groupe interne de conseil fiscal – réputé pour avoir conçu une des plus complexes, des plus artificielles et des plus lucratives structures d'évitement fiscal connues – est si nuisible à son image qu'elle l'a fermé. Et [le groupe de conseil] PwC ne peut pas faire comme si de rien n'était quand on l'accuse au Parlement de "vendre de l'évasion fiscale à une échelle industrielle".

L'économie est si mondialisée, les systèmes fiscaux si compliqués et les contribuables si créatifs que payer ses impôts est en partie devenu une question de choix. Les multinationales peuvent choisir où payer leurs coûts, où enregistrer leurs profits théoriques, et donc où payer leurs impôts.

**Un grave péché.** Les directeurs financiers des entreprises, quand ils décidaient de leurs structures fiscales, n'avaient autrefois qu'à considérer les risques et les coûts d'un procès avec les autorités fiscales. Aujourd'hui, ils doivent prendre en considération l'opinion publique et les potentielles répercussions de leur stratégie sur les ventes et la réputation de leur société. Le public vote avec ses pieds. Andy Harrison, le patron de Whitbread, pense que le nombre de clients de sa chaîne de cafés Costa a augmenté aux dépens de Starbucks. Et Andy Street, de [la chaîne de grands magasins] John Lewis, estime que la désinvolture fiscale d'Amazon pousse certains clients jusque sur le site Internet de son groupe.

De tous les péchés que peut commettre une entreprise, l'évasion fiscale est l'un de ceux qui hérissent le plus le public. Une étude réalisée l'année dernière par l'Institute of Business Ethics la place avant la rémunération démesurée

d'un dirigeant ou la corruption. Et, selon une enquête de ComRes, un Britannique interrogé sur trois a déclaré en 2013 boycotter les produits ou services d'au moins une entreprise parce qu'elle ne payait pas suffisamment de taxes au Royaume-Uni.

**Fourberie.** Reprenant l'idée selon laquelle l'opinion publique, et non les comptes publiés, détermine l'addition fiscale que doit payer une entreprise, Starbucks a déclaré qu'elle allait verser – volontairement – 20 millions de livres [27 millions d'euros] au ministère des Finances. La justification : "Les clients ne doivent pas avoir à attendre que nous fassions des profits pour que nous nous acquittions d'un impôt sur les sociétés en Grande-Bretagne." Quelle fourberie ! Personne ne s'attend à ce qu'une entreprise qui enregistre réellement des pertes ait à payer des taxes. Le vrai problème, c'est que les Britanniques ont du mal à croire que Starbucks fasse vraiment des pertes en Grande-Bretagne. Si c'était le cas – après avoir passé dix-sept ans ici et perçu 3 milliards de livres [4 milliards d'euros] de recettes –, Starbucks n'aurait pas manqué de fermer boutique.

Les montants perçus au titre de l'impôt sur les sociétés sont à la baisse. Ils représentent aujourd'hui 2 % du PIB [du Royaume-Uni], contre 3 % il y a quinze ans. Et ce sont les grandes entreprises, pas les petites, qui paient le moins. Mais c'est le problème de tout le monde : l'impôt sur les sociétés représente un revenu important pour l'Etat, avec quelque 35 milliards de livres [47 milliards d'euros] par an, soit près d'un dixième des recettes fiscales. Si cette tendance ne s'inverse pas, il faudra bien augmenter d'autres impôts.

—Patrick Hosking  
Publié le 29 janvier



**SUR NOTRE SITE**  
courrierinternational.com

A lire également : "HSBC, un scandale planétaire". La banque HSBC est impliquée dans une fraude dont le montant s'élève à 180 milliards d'euros. C'est ce que révèle une enquête internationale à laquelle plus de 150 journalistes de 60 pays ont collaboré. Une revue de presse publiée le 9 février, à lire sur notre site Internet.

SCIENCES



# A l'origine de nos peurs

**Biochimie.** L'anxiété et les phobies s'élaborent dans une partie bien précise de notre cerveau. Leur messenger : les molécules Bdnf, dont l'étude permettra peut-être de réguler nos angoisses.



→ Dessin de Reumann, Suisse.

—Corriere della Sera Milan

L'anxiété et la peur se déclenchent via le même interrupteur, au centre du cerveau. Les chercheurs ont fini par trouver où il se trouvait, il s'agit maintenant de comprendre comment le désactiver. Mais seulement quand la peur tourne à la pathologie, quand une panique injustifiée s'empare de nous au point de nous paralyser, quand la terreur de faire quelque chose nous saisit après un traumatisme grave.

La terreur de conduire, de monter dans un ascenseur, de sortir de chez soi, de prendre l'avion... Ces phobies déclenchent des modifications hormonales et physiques susceptibles de tétaniser une personne, de la rendre malade, d'activer des mécanismes de défense injustifiés. Des mécanismes utiles pour anticiper des dangers réels, mais nocifs si les dangers ne sont qu'imaginaires. Dans ces cas bien précis, et dans ces cas seulement, on pourrait éteindre l'interrupteur ou le remettre en position d'équilibre. On pourrait aussi apprendre à le perfectionner, à le rendre presque prédictif du danger. Mais dans tous les cas un tel mécanisme doit être préservé. Après tout, l'anxiété et la peur ont permis aux premiers hommes de survivre.

Notre cerveau mémorise le danger en utilisant nos cinq sens, puis il élabore et

déclenche la contre-attaque. Il nous permet par exemple de déterminer si ce qu'on a pris pour une branche d'arbre est en fait un serpent, si la voiture qui approche risque ou non de nous renverser. Cette "caméra de surveillance" au centre du cerveau, c'est l'amygdale. Le tableau de commande, situé juste à côté, s'appelle le thalamus. Ces deux éléments se trouvent dans une zone du cortex cérébral qui, à mesure qu'on l'étudie, s'apparente de plus en plus à une centrale de commande physiologique et psychoémotionnelle de l'organisme tout entier. Tout cela est imbriqué et c'est toute cette partie-là de notre cerveau qui interprète les données et déclenche des réactions.

Le circuit nerveux responsable des désordres de l'anxiété et des phobies, qui touchent 40 millions d'adultes dans le monde, a été découvert par deux groupes de chercheurs : l'un, dirigé par Bo Li, du Cold Spring Harbor Laboratory (CSHL) de New York ; l'autre, sous l'égide de Gregory Quirk, de l'université de Porto Rico. Leurs équipes

**Le mécanisme de la peur doit être préservé : il a permis la survie des premiers hommes**

ont expliqué le mécanisme dans un article publié [le 19 janvier] dans *Nature*.

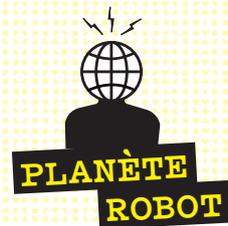
Voici comment cela fonctionne : cette boucle nerveuse joue un rôle clé dans l'organisation de la mémoire des souvenirs traumatiques. Difficile d'imaginer, soulignent les auteurs, qu'une émotion intangible comme la peur soit codifiée à l'intérieur de circuits neuronaux. C'est pourtant le cas : elle est mémorisée et organisée dans une zone spécifique du cerveau.

"Au cours des recherches précédentes, explique Li, nous avons découvert que l'apprentissage de la peur et le souvenir correspondant à cette peur sont gérés par les cellules nerveuses dans l'amygdale centrale." Les scientifiques ont remarqué que l'amygdale centrale était quant à elle gouvernée par un groupe de neurones qui forment le noyau paraventriculaire du thalamus (Pvt), une région du cerveau extrêmement sensible aux stimuli et qui agit comme un capteur de la tension aussi bien physique que psychologique.

**Molécules messagères.** "Ces deux zones sont reliées par des messagers chimiques, des molécules baptisées Bdnf (brain-derived neurotrophic factor) et impliquées dans les désordres de l'anxiété", explique Claudio Mencacci, directeur du département de neurosciences de l'hôpital Fatebenefratelli de Milan. Ce sont donc bien ces molécules qui sont à l'origine de nos peurs. Les Bdnf jouent par ailleurs un rôle important de stimulation dans la naissance de nouveaux neurones et de nouvelles connexions entre nos neurones. Selon Bo Li, elles pourraient vite devenir la cible de nouveaux médicaments pour traiter – ou moduler – l'anxiété et les phobies.

Et, pour la petite histoire, sachez que les Bdnf parlent italien : la toute première molécule de ce type à avoir été découverte, dans les années 1950, est le Ngf (nerve growth factor), le facteur de croissance des nerfs, qui a valu à la neurologue Rita Levi-Montalcini le prix Nobel de médecine en 1986.

—Mario Pappagallo  
Publié le 20 janvier



## Le pouvoir de la pensée !

Ce bras robotique effectue des mouvements dictés directement par le cerveau.

Jan Scheuermann a beau être tétraplégique, elle peut attraper une balle ou un tout petit cube avec son bras robotique. Il lui suffit d'y penser.

Le système qui lui permet d'effectuer ces mouvements complexes a été développé à l'université de Pittsburgh, en Pennsylvanie, rapporte *New Scientist*. Il utilise de petites électrodes implantées dans le cortex de la patiente – exactement dans la région du cerveau responsable de la mobilité de son bras et de sa main gauche. Elles mesurent les impulsions électriques produites par le cerveau et les transmettent à un logiciel capable d'analyser et de cartographier cette activité cérébrale. Les algorithmes mis au point par l'équipe ont ainsi "appris" à associer les "schémas électriques" du cerveau de Jan à des mouvements spécifiques, précise *New Scientist*. Désormais, quand elle "pense" un mouvement, le bras et la main robotiques l'effectuent.

Certes, le système est encore au stade du prototype, mais le répertoire de mouvements appris par la dernière version de l'algorithme est le plus riche jamais élaboré, affirme l'équipe dans un article paru en décembre dans le *Journal of Neurology*. Elle espère parvenir très vite à accroître encore les capacités du système, à la fois dans la gestuelle et la manipulation des objets.—

france culture **C'EST POUR VOUS**

**AFFAIRES ETRANGÈRES**

CHRISTINE OCKRENT ET LES MEILLEURS EXPERTS NOUS RACONTENT LE MONDE

CHAQUE SAMEDI, 12H45-13H30

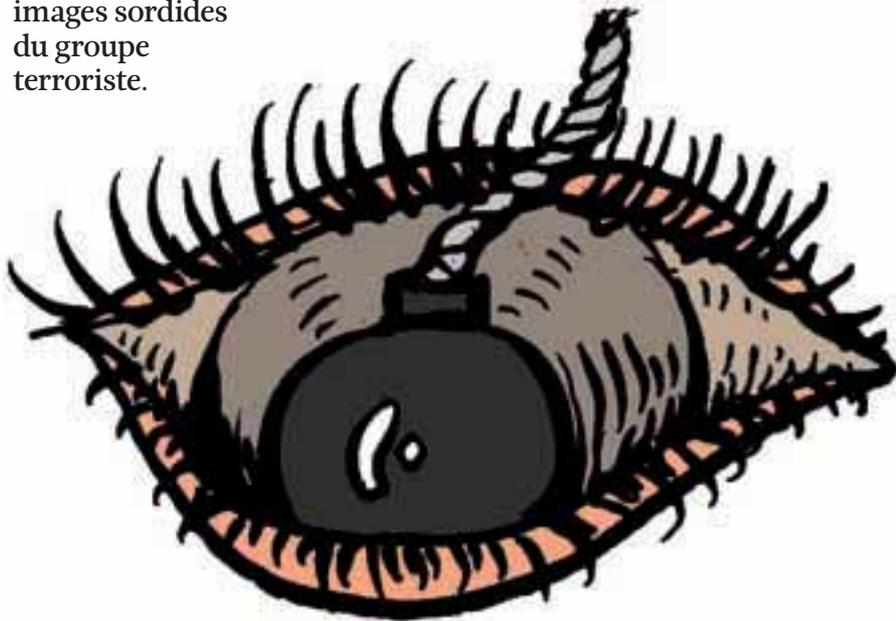
en partenariat avec **Courrier international**

franceculture.fr



# Cessons de faire la com de l'Etat islamique !

**Débat.** Un polémiste britannique, ardent défenseur de la liberté d'expression, appelle ses confrères occidentaux à ne plus diffuser les images sordides du groupe terroriste.



— **Spiked** (extraits) Londres

J'ai une question pour les médias occidentaux : si vous êtes si convaincu que l'Etat islamique est barbare, monstrueux, l'un des pires mouvements de notre histoire récente, pourquoi donc assurez-vous sa com ? Pourquoi diffusez-vous sa propagande, et avec elle la "marque" EI, vous comportant de facto comme autant d'attachés de presse officiels ? Car ne vous y trompez pas. Quand des organes de presse occidentaux étalent en première page les sordides *snuff movies* de l'Etat islamique, assortis d'alléchantes captures d'écran des quelques secondes précédant l'horreur absolue, c'est

précisément ce qu'ils font : c'est presque de la complicité avec les terroristes, et c'est sans conteste les aider à parachever ces actes de terreur en en faisant la publicité auprès d'opinions occidentales sidérées. Le terroriste à lui seul n'a pas les moyens de faire connaître aussi largement ses actes, mais les médias sont là pour interpréter et semer tous azimuts cette terreur qu'il veut jeter dans nos cœurs.

Le 3 février, le groupe Etat islamique a de nouveau publié la vidéo d'une exécution, la pire à ce jour. Nul besoin ici d'en détailler le contenu, puisqu'il vous suffit de prendre n'importe quel journal britannique, n'importe quel journal au monde, d'ailleurs, pour obtenir dès la une

↳ Dessin de Kazanevsky, Ukraine.

de macabres et terrifiantes informations sur ce qu'a fait l'EI et peut-être, en prime, des photos du mort-vivant. Certains journaux publient des images prises quelques millisecondes avant l'horreur, à la façon d'une foire aux monstres digne de l'Angleterre victorienne. Et vous, naturellement, vous vous demandez ce qui s'est passé ensuite, à quel point cela a été atroce – a-t-il hurlé ? s'est-il tordu de douleur ? Le traitement de ces vidéos par les médias est au fond une invite à googliser, à aller chercher le film d'horreur authentique en ligne – car évidemment il y est [la chaîne américaine Fox News est allée jusqu'à publier l'intégralité de la vidéo sur son site]. C'est du racolage moderne : "Approchez, approchez, mesdames et messieurs ! Venez voir ce qu'il advient de l'homme en cage !"

**Pornographie de l'horreur.** Certains organes de presse justifieront le récit éprouvant qu'ils font de la vidéo et l'usage abondant d'extraits par le devoir d'informer, voire de défendre la liberté de la presse. *Spiked* est loin d'être le dernier en la matière, mais je ne peux pas adhérer à ces justifications. Naturellement, l'exécution de ce citoyen jordanien par l'Etat islamique est une information d'intérêt public. Mais la description façon exercice d'écriture de toutes les plaies sur le visage de l'otage ? La représentation image par image, façon Wes Craven [réalisateur de films d'horreur], de l'instant fatal ? Le récit pénible du moindre mouvement de l'agonisant ? Tout cela est-il vraiment nécessaire ? De mon point de vue, pour l'essentiel, la couverture médiatique des pratiques meurtrières perverses de l'EI a moins pour but d'informer que d'aguicher, de provoquer, d'offrir aux lecteurs une pornographie de l'horreur dont ils peuvent jouir tout en gardant la conscience tranquille. Nombre de journaux ressemblent aujourd'hui à ces feuilles de choux bon marché qu'on trouvait à l'époque victorienne, qui prétendaient sensibiliser l'opinion au fléau de la prostitution enfantine en déversant des tombereaux de détails racoleurs sur les outrages infligés à ces enfants : aujourd'hui comme hier, le devoir d'informer sert de prétexte douteux à la publication de contenus voyeurs complaisants.

Et le pire, c'est que c'est précisément ce que cherche l'Etat islamique : qu'on parle aussi loin et aussi fréquemment que possible de ses pratiques volontairement archaïques et ultraviolentes. Et le groupe a

**C'est du racolage moderne : "Approchez, mesdames et messieurs ! Venez voir ce qu'il advient de l'homme en cage !"**

particulièrement besoin de ce genre d'opération de communication aujourd'hui, après la défaite que lui ont infligée les Kurdes à Kobané et étant donné son isolement à Mossoul, qui serait assiégée par des forces irakiennes et étrangères.

**Les médias encouragent l'EI.** Ebranlé, l'EI a besoin de rappeler aux Occidentaux qu'il reste une menace, et quoi de mieux pour cela que de diffuser une vidéo vraiment choquante, sachant que des médias occidentaux assoiffés de gore vont immédiatement s'en emparer ? Certains se demandent pourquoi l'EI réalise des vidéos si atroces. C'est en partie parce que cette organisation est manifestement à des années-lumière de l'univers moral et politique dans lequel évoluent la plupart des groupes politiques, même les plus violents. Mais c'est aussi parce qu'il sait que ses vidéos vont faire réagir, qu'elles vont générer des "pages vues", susciter l'obsession des médias occidentaux. Il est donc vraisemblable que la presse occidentale encourage l'EI à continuer ses exécutions filmées.

Nos sociétés occidentales apeurées amplifient les actes de terrorisme en réagissant de façon excessive au terrorisme. On l'a vu ces dix dernières années, les acteurs politiques ont réagi aux attentats islamistes dans les grandes villes occidentales : ils ont réécrit les lois, restreint les libertés et instauré une culture de la peur. Le retentissement du terrorisme est très souvent déterminé.

Au bout du compte, ce sont les ressources morales (ou leur absence) d'une société prise pour cible qui déterminent si le terrorisme aura un retentissement sanglant mais temporaire ou un retentissement durable sur les plans politique, juridique et moral. Et aujourd'hui encore face à l'Etat islamique : si "John le djihadiste" et ses acolytes hantent nos cauchemars, c'est à cause de ce que les médias ont fait d'eux, c'est parce que nos sociétés elles-mêmes ont érigé en monstres ces meurtriers pathétiques.

— **Brendan O'Neill**  
Publié le 4 février

**Actuelles**

**Le samedi à 13h10**

Virginie Herz présente le magazine de celles et ceux qui font bouger un monde encore largement dominé par les hommes.

Chaque semaine, retrouvez l'actualité des femmes dans le monde avec Courrier international

**LIBERTÉ · ÉGALITÉ · ACTUALITÉ**



Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

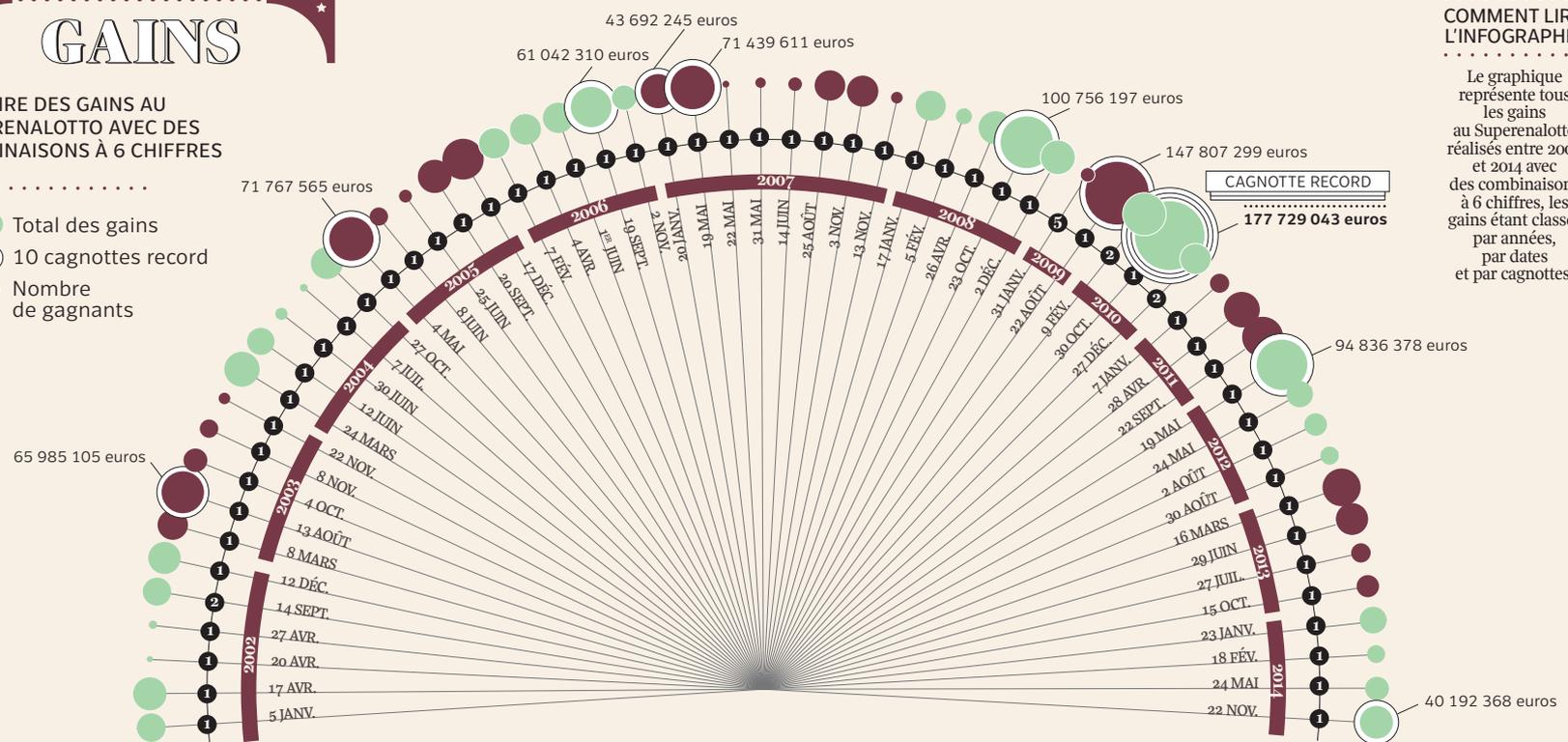
# Tous les perdants ont tenté leur chance

Logiquement, la probabilité de gagner au Super Loto italien est faible. Mais, vu le nombre de joueurs, on trouve toujours des vainqueurs.

## GAINS

HISTOIRE DES GAINS AU SUPERENALOTTO AVEC DES COMBINAISONS À 6 CHIFFRES

- Total des gains
- 10 cagnottes record
- Nombre de gagnants

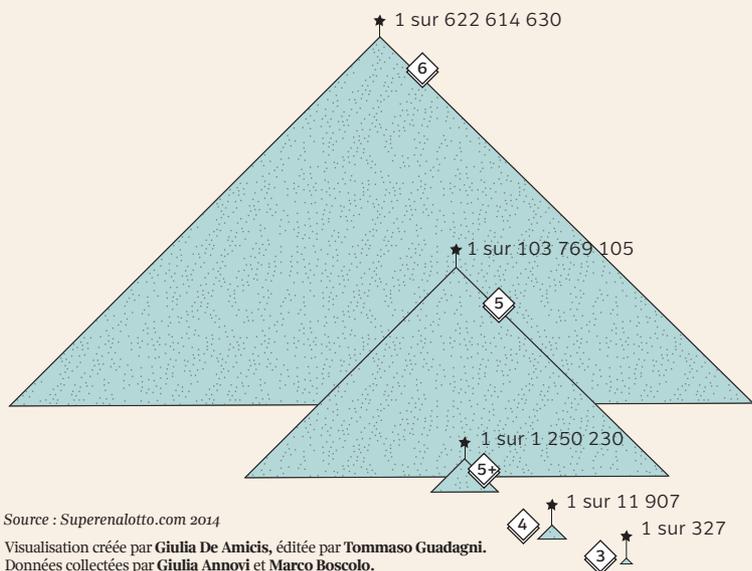


### COMMENT LIRE L'INFOGRAPHIE

Le graphique représente tous les gains au Superenalotto réalisés entre 2002 et 2014 avec des combinaisons à 6 chiffres, les gains étant classés par années, par dates et par cagnottes.

## PROBABILITÉS

Les probabilités de remporter la cagnotte avec une seule combinaison sont représentées en fonction du nombre de chiffres de la combinaison.

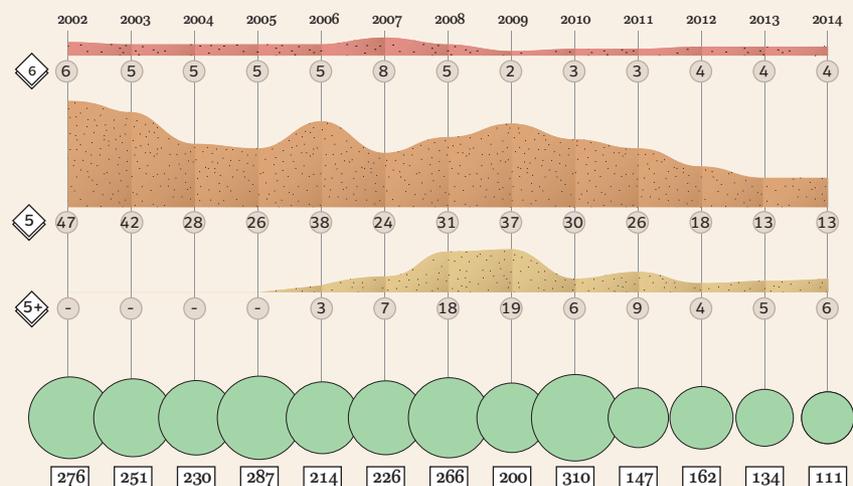


Source : Superenalotto.com 2014

Visualisation créée par Giulia De Amicis, éditée par Tommaso Guadagni. Données collectées par Giulia Annovi et Marco Boscolo.

## COMBINAISONS

- Nombre de chiffres de la combinaison
- Total des gains par an (en millions d'euros)
- Nombre de tirages ayant donné lieu à des gains



### La source



**LA LETTURA.** Ce supplément du *Corriere della Sera* publie chaque dimanche une infographie originale. Celle-ci est consacrée aux chances de gagner le gros lot au Superenalotto, l'équivalent italien du Super Loto. Les statistiques montrent

que les chances de trouver la bonne combinaison (1 sur 622 millions) sont beaucoup plus faibles que celles de se faire heurter par l'astéroïde Apophis (1 sur 45 000), dont la trajectoire croise régulièrement l'orbite terrestre.

## 360



## MAGAZINE

LA PETITE CORÉE DE BUENOS AIRES • VOYAGE ..... 46  
 TUMBLR, RÉSEAU CONTESTATAIRE • TENDANCES ..... 48  
 FACE AUX FÉROCES GUERRIERS À PLUMES • HISTOIRE . 50

# A la recherche de John Updike

Pendant deux ans et demi, un inconnu a fouillé dans les poubelles du célèbre écrivain américain. Paul Moran a ainsi accumulé quantité d'objets personnels qu'il expose aujourd'hui en ligne. Il justifie son entreprise en racontant comment elle lui a sauvé la vie.

—Texas Monthly [extraits] Austin



↑ Invitation à une tendre pause-café.



↑ Au revers d'une invitation à la Maison-Blanche, un autographe à Paul Moran. Photos Nick Cabrera

*“Ma vie est, en un sens, un déchet, ma vie n'est que ce dont le résidu est mon écriture.”*

John Updike, *Paris Review*, 1966

**D**u temps où j'habitais à Salem, dans le Massachusetts, il m'est arrivé de croiser John Updike. A l'automne 2007, j'ai eu très envie de le rencontrer. Une amie commune appelée Prunella m'a proposé de me faciliter les choses. Elle m'a invité à un concert à l'église épiscopale Saint John de Beverly Farms, dont il était membre. Elle savait qu'il serait là.

Une des amies de Pru, qui fréquentait également l'église, m'a raconté un jour qu'elle n'osait pas communier à proximité d'Updike, de peur de devenir un dommage collatéral quand la foudre tomberait. Updike était assis tout seul, à quelques rangées de l'endroit où j'étais à l'affût. J'ai quitté les lieux avant la fin du concert et me suis posté pour, tel un renard, attendre mon lapin. Il est sorti quelques minutes plus tard et, à ma grande surprise, s'est dirigé vers moi. Il s'est arrêté pour me saluer. Nous étions plantés là, mal à l'aise, dans l'air frais de l'automne, comme d'anciens fumeurs dont la conversation aurait pu avoir été allumée par le rituel social commun que constitue la cigarette. Ce fut la seule fois où j'eus l'occasion de le rencontrer. Quelques mois plus tard, on lui diagnostiquait un cancer du poumon.

J'avais apporté quelque chose à lui faire signer et il s'est exécuté aimablement. Je pensais que ce pouvait être une bonne occasion d'avertir l'hôte de la présence d'un parasite. J'étais venu à l'église parce que j'avais quelque chose à confesser. Je lui ai tendu une carte, face vierge en évidence. J'avais lu quelque part qu'il avait l'habitude de refuser tout ce qu'on lui demandait de signer. Il avait commencé dans les années 1960, quand des gens avaient essayé de lui faire signer des pétitions politiques à son insu. J'espérais qu'il retournerait la carte, ce qui me permettrait de lui révéler ce qu'il fallait qu'il sache. Il n'a pas semblé remarquer le sceau gravé sur lequel il avait le bout des doigts et a écrit : *“A Paul, salutations, John Updike.”* Il venait de signer une invitation à la Maison-Blanche qu'il avait reçue des années auparavant. Ce n'était là que l'une des milliers de pièces de ce qui était devenu ma collection de ses objets personnels.

*“Jacques le suit, excité comme quand il se sent sur le point d'acquérir un livre longtemps désiré, un manuscrit rare, quelque chose en somme qui possède ce mystère latent qu'ont les objets des autres quand ils les ont aimés et leur ont ainsi donné de la valeur. Se les approprier, c'est peut-être conserver une étincelle de cet amour, de ce désir, et se sentir satisfait ; mais il y a davantage : le sentiment qui anime Jacques n'est pas celui du collectionneur, c'est plutôt celui du sauveur.”*

Lorenza Foschini, *Le Manteau de Proust*, traduit de l'italien par Benoît Puttemans, éd. Portaparole, 2008

Mon histoire commence en 2006, par une belle journée de printemps en Nouvelle-Angleterre. Je me rends à Singing Beach, à Manchester, sur mon vélo de randonnée vert. Je fais ce chemin presque chaque jour dans l'espoir de briser ma spirale descendante. Je me suis remis à boire. L'alcool a jadis soulagé ma dépression ; il faut juste que je navigue avec mon gouvernail tordu jusqu'à la côte des 5 heures de l'après-midi. Cinq heures quelque part. Et pas plus.

Alors que je roule sur cette route bordée de maisons coloniales, je remarque John Updike qui sort ses ordures. Il a deux sacs-poubelle pleins, fermés par un lien bleu. Ces sacs à lien bleu, je l'apprends par la suite, distinguent ses ordures de celles des autres personnes du lotissement. Tous ses voisins utilisent des sacs à lien rouge ou jaune. Au retour, plus tard dans la journée, je vais à la poubelle à papier pour voir si je peux piquer un exemplaire du *New Yorker* avec l'adresse d'Updike dessus comme souvenir, et je constate avec plaisir que oui.

A côté de la poubelle, dans un sac ouvert, il y a toute une série de reliures de cuir colorées. Il s'agit de diplômes honoris causa. Il y en a quatorze, tous au nom d'Updike. Je peux à peine en croire ma chance.

*“A côté de la toile, éparpillés sur le sol, il reconnaît aux initiales argentées le nécessaire de toilette en ébène ou ce qu'il reste de ces objets, précieux et en même temps usuels.”*

Lorenza Foschini, *Le Manteau de Proust*

SOURCE



**TEXAS MONTHLY**

Austin, États-Unis

Mensuel, 300 000 ex.

[www.texasmonthly.com](http://www.texasmonthly.com)

Fondé en 1973, le titre couvre l'actualité du Texas avec

la conviction que cet Etat reste un endroit distinct au sein de la fédération américaine. Il jouit d'une réputation de sérieux et pratique un journalisme de qualité.



↑ Photo de famille. Le magazine *Life* en publiera une similaire, le sourire de John Updike en plus.



↑ Lunettes de lecture, couvertes de pellicules de psoriasis.



↑ Benzodiazépine, antibiotiques, compléments alimentaires.

Je profite de ce trésor pour me faire du fric. Je vends dix des diplômes à Thom, un libraire de Marblehead. Il m'en donne 1 000 dollars. Je passe du whisky bas de gamme au scotch pur malt.

Quelques jours plus tard, je tombe à la renverse en lisant un article paru à la une du *Boston Globe* [un quotidien de Nouvelle-Angleterre] : "Les diplômés honoris causa de John Updike sont à vendre." L'auteur se demande pourquoi John Updike veut s'en débarrasser et si ces récompenses sont en train de perdre de leur prestige. Updike écrit au journal qu'il n'a pas eu l'intention de manquer de respect à ces diplômés. J'ai peur que cet article ne tue toute possibilité d'autres trouvailles à l'avenir.

"Je songeai à John Updike. Quand il mourra, quelqu'un ira sans doute fouiller chez lui à la recherche d'objets à vendre. Il y avait peu de chances que ses enfants, s'il en avait, vendent son coupe-ongles, ses slippers ou son baume à lèvres, mais peut-être ses cousins. Ses neveux et nièces vendraient sans hésiter ses stylos, calepins et marque-pages. Sûrement d'autres choses aussi.

John Updike, auteur américain légendaire. A vendre : coussin en toile bleue. Coussin pour chaise de bureau utilisé quotidiennement par le célèbre écrivain. Creux caractéristiques correspondant à son anatomie. Condition : 'Bien utilisé.' Coussin fabriqué aux alentours de 1940, vraisemblablement par Sears, Roebuck & Co. Authentique témoin de la culture

américaine, patrimoine personnel de l'un des auteurs les plus connus et les plus lus du pays. Véritable pièce de collection, objet unique. Enchère minimale : 3 500 \$.

Voilà ce qui arrive quand on meurt : les vautours débarquent. Parfois même plus tôt."

**Augusten Burroughs**, "Il faut tuer John Updike", nouvelle extraite du recueil *Effets secondaires probables*, 2006, traduit de l'anglais par Samuel Sfez, éd. Héroïse d'Ormesson, 2012

**M**algré cette publicité indésirable, je retourne sur les lieux le mercredi suivant. Il le faut. Juste au cas où. Je m'approche avec une certaine appréhension. Et si la police des ordures se cachait derrière les buissons ? J'ouvre un des sacs à lien bleu et constate avec stupéfaction qu'il contient des milliers de diapositives Kodak. Je fourre les sacs dans ma Honda Civic et me réfugie dans un endroit isolé. Armé de gants en latex et de désinfectant pour les mains, j'explore le contenu, tel un gamin devant un bas de Noël en plastique noir. Mes mains tremblent d'excitation, comme si j'étais en état de manque. Je suis désormais en possession de la vie de John Updike en Kodachrome. J'achète un appareil pour transférer les diapos sur mon ordinateur. Je passe des semaines à contempler les images. On y voit John Updike à une fête, à un défilé, devant les pyramides d'Égypte, dans une mosquée, à la

plage, dans un musée, avec les écrivains Kurt Vonnegut [1922-2007] ou Joyce Carol Oates [née en 1938], etc. Nombre de ces photographies sont magnifiques.

Je commence à ressentir moins de honte et davantage l'impression d'avoir trouvé mon destin. Le fait que *The Boston Globe* ait alerté Updike au sujet de mes activités atténue la gravité de mon péché. C'est maintenant à lui de détruire ce qu'il ne veut pas voir apparaître sur eBay. J'organise autant que possible mon emploi du temps autour de mes pèlerinages du mercredi midi. Dans le même temps, j'ai la désagréable impression que je dois maintenant faire cela jusqu'à ce que l'un d'entre nous meure. Je crains que mes expéditions ne deviennent une autre addiction.

"Jacques est tellement ému que des larmes jaillissent en abondance sur son visage. Il pense que le destin le récompense de ses efforts et de ses recherches."

**Lorenza Foschini**, *Le Manteau de Proust*

Peu importe la façon dont je présente les choses, j'ai l'impression que ce que je fais est mal. Je suis en train de commettre un péché capital, je convoite les ordures de mon prochain. Il faut que j'arrête. Mais ne pas y aller me plonge dans la plus grande détresse. Je me demande ce que je rate.

M<sup>me</sup> Updike me prend sur le fait à au moins deux reprises. Elle me regarde pendant un moment, avant de



↑ Illustration pour la couverture de *The Lampoon*, une publication étudiante de Harvard. Updike est diplômé de cette université.



↑ L'écrivain revisite en photo les lieux de son enfance. Photos Nick Cabrera



↑ Les habits plus très neufs du romancier.

poursuivre son chemin. D'après Leslie Morris, la conservatrice des archives "officielles" John Updike de la bibliothèque Houghton [à Harvard], citée par *The Atlantic*, Updike était au courant de mes activités, il avait "pris des mesures pour qu'on ne fouille pas dans ses ordures" et les Updike étaient "plutôt horrifiés par cette idée". Elle a déclaré par la suite ne pas se souvenir avoir tenu ces propos. Tout ce que je sais, c'est que je vais là-bas pratiquement tous les mercredis pendant deux ans et demi et que les Updike ne se manifestent pas. Ils n'envoient pas non plus quelqu'un me dire quelque chose de leur part.

J'ai fait l'objet de vives critiques, à juste titre, pour mes actions et je ne demande pas votre approbation, cher lecteur. Mais posez-vous la question : que feriez-vous si vous trouviez des esquisses de Warhol dans une poubelle ? Ou de Picasso ? Respecteriez-vous le souhait d'un artiste caractériel et les laisseriez-vous partir à la décharge ? Je savais que des institutions prestigieuses finiraien par les réclamer à cor et à cri malgré leur provenance répugnante.

Peu importe les sentiments conflictuels qui m'agitent à propos de la façon dont je me procure ces objets, j'ai foi en leur valeur intrinsèque. J'ai été élevé dans la religion catholique et on m'a enseigné que l'hostie, cette gaufrette sèche et fade, contient la divinité. Ce genre de croyance ne peut qu'inciter une personne à trouver que le simple fait que nous existons est très improbable – et magique. C'est le thème central de l'œuvre d'Updike, "donner à l'ordinaire ce qui lui est merveilleusement dû". Et donc, alors que ces objets précieux continuent à me tomber dessus, j'étends mes mains moites et tremblantes pour les recevoir.

"Le pape François a avoué jeudi qu'il avait pris le crucifix de son défunt confesseur dans son cercueil et le portait dans un petit sac de toile sous sa soutane... 'Le voleur qui se trouve en chacun de nous a pris le dessus et, pendant que j'arrangeais les fleurs, j'ai pris la croix et l'ai enlevée avec juste un peu de force', a-t-il déclaré en montrant avec ses mains comment il avait arraché la croix du chapelet. 'Et à ce moment, je l'ai regardé et je lui ai dit : Donne-moi la moitié de ta miséricorde...'"

NBC News, 6 mars 2014

Je regarde ma collection croître et se transformer en inventaire biographique. Une capsule témoin. Un *Kama-sutra* avec les photographies pâlies de deux femmes différentes en guise de marque-page. Des lettres d'amour secrètes, écrites sur un rouleau microscopique et adressées à George Hoyer (Hoyer était le deuxième prénom d'Updike) à une boîte postale de Georgetown (George de Georgetown, vous pigez ?). Il y a aussi ses mocassins LL Bean, des lettres de l'actrice Doris Day, des disquettes, son coupe-fil de presse des Nations unies, un chapelet, une paire de shorts à carreaux roses. Il y a les livres de son ami Edward Hoagland, qui contiennent plus de notes marginales d'Updike que tous les autres livres que je trouve.

Voyons les choses en face : j'espère, secrètement et peut-être égoïstement, que l'alchimie d'Updike transformera le voutour que je suis en phénix culturel. Et quand Updike, un mercredi, jette une épreuve de *The Thing Itself*, de Richard Todd, j'y vois le signe que j'avais raison. Ce merveilleux petit livre [non traduit en français] est une série de méditations sur l'art, les reliques et leur valeur. Pour l'auteur, c'est l'histoire d'un objet qui détermine sa valeur.

"Le Pacifique ouest, par exemple, connaît le concept de Kula, qui fait référence au fait que les objets accumulent de la valeur en fonction de la personne qui les possède. Les objets eux-mêmes sont en général des collections de coquillages qui ne présentent pas ou peu de valeur intrinsèque jusqu'à ce qu'ils passent de chef en chef et acquièrent alors l'éclat de la provenance."

Richard Todd, *The Thing Itself: On the Search of Authenticity*, 2009

Je décide donc que je vais transformer les ordures en œuvres d'art. C'est ainsi que commence mon U-sée en ligne, The Other John Updike Archive [les autres archives John Updike], qui présente nombre de mes trouvailles illicites. Le thème central de ce blog, c'est qu'à l'heure où l'intérêt du public pour l'art est en déclin, la relique acquiert de l'importance.

Pendant l'été 2008, je trouve des versions papier de courriels déclarant qu'Updike passe des analyses

pour suspicion de pneumonie. Ils sont suivis par des explications privées sur les traitements possibles pour un cancer du poumon. Je garde ces informations pour moi et prie pour Updike.

Alors que je suis en train d'organiser mes archives, je lis dans le journal que John Updike est mort dans un centre de soins palliatifs de Danvers, dans le Massachusetts. J'éprouve un sentiment de deuil mais aussi du soulagement. Je peux enfin clore ce chapitre de ma vie.

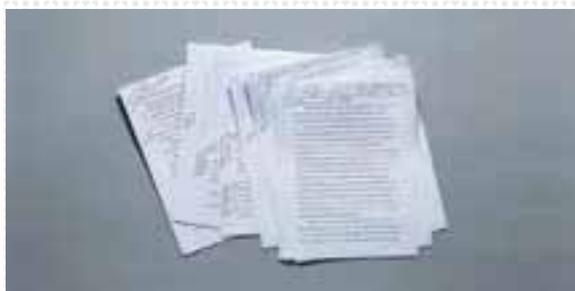
La plupart de ce que les gens savent d'Updike provient de ses livres. Il s'y est mis en scène et a sans pitié mis en scène ceux qu'il connaissait, mais il était également timide et réservé. Il dévoilait un petit bout de jambe et se dissimulait juste après. La plupart de ce que je sais d'Updike vient de ce qu'il jugeait indigne de figurer dans ses archives officielles. Je l'ai trouvé dans ses lettres d'amour, celles qu'il a écrites jeune homme et celles qu'on lui a adressées lorsqu'il était adulte. Je l'ai trouvé dans les choses qui demeurent trop personnelles pour que je les partage.

Plusieurs années après sa mort, quand je fouille mes bacs de matériel, j'ai l'impression qu'il est présent. Il est là, dans la transcription d'une de ses apparitions télévisées, un homme d'une éloquence rare qui pouvait bégayer comme un écolier. Il est là, qui écrit comme un voyeur sur la chair alors que j'ai trouvé les seringues avec lesquelles il se faisait régulièrement des injections pour contrôler son psoriasis humiliant. Il se qualifiait lui-même de "prude" mais pouvait dans ses corrections utiliser la version préféminisme du mot *cunt* [chatte, salope ou connard] comme un voyou anglais. Il y a ses lettres d'amour secrètes qui célèbrent le frisson de la trahison sexuelle d'une façon qui rappelle les propos de Hannah Arendt sur la banalité du mal. Il y a cette lettre dans laquelle il raconte avoir irrité sa mère avec une description peu flatteuse d'elle.

A un moment, alors que je récupère toutes ces choses, je commence à me rétablir. Ma mère, avec qui je vis et dont je m'occupe à ce moment-là, s'éteint. J'arrête de



↑ Les dangers de la célébrité : un détenu de la prison de San Quentin, nommé Updike, a revendiqué un lien de paternité avec l'écrivain. Celui-ci conteste.



↑ Manuscrit annoté par Mary Updike. Elle critique la façon dont son époux met en scène certaines personnes de leur entourage.



↑ John Updike en photographe, avec son appareil Nikon.

boire autant. Je tombe amoureux et me marie pour la première fois. Ma femme – qui soit dit en passant porte le même nom que la première épouse d'Updike – et moi nous installons au Texas et lançons notre petite entreprise, Maui Wowee Shave Ice. Je continue à cataloguer en ligne mes trouvailles et mes méditations me donnent un but et m'apportent un soulagement.

Je ne peux m'empêcher de penser qu'en récupérant les affaires d'Updike j'ai aussi récolté une partie de sa chance. Peut-être que les bactéries qui se sont collées sur moi portaient les germes de la magie de John Updike. Telle est donc l'histoire de ce croisement improbable de deux destinées : l'une, une vie apparemment agréable pleine de réalisation, de talent et d'acclamation, l'autre, la triste histoire de quelqu'un qui a perdu le cap. Quand les ténèbres font leur réapparition, comme ça finit toujours par arriver, je reviens souvent à un bout de papier jaunissant qu'Updike a jeté et qui porte une citation de Fra Giovanni [da Fiesole, dit Fra Angelico], un moine du XV<sup>e</sup> siècle. Le bout de papier est tout petit mais il a sur moi un grand effet : "Il n'y a rien de ce que je pourrais vous donner que vous ne possédiez déjà, mais il y a beaucoup de choses que je ne puis donner et que vous pouvez prendre. Le Ciel ne peut descendre jusqu'à nous, à moins que notre cœur n'y trouve aujourd'hui même son repos. Prenez le Ciel. Il n'est point de paix dans l'avenir qui ne soit cachée dans ce court moment présent. Prenez la paix. L'obscurité du monde n'est qu'une ombre. Derrière et cependant à notre portée se trouve la joie. Il y a dans cette obscurité une splendeur et une joie ineffables si nous pouvions seulement les voir. Et pour voir vous n'avez qu'à regarder." —Paul Moran →

Publié le 22 novembre 2014  
Republié avec l'autorisation  
du Texas Monthly



### En savoir plus

#### JOHN UPDIKE

Romancier, nouvelliste, poète et *critic at large* (tout terrain) au *New Yorker*, John Updike (1932-2009) compte parmi les plus grands écrivains américains du XX<sup>e</sup> siècle. Installé dans le Massachusetts à partir de 1957, il s'est imposé comme le chroniqueur de l'Amérique blanche des classes moyennes, de la Bible Belt au New Jersey – le peintre implacable de ces petites villes bourgeoises et protestantes, apparemment sans histoire, mais dont les habitants sont traversés de doutes existentiels. Le sexe et la religion occupent une place centrale dans son œuvre. Il est entre autres connu pour les aventures de Harry "Rabbit" Angstrom, publiées sur trois décennies (en français aux éditions Gallimard).

*Rabbit est riche* (1981) et *Rabbit en paix* (1990), les troisième et quatrième volets de cette saga, lui ont valu de remporter à deux reprises le prix Pulitzer de littérature.

#### LES AUTRES ARCHIVES

En août 2014, *The Atlantic* a été le premier à consacrer un article à Paul Moran et aux archives que cet ancien habitant de Salem, dans le Massachusetts, a accumulées au fil des ans en fouillant les poubelles de John Updike. L'existence de cette collection pirate, rassemblée en toute

légalité (aux Etats-Unis comme en France, les déchets n'appartiennent à personne), "soulève des questions fondamentales sur la célébrité, la vie privée et sur ce qui, en fin de compte, peut déterminer la valeur et l'étendue de l'héritage d'un artiste", constate le mensuel américain.

Cette collection fait en effet concurrence aux archives officielles détenues par une bibliothèque de Harvard et ébranle la personnalité publique que l'écrivain s'était évertué à se construire de son vivant. *The Atlantic* souligne toutefois au passage l'ambiguïté de la situation : si Updike considérait que "les livres devaient avoir leurs secrets, comme les gens", il était lui-même en tant qu'auteur curieux de ce que les gens pouvaient jeter au rebut, et enclin à percer à jour les secrets de ses compatriotes. Il n'hésitait pas à mettre en scène dans ses fictions, parfois de façon à peine déguisée, des personnes de son entourage ou des connaissances. Attaqué entre autres par Adam Begley, le biographe autorisé de John Updike, défendu notamment par David Updike, le fils de l'écrivain ("c'est de bonne guerre"), Paul Moran a choisi de donner sa version des faits dans les colonnes du *Texas Monthly*, le principal mensuel de l'Etat où il vit désormais. C'est cet article que nous vous proposons ci-contre. Le site du blog de Paul Moran : [johnupdikeyarchive.com](http://johnupdikeyarchive.com)



## La petite Corée de Buenos Aires

L'écrivaine Selva Almada nous guide au sein de la communauté coréenne du quartier de Flores. Par l'odeur alléchée, elle explore ses restaurants discrets, aux saveurs aussi variées que raffinées.

— **Perfil** Buenos Aires

Il est 7 heures. La femme distribue des prospectus dans le matin glacial et encore obscur. Sous l'affiche du *McDonald's*, à l'angle des avenues Rivadavia et Bonorino, elle ressemble à une poupée : son corps menu disparaît dans un blouson énorme, elle a de tout petits pieds et un visage très blanc, comme couvert de talc, les yeux bridés, et un sourire patient devant les passants grincheux qui esquivent d'un geste brusque les feuilles qu'elle leur tend. J'en prends une, davantage par solidarité que par intérêt. Il annonce la visite d'un pasteur à l'Eglise évangéliste coréenne.

Cela fait quelques années que je vis dans le quartier de Flores. J'ai entendu parler du quartier coréen – des choses floues, des repères géographiques vagues. La seule constante est qu'on y mangerait bien. Maintenant, j'ai en main une adresse, celle d'une église, certes, mais qui peut me mener là-bas. Que sais-je des Coréens d'Argentine ? Presque rien. Qu'ils tiennent des magasins de vêtements dans l'avenue Avellaneda. J'ai aussi une référence qui date de l'enfance : M<sup>lle</sup> Lee, le mannequin qui apparaissait aux côtés d'Héctor Larrea dans l'émission *Seis para triunfar* [diffusée de 1986 à 1992].

Le samedi qui suit ma rencontre avec la vieille dame et le prospectus, je m'aventure à dépasser les vingt pâtés de maison qui séparent mon domicile du quartier coréen. Vingt à peine. La lointaine Corée du Sud a été aussi proche de moi tout ce temps.

J'emprunte l'avenue Boyacá jusqu'à ce qu'elle devienne Carabobo, je parcours toute cette rue assez triste ponctuée par une petite place, je passe sous l'autoroute et arrive sur l'avenue Eva-Perón. Le calme ensoleillé de la mi-journée est à peine perturbé, de temps à autre, par le passage d'un bus. J'avoue que je me sens un peu découragée : ce que je vois n'est qu'un autre bout du bas Flores. Mais c'est comme ça, on entre dans le quartier coréen en douceur et progressivement. Rien à voir avec son parent, le Chinatown de Buenos Aires, qui arbore une arche tape-à-l'œil et des magasins à l'orientalisme de parade pour Occidentaux.

On se rend compte qu'on est arrivé, d'abord parce qu'on voit divers lieux de

**On sait qu'on est arrivé en découvrant les stars du quartier, la raison de ma venue ici : les restaurants**

↳ A Flores, le *choripán*, ce sandwich à base de saucisse, se cuisine dans la rue. Photo Néstor Grassi Diaro Perfil

culte chrétiens se dresser des deux côtés de la rue. Et, si c'est samedi et qu'il est midi passé, parce que sortent de ces temples des groupes de Coréens sur leur trente et un – femmes, hommes et enfants. L'Eglise a une fonction sociale, pas seulement religieuse, très importante dans la communauté : un peu comme un club. On s'y réunit, on s'y retrouve et on en sort pour aller manger. Puis il y a les écriteaux en coréen et en espagnol : “à vendre”, “à louer”, “massages”, “boulangerie”, “taxi”. Et les boutiques de primeurs, avec leurs cageots remplis de fruits et de légumes aux peaux, formes, feuilles et couleurs extravagantes. Dans ces temples végétaux règne le *baechu*, un chou géant ressemblant à une salade, qui est l'âme du *kimchi*, le plat de légumes fermentés et épicés omniprésents sur les tables coréennes.

Enfin, on sait qu'on est arrivé en découvrant les stars du quartier, la raison de ma venue ici : les restaurants. Ils occupent quelques pâtés de maisons, serrés les uns contre les autres. Les restaurants coréens sont discrets, austères, comme le reste du quartier. A peine sont-ils signalés par un mot peint à même le mur et qui fait autorité aussi bien en coréen qu'en espagnol : “restaurant”. On entre en général par une porte étroite, qui ouvre sur un escalier. Certains établissements donnent sur la rue, mais les vitrines sont peintes de paysages orientaux qui cachent l'intérieur aux passants. Dans la plupart des restaurants de Buenos Aires, on peut voir, en étirant le cou, à quoi ressemble la salle, combien il y a de clients et la taille des portions, mais dans ceux-ci on pénètre à l'aveuglette, en se fiant uniquement aux arômes qui s'échappent par le dessous des portes – fermées, il faut sonner pour être admis.

**K-pop.** En plus des établissements à l'étage et de ceux aux vitrines occultées, on trouve une autre curiosité : les restaurants dont l'intérieur est divisé en petits box, également fermés par de petites portes, où les gens mangent seuls ou juste avec les convives qu'ils ont choisis. Il y a aussi le restaurant qui sert uniquement de la viande sur des morceaux de bois, dans le genre brochettes ou chiches-kebabs. Dans d'autres, des plaques en métal posées sur des braseros attendent sur les tables : le dîneur y cuit toutes sortes de viandes et de poissons et mange à même le plat. D'autres restaurants enfin servent à la carte, toujours illustrée de la photo des plats.

Partout on trouve des clients de tous les âges, vieux couples, amies dans la quarantaine, jeunes familles avec enfants et groupes de garçons et filles semblant tout droit sortis de vidéos de K-pop, la musique que dansent et chantent les adolescents coréens. Mon restaurant préféré, découvert bien après ma première visite (il n'existait pas à l'époque), s'appelle *Une chanson coréenne*. Sa propriétaire est Ana Chung, la Coréenne la plus grande que j'aie jamais vue

et l'une des femmes les plus belles et délicates que je connaisse. Ana est chanteuse et la vedette d'un double projet (cinématographique et théâtral) de Gustavo Tarrío et Yael Tujsnaider. Succédant à l'expérience théâtrale, le film, *Une chanson coréenne*, a été présenté l'année dernière au Bafici [festival international de cinéma indépendant de Buenos Aires]. Il raconte la vie d'Ana et de son mari, Victor, et l'on y voit comment ils ont monté le restaurant.

Leur *kimchi* est le meilleur que j'aie jamais goûté. Victor en est très fier : c'est une recette familiale préparée par sa mère, qui officie dans les cuisines. L'une des particularités de cet établissement est que la carte, en plus d'avoir des photos illustratives qui ne sont pas seulement “illustratives” (lorsqu'on vous apporte le plat, il est identique à celui de la photo !), raconte l'histoire de chaque mets : on y apprend lesquels sont servis dans les banquets de mariage, quelle soupe “réveille les morts” et combien d'heures ou même de jours de préparation sont nécessaires pour certains.

La spécialité que je ne me lasse jamais de manger est le *nokdu binde tok* : une galette de haricots verts et de porc avec, bien sûr, du *kimchi*. Lorsque j'étais enfant, les jours de pluie ma mère me préparait des *tortas fritas* [sorte de beignets] et faisait de moi la plus heureuse des petites filles, je n'ai pas à me plaindre. Mais combien j'envie maintenant la fillette coréenne qui là-bas, très loin, se remplissait le ventre de *nokdu*, le plat qu'on prépare et qu'on mange en Corée quand il pleut...

— **Selva Almada**  
Publié le 17 janvier

L'auteur



**SELVA ALMADA** Née en 1973, elle est l'une des plus belles plumes de la nouvelle scène littéraire argentine. Elle a écrit plusieurs recueils de nouvelles. Son premier roman, *Après l'orage*, est paru en 2014 aux éditions Métailié.



**ARCHIVES**  
courrierinternational.com

“Selva Almada : prendre le pouls du ‘campo’”. Le quotidien espagnol *El País* brosse le portrait de l'écrivaine, invitée à Paris au Salon du livre (paru dans *CI* n° 1220, du 20 mars 2014).

Vibrez au rythme de   
l'Irlande

# DÉCOUVREZ L'IRLANDE

## Paris - Dublin/Cork

à partir de

# 54,99€

Aller simple, taxes  
et frais inclus

Après l'ambiance de Dublin, partez découvrir les 2500km du Wild Atlantic Way, la côte sauvage d'Irlande. Un voyage inoubliable !

Réservez dès maintenant sur  
[aerlingus.com](http://aerlingus.com)

Aer Lingus 

Valable pour un voyage effectué entre le 1 avril et 30 juin 2015. Réservez avant le 23 février. Les tarifs sont pour un aller simple et couvrent les taxes et frais. Les tarifs varient en fonction du mois de votre voyage. Soumis aux conditions générales et à la disponibilité.

tendances.



↳ Lors d'une marche contre les violences policières le 13 décembre dernier à Washington.

Photo Bill Clark/CQ Roll Call. Getty Images



## Tumblr, réseau contestataire

La plateforme de microblogging, qui permet à tous de poster sur Internet sons, images, vidéos et textes de leur choix, recueille les revendications de la génération Y. Une nouvelle forme de militantisme.

—The New York Times New York

L'acquiescement de Darren Wilson [le policier responsable de la mort de Michael Brown à Ferguson] a provoqué en décembre une tempête de protestations qui a rapidement gagné le cyberspace et notamment Tumblr, une plateforme de microblogging prisée des jeunes de moins de 30 ans. Ces nouveaux champions de la justice sociale ont inondé le réseau d'articles, de GIFs, d'images aux légendes bien senties, de documents juridiques, de vidéos et de cartoons. Leurs messages contenaient autant d'informations sur la tragédie de Ferguson que sur les questions d'identité, d'injustice, de violence policière et de racisme.

“La génération Y s'est longtemps désintéressée [de ces sujets]”, reconnaît Zellie Thomas, âgée de 30 ans et créatrice du blog Black Culture. “Maintenant, avec les réseaux sociaux, ils se sentent davantage en position de force, comme s'ils étaient devenus audibles. Et Tumblr est une plateforme idéale pour tous ces types de contenus.”

Tumblr compte plus de 215 millions de blogs. Selon une étude interne, 64 % des utilisateurs de cette plateforme disent s'intéresser aux questions sociales et

se documenter sur ce réseau. La preuve que la génération Y, longtemps jugée apathique, s'intéresse en réalité de près aux problèmes de société. Son militantisme n'était simplement pas visible aux yeux de ses aînés.

Sur Facebook et Twitter, les utilisateurs ont tendance à parler avec des gens qu'ils connaissent déjà ; sur Tumblr, les relations se nouent davantage autour d'intérêts communs. La plateforme peut accueillir une grande diversité de contenus et offre un certain anonymat, ce qui permet aux jeunes d'y exprimer des facettes de leur personnalité que leurs familles et leurs proches ne soupçonnent parfois pas.

“Vous pouvez créer votre propre identité sur Tumblr”, explique Moya Bailey, 31 ans, postdoctorante à la Northeastern University, spécialisée dans la condition féminine et les sciences humaines numériques. “Il y a plus de diversité sur Tumblr que sur n'importe quel autre média. C'est l'un des rares endroits où l'on peut voir des hommages aux personnes en surpoids, aux femmes transgenres et aux femmes transgenres noires.”

Les questions de justice et de société agitent sans cesse les blogs Tumblr et provoquent de véritables raz-de-marée lorsqu'un événement défraie la chronique

ou que des manifestations se déroulent dans l'espace public. “Tumblr est un peu le premier pas vers le militantisme”, note Philip Howard, 44 ans, principal responsable du Digital Activism Research Project à l'université de l'Etat de Washington. Une fois que vous entrez en contact avec des gens fortement engagés dans les questions raciales, la délinquance ou le mariage gay, vous restez plus mobilisé sur ces sujets.”

Sur Tumblr, un message peut contenir tout type de format – de la vidéo au tweet – et être repris d'un simple clic, ce qui en fait la plateforme idéale pour des contenus qui pourraient difficilement coexister sur Facebook ou sur Twitter. La capacité du réseau à diffuser des informations rapidement est un élément crucial, reconnaît Kim Moore, fondatrice du blog Soul Revision. Agée de 29 ans, elle utilise Tumblr pour sensibiliser les gens à des problèmes de société. “Je me suis dit que c'était un bon moyen de toucher plus de gens”, dit-elle. Je suis arrivée sur Tumblr et n'en suis jamais partie.”

De nombreux utilisateurs disent se servir de Tumblr pour se documenter sur des sujets peu développés dans les manuels scolaires, comme l'histoire des Noirs aux Etats-Unis ou le colonialisme, souligne Moya Bailey. De son côté, Philip Howard, dont les travaux s'attachent notamment à mesurer la popularité des mouvements de mobilisation numériques, affirme que, si les campagnes en ligne n'imposent pas de changements de politiques, elles permettent néanmoins de mettre en avant des histoires et de découvrir de nouvelles sources d'information.

L'une des principales difficultés pour ces cybermilitants est de gérer le flux de commentaires négatifs suscités par leurs messages. Dans le cadre de son projet de thèse à la Wayne State University, Amanda Levitt – fondatrice du site Fat Body Politics – a vu défiler les commentaires contempteurs sur le blog This Is Thin Privilege, où elle est modératrice. Elle a comptabilisé un total de 4 200 commentaires négatifs, dont certains laissaient entendre qu'ils souhaitaient sa mort. Submergée, elle a cessé son activité sur la plateforme à plusieurs reprises. Elle y est néanmoins toujours retournée. “Beaucoup de gens avec qui j'aime bien discuter sont sur ce réseau, il est donc difficile de s'en priver”, raconte-t-elle.

Ces attaques peuvent être très déplaisantes, mais Philip Howard estime qu'elles font partie de l'engagement politique et qu'elles aident les jeunes militants à se former une carapace psychologique. “Nous faisons tous des erreurs avec les médias auxquels nous ne sommes pas habitués”, conclut-il. C'est l'un des principaux désagréments aujourd'hui. Chaque génération a dû apprendre ce que représentait le militantisme pour elle.”

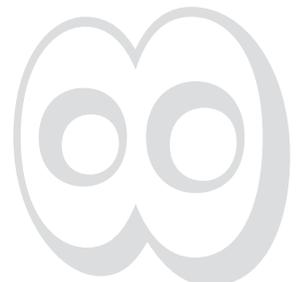
—Valeriya Safronova

Publié le 19 décembre 2014



## La valise qui fait un carton

**ALLEMAGNE — Voyager à bas prix implique de faire des choix. On ne peut pas toujours emporter autant d'affaires qu'on le voudrait si on veut économiser les surcoûts que font payer les compagnies low cost aux clients trop chargés. Deux jeunes Allemands ont trouvé une solution, rapporte le magazine Brand Eins : la valise en carton. “La matière première est bon marché, durable et très légère, et malgré tout la valise est solide”, expliquent Niklas et Jonas, les deux copains d'enfance créateurs de Box2fly. Leur bagage, dont la production a été permise grâce à une campagne de financement participatif, pèse seulement 850 grammes et ne dépasse pas les mesures imposées pour les bagages en cabine. Il peut transporter 10 kilos sans problème, assurent ses inventeurs, et il est vendu en ligne 10 euros. Toutefois, rien n'est prévu contre les gouttes de pluie.**





DARREN PEARSON



**A méditer cette semaine :**  
Tente un acte d'amour qui restera unique en son genre dans l'histoire de ta vie.

**SUR NOTRE SITE**  
[courrierinternational.com](http://courrierinternational.com)

Retrouvez l'horoscope de Rob Brezsky, l'astrologue le plus original de la planète.

DESSIN DE MIKEL CASAL

JACOBS SCHOOL OF ENGINEERING/UC SAN DIEGO



## Un tatouage qui pique

**ÉTATS-UNIS** — Une équipe d'ingénieurs en nanotechnologies de l'université de Californie à San Diego a trouvé une solution de rechange aux piqûres quotidiennes que doivent effectuer les diabétiques pour surveiller leur taux de glucose, annonce **Bloomberg BusinessWeek**. Il s'agit d'un tatouage éphémère qui, une fois sur la peau du patient, mesure le taux de sucre grâce à de petites électrodes et à une enzyme qui réagit spécifiquement à la présence de glucose. "Une telle solution, moins chère et plus confortable que les piqûres, pourrait encourager des millions de diabétiques à suivre le traitement dont ils ont besoin", estime l'hebdomadaire. Le système est en cours de développement et ses inventeurs tentent désormais d'y introduire une puce électronique qui pourrait transmettre en temps réel, via Bluetooth, les résultats de l'analyse sanguine à un médecin.

EDMONTON FREEZEWAY



## Autoroute des neiges

**CANADA** — A Edmonton, dans l'Ouest canadien, les hivers sont longs et froids. Alors chacun cherche des idées pour s'en accommoder. La dernière en date, une patinoire linéaire qui traverserait toute la ville, est en passe de devenir réalité. Le "Freezeway" d'Edmonton pensé par l'architecte Matt Gibbs fera 11 kilomètres de long. Il sera ouvert aux cyclistes pendant l'été et réservé aux patins à glace en hiver, détaille **Le Devoir**. Pour la municipalité, ce projet va permettre "de revitaliser la ville et d'encourager la communauté à être plus active et en meilleure santé". Une portion du parcours devrait voir le jour dès 2016.



**PHOTO**

## Le XXI<sup>e</sup> siècle des lumières

Tableaux, pincesaux, crayons... Dépassés ! Pour donner vie à ses peintures, Darren Pearson croque ses sujets à coup de traits lumineux, tout simplement. "Quand j'ai compris que l'on pouvait dessiner à l'intérieur d'une photographie, cela a été un déclic pour moi", raconte l'artiste, adepte du "light painting", à **Wired**. "En dépit de l'apparente simplicité du résultat final, le processus de réalisation se révèle laborieux", explique le magazine américain. Pour parvenir à ces "tableaux captivants", Darren Pearson fixe son appareil photo sur un trépied, puis laisse un long temps d'exposition qui lui permet de "peindre" ses œuvres à l'aide de lampes de poche pendant la pose.

# histoire.



## Face aux féroces guerriers à plumes

**1932** **Australie**

Plus de dix ans après le premier conflit mondial, le gouvernement déploie l'armée sur son propre territoire pour lutter contre un redoutable ennemi : les émeus.

—Scientific American *New York*

Dans les années qui suivent la Première Guerre mondiale, le gouvernement australien s'est efforcé de trouver de quoi occuper les anciens combattants de retour au pays. Dès 1915, un "programme d'implantation des soldats" a été peu à peu mis en place dans tous les Etats. En tout, près de 5 000 vétérans se sont ainsi vu attribuer des parcelles qu'ils ont transformées en exploitations agricoles destinées à la culture du blé et à l'élevage de moutons. Cinq ans plus tard, le gouvernement avait acheté 90 000 hectares pour les vétérans, mais il lui fallait davantage de terres, aussi a-t-il commencé à implanter des anciens combattants dans des régions d'Australie-Occidentale. La vie de ces vétérans n'aura rien d'une sinécure : il est déjà difficile, sans aucune expérience, de gérer une exploitation dans une zone fertile, mais c'est encore pire dans une zone où la terre est à peine utilisable. La situation de ces nouveaux fermiers a encore été aggravée quand la

↑ L'ennemi se replie. Des émeus s'enfuient sur une route de terre en Australie.

Photo Medford Taylor/ Getty Images

### Il faut au moins dix balles pour abattre un seul oiseau, un résultat pathétique

grande dépression de 1929 a entraîné la chute du prix du blé.

Comme si cela ne suffisait pas, il y avait les émeus. Des dizaines de milliers d'entre eux qui, en Australie-Occidentale, souhaitent récupérer leurs terres. Considérés comme une espèce protégée jusqu'en 1922, ils avaient semé une telle dévastation dans les champs de blé – écrasant les épis sur leur passage avant d'engloutir ce qui restait – qu'ils étaient officiellement classés en tant que "nuisibles". A la fin de 1932, 20 000 émeus ravageaient les exploitations des malheureux anciens combattants. Et même ces hommes habitués à se servir d'un fusil ne pouvaient endiguer la ruée.

A court de munitions, les vétérans réclament alors l'intervention de l'armée australienne. Une idée plutôt absurde – envoyer l'armée exterminer 20 000 grands oiseaux coureurs –, mais, comme le suggère Murray Johnson dans la *Journal of Australian Studies*, il s'agissait peut-être d'un coup de propagande destiné à montrer que le gouvernement faisait effectivement quelque chose pour aider ses héros de guerre en difficulté.

Avec à sa tête le commandant G. P. W. Meredith, de la 7<sup>e</sup> batterie lourde de la Royal Australian Artillery, un détachement se met en route le 2 novembre 1932, bien décidé à éliminer un groupe de 50 oiseaux dans le district de Champion. Les hommes se déploient en formation derrière les émeus, qui, face à cet assaut en règle, ripostent en adoptant une tactique habile quoique désordonnée. Ils se dispersent dans toutes les directions pour limiter les pertes. Ils n'évitent cependant pas que "l'armée australienne verse le premier sang dans cette étrange 'guerre des Emeus'", commente Johnson.

Deux jours plus tard, les émeus prennent leur revanche. Camouflés, des tireurs repèrent un groupe d'un millier d'oiseaux en approche et les attendent patiemment. A bout portant, poursuit Johnson, les soldats ouvrent le feu et abattent une dizaine d'émeus. Et là leur mitrailleuse s'enraye. Une fois de plus, les émeus en profitent pour fuir, réussissant à faire passer près d'un millier d'entre eux sous le nez des militaires avant de s'éclipser à la vitesse de l'éclair. Aussitôt, les médias s'en donnent à cœur joie, citant entre autres une des recrues : "Les émeus nous ont montré qu'ils ne sont pas aussi idiots qu'on a tendance à le penser. Chaque groupe a un chef, toujours un énorme oiseau au plumage noir, qui mesure bien dans les 2 mètres de haut. Il fait le guet pendant que les autres s'occupent du blé. Au premier signe suspect il donne le signal, et des dizaines de têtes se dressent au-dessus des épis. Quelques oiseaux prennent peur, ce qui déclenche une panique généralisée en direction des sous-bois, le chef restant toujours en arrière jusqu'à ce que ses ouailles soient en sécurité."

L'armée tente alors de les mitrailler depuis des camions en mouvement, mais les soldats

s'aperçoivent qu'ils ne peuvent pas viser correctement leurs ennemis en pleine galopade. Un seul oiseau est tué, mais il parvient à gêner l'adversaire jusqu'au bout, son cadavre se retrouvant pris dans le système de direction du véhicule, qui oblique brutalement et finit par détruire la clôture d'un agriculteur.

"Le 8 novembre, on signale que les forces du commandant Meredith ont brûlé 2 500 cartouches – 25 % du total qui leur a été alloué – pour éliminer 200 émeus, écrit Johnson. Peu après, un politicien travailliste de l'Etat de Nouvelle-Galles du Sud se demande 's'il ne faut pas frapper une médaille en hommage à ceux qui prennent part à cette guerre'. A quoi son homologue d'Australie-Occidentale réplique que c'est aux émeus qu'elle devrait être décernée, car 'ils ont remporté toutes les manches jusqu'à présent'."

Une deuxième campagne est déclenchée par le commandant Meredith le 13 novembre 1932. Au bout de quelques mois, les rapports signalent une centaine d'oiseaux tués chaque semaine. Mais Meredith fait ses comptes et conclut qu'il lui faut au moins dix balles pour abattre un seul émeu, un résultat pathétique. Il est rappelé par sa hiérarchie, et ainsi prend fin la grande guerre des Emeus, tout à la gloire de nos guerriers à plumes géants.

Malheureusement pour nos héros victorieux, le gouvernement décide de distribuer des munitions aux fermiers, qui vont se charger de régler le problème par eux-mêmes. En 1934, en un peu plus de six mois, 57 034 émeus perdent la vie. Aujourd'hui, cet oiseau dégingandé qui occupe une place d'honneur sur le blason de l'Australie bénéficie de nouveau du statut d'espèce protégée.

—Bec Crew

Publié le 4 août 2014

### En Afrique

#### LES TUEURS DU TSAVO

En 1898, au Kenya, ce sont des lions qui pendant des mois perturbent la construction d'un pont de chemin de fer sur le Tsavo. De mars à décembre, deux fauves rôdent autour du camp des ouvriers, qu'ils attaquent régulièrement, au point que les travaux sont interrompus. Le directeur du chantier, le lieutenant-colonel John Henry Patterson, réclame l'aide de l'armée, en vain. Prenant les choses en main, il finit par abattre les lions, et les travaux peuvent reprendre. Il publie en 1907, le récit de ses exploits qui sera porté à l'écran, très enjolivé, dans le film *L'Ombre et la Proie*, avec Val Kilmer et Michael Douglas, en 1996. Quant aux félins criminels, coupables de la mort d'au moins 35 personnes, on peut les admirer, empaillés, au musée d'Histoire naturelle de Chicago.

# Au cœur de l'actualité



**Courrier  
international**

**Hors-série**

Février-mars-avril 2015  
8,50 €

**Le monde  
musulman  
face à l'urgence  
des réformes**

# L'ISLAM EN DÉBAT

En partenariat  
avec



PHOTO BOUSHRA ALMUTAWAKEL

# Un numéro exceptionnel



# FONDATION BNP PARIBAS ILS PORTENT UN PROJET NOUS LES AIDONS À LE FAIRE GRANDIR

## **Ablaye Cissoko** Compositeur, chanteur et joueur de kora

*«Mon projet, mixer tradition et modernité en puisant dans mes racines pour créer une musique non-conventionnelle inspirée du jazz.»*

[www.ablaye-cissoko.com](http://www.ablaye-cissoko.com)

Photographie Grégoire Korganow

Depuis 30 ans, la Fondation BNP Paribas est fière d'accompagner ses partenaires, tous porteurs de rêve, d'ambition et d'avenir en soutenant des projets dans les domaines de la culture, de la solidarité et de l'environnement.

 @FondationBNPP



**BNP PARIBAS** | La banque d'un monde qui change

[fondation.bnpparibas.com/nos-30ans](http://fondation.bnpparibas.com/nos-30ans)